

N° 146

# SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2007-2008

---

---

Annexe au procès-verbal de la séance du 19 décembre 2007

## RAPPORT

FAIT

*au nom de la commission des Lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale (1) :*

*- sur le projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le **Conseil constitutionnel** et relatif à ses **archives** ;*

*- et sur le projet de loi relatif aux **archives**,*

Par M. René GARREC,

Sénateur.

---

*(1) Cette commission est composée de : M. Jean-Jacques Hiest, président ; MM. Patrice Gélard, Bernard Saugey, Jean-Claude Peyronnet, François Zocchetto, Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, M. Georges Othily, vice-présidents ; MM. Christian Cointat, Pierre Jarlier, Jacques Mahéas, Simon Sutour, secrétaires ; M. Nicolas Alfonsi, Mme Michèle André, M. Philippe Arnaud, Mme Eliane Assassi, MM. Robert Badinter, José Balareello, Laurent Béteille, Mme Alima Boumediene-Thiery, MM. François-Noël Buffet, Christian Cambon, Marcel-Pierre Cléach, Pierre-Yves Collombat, Jean-Patrick Courtois, Yves Détraigne, Michel Dreyfus-Schmidt, Pierre Fauchon, Gaston Flosse, Bernard Frimat, René Garrec, Jean-Claude Gaudin, Charles Gautier, Jacques Gautier, Mme Jacqueline Gourault, M. Jean-René Lecerf, Mme Josiane Mathon-Poinat, MM. Hugues Portelli, Marcel Rainaud, Henri de Richemont, Jean-Pierre Sueur, Mme Catherine Troendle, MM. Alex Türk, Jean-Pierre Vial, Jean-Paul Virapoullé, Richard Yung.*

**Voir les numéros :**

**Sénat : 470, 471 (2005-2006), 147 (2007-2008)**



## SOMMAIRE

	<u>Pages</u>
<b>LES CONCLUSIONS DE LA COMMISSION</b> .....	7
<b>EXPOSÉ GÉNÉRAL</b> .....	9
<b>I. LES PROJETS DE LOI : DES ARCHIVES MIEUX PROTÉGÉES ET PLUS OUVERTES</b> .....	10
<b>A. AMÉLIORER LA PROTECTION DES ARCHIVES</b> .....	10
1. <i>Renforcer les sanctions applicables à la destruction, au détournement ou la         soustraction d'archives publiques</i> .....	10
2. <i>Renforcer la protection des archives privées classées</i> .....	11
<b>B. FACILITER L'ACCÈS AUX ARCHIVES PUBLIQUES ET POLITIQUES</b> .....	11
1. <i>Un accès plus ouvert aux archives publiques</i> .....	13
a) L'affirmation du principe de libre communicabilité des archives publiques .....	13
b) La réduction des délais de communication .....	13
c) L'élargissement du champ d'application des dérogations .....	14
d) L'affirmation du principe de gratuité de l'accès aux archives publiques .....	15
2. <i>La soumission au droit commun des archives du Conseil constitutionnel</i> .....	16
3. <i>La consécration juridique des protocoles d'archives conclus avec les autorités         politiques</i> .....	16
<b>II. LA POSITION DE VOTRE COMMISSION DES LOIS</b> .....	19
<b>A. CONFORTER L'EFFORT D'ACCESSIBILITÉ DES DOCUMENTS RELATIFS À LA VIE PUBLIQUE</b> .....	19
1. <i>Approuver le raccourcissement des délais de communication et la consécration des         protocoles politiques</i> .....	19
a) Le raccourcissement des délais de communication .....	19
b) La consécration des protocoles politiques .....	19
2. <i>Permettre la mise en ligne des documents dès l'expiration des délais de         communication</i> .....	19
3. <i>Ouvrir plus largement les archives judiciaires audiovisuelles</i> .....	20
<b>B. PROTÉGER LE DROIT À LA VIE PRIVÉE DU VIVANT DES PERSONNES</b> .....	21
1. <i>Le droit à la vie privée, un droit revendiqué par les citoyens et juridiquement         consacré</i> .....	21
2. <i>Un raccourcissement des délais en contradiction avec l'allongement de l'espérance         de vie</i> .....	22
3. <i>Aligner le régime de communication de l'état civil sur celui des documents portant         atteinte à la protection de la vie privée</i> .....	24
<b>C. RÉAFFIRMER LE PRINCIPE D'AUTONOMIE DES ASSEMBLÉES PARLEMENTAIRES GARANT D'UNE MEILLEURE ACCESSIBILITÉ DE LEURS ARCHIVES</b> .....	25
1. <i>Le respect par le projet de loi de la tradition d'autonomie de certains ministères ou         institutions</i> .....	25
2. <i>L'autonomie des assemblées : un principe constitutionnel qui n'exclut pas des         relations partenariales avec l'administration des archives</i> .....	26
a) Le principe constitutionnel de l'autonomie des assemblées.....	26
b) Une gestion autonome qui n'exclut pas une coopération avec l'administration des archives.....	27
3. <i>La politique documentaire et archivistique du Sénat : autonomie et performance au         service des citoyens</i> .....	28
a) Une forte professionnalisation de la gestion des archives du Sénat .....	28
b) Un souci d'ouverture et d'efficacité.....	29

4. La nécessité de renvoyer au Bureau de chaque assemblée le soin de définir les modalités de gestion de leurs archives .....	31
a) Des règles nécessairement autonomes .....	31
b) Des règles publiques, transparentes et inspirées du code du patrimoine .....	32
<b>D. DONNER UN STATUT AUX ARCHIVES DES GROUPEMENTS DE COLLECTIVITES TERRITORIALES</b> .....	32
1. La conservation par les groupements de collectivités territoriales des archives de leurs communes membres .....	33
2. La conservation par les groupements de collectivités territoriales de leurs propres archives .....	33
<b>E. RAPPROCHER LES RÉGIMES DE 1978 SUR LES DOCUMENTS ADMINISTRATIFS ET DE 1979 SUR LES ARCHIVES</b> .....	34
1. Une nécessaire harmonisation .....	34
2. Vers une grande loi d'accès aux données publiques ? .....	35
<b>EXAMEN DES ARTICLES DU PROJET DE LOI ORDINAIRE</b> .....	37
<b>TITRE PREMIER DISPOSITIONS PORTANT MODIFICATION DU CODE DU PATRIMOINE</b> .....	37
• Article premier <b>Principe de modification du code du patrimoine</b> .....	37
• Article additionnel après l'article premier (art. L. 211-1 du code du patrimoine) <b>Définition des archives</b> .....	37
• Article 2 (art. L. 211-4 du code du patrimoine) <b>Définition des archives publiques</b> .....	38
• Article 3 (art. L. 212-1 à L. 212-5 du code du patrimoine) <b>Collecte, conservation et protection des archives publiques</b> .....	39
• Article 4 (art. L. 212-9 du code du patrimoine) <b>Recrutement des directeurs des services départementaux d'archives parmi les seuls conservateurs ou conservateurs généraux du patrimoine de l'Etat</b> .....	42
• Articles additionnels après l'article 4 (art. L. 1421-1 du CGCT, art. 212-10 à 212-12 et art. 212-14-1 nouveau du code du patrimoine) <b>Statut des archives conservées par les groupements de collectivités territoriales</b> .....	44
• Article 5 (art. L. 212-18 du code du patrimoine) <b>Allongement du délai de la procédure de classement d'archives privées</b> .....	44
• Article 6 (art. L. 212-23 du code du patrimoine) <b>Transposition aux archives privées classées des mesures protectrices applicables aux objets mobiliers</b> .....	45
• Article 7 (art. L. 212-29 du code du patrimoine) <b>Droit de reproduction d'archives privées avant exportation</b> .....	45
• Article 8 (art. L. 212-31 du code du patrimoine) <b>Informations données à l'administration des archives en cas de vente publique d'archives privées</b> .....	46
• Article 9 (art. L. 212-32 du code du patrimoine) <b>Droit de préemption de l'Etat sur les archives privées</b> .....	46
• Article 10 (art. L. 212-33 du code du patrimoine) <b>Possibilité offerte à la Nouvelle-Calédonie de demander à l'Etat de préempter des archives privées pour son compte</b> .....	46
• Article 11 (art. L. 213-1 à L. 213-8 du code du patrimoine) <b>Délai de communicabilité des archives publiques</b> .....	47
• Article additionnel après l'article 11 (art. L. 222-1 du code du patrimoine) <b>Délai de communication des archives audiovisuelles de la justice</b> .....	48
• Article 12 (art. L. 214-1 à L. 214-5, art. nouveaux L. 214-6 à L. 214-10 du code du patrimoine) <b>Dispositions pénales du code du patrimoine</b> .....	49
• Article 13 (art. L. 730-1 du code du patrimoine) <b>Coordination avec les dispositions applicables à Mayotte</b> .....	50
• Article 14 (art. L. 730-2 du code du patrimoine) <b>Coordination avec les dispositions applicables à Mayotte</b> .....	51

• <i>Article 15</i> (art. L. 730-3 du code du patrimoine) <b>Précisions sur les fonctions notariales des cadis à Mayotte</b> .....	51
• <i>Article 16</i> (art. L. 730-3 du code du patrimoine) <b>Coordination avec les dispositions applicables dans les îles Wallis et Futuna</b> .....	51
• <i>Article 17</i> (art. L. 770-2 du code du patrimoine) <b>Coordination avec les dispositions applicables aux Terres australes et antarctiques françaises</b> .....	51
<b>TITRE II DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES</b> .....	52
• <i>Article 18</i> (art. 238 bis-O AB du code général des impôts) <b>Extension du dispositif d'incitation fiscale aux archives historiques</b> .....	52
• <i>Article 19</i> (art. 6 de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques) <b>Coordination avec la loi de 1951 sur le secret en matière de statistiques</b> .....	52
• <i>Article 20</i> (art. 36 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique et aux libertés) <b>Actualisation d'une référence dans la loi « informatique et liberté »</b> .....	52
• <i>Article additionnel après l'article 20</i> (article 7 bis nouveau de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires) <b>Autonomie des assemblées dans la gestion de leurs archives</b> .....	53
• <i>Article additionnel après l'article 20</i> (article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires) <b>Référence aux délais du code du patrimoine dans l'ordonnance de 1958 sur les assemblées</b> .....	53
• <i>Article additionnel après l'article 20</i> (article premier de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal) <b>Harmonisation des définitions des documents administratifs et des archives publiques</b> .....	54
• <i>Article additionnel après l'article 20</i> (article premier de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal) <b>Clarification de la notion d'« actes des assemblées parlementaires »</b> .....	54
• <i>Article additionnel après l'article 20</i> (article 6 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal) <b>Harmonisation des régimes de communication des documents administratifs et des archives publiques</b> .....	55
• <i>Article additionnel après l'article 20</i> (article 20 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal) <b>Harmonisation des régimes de compétence de la CADA en matière de documents administratifs et d'archives publiques</b> .....	55
<b>EXAMEN DE L'ARTICLE UNIQUE DU PROJET DE LOI ORGANIQUE</b> .....	57
• <i>Article unique</i> (article 61 nouveau de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel) <b>Application aux archives du Conseil constitutionnel des dispositions du code du patrimoine</b> .....	57
<b>TABLEAU COMPARATIF DU PROJET DE LOI ORDINAIRE</b> .....	61
<b>TABLEAU COMPARATIF DU PROJET DE LOI ORGANIQUE</b> .....	93
<b>ANNEXE AU TABLEAU COMPARATIF</b> .....	95
<b>ANNEXE - LISTE DES PERSONNES ENTENDUES PAR LE RAPPORTEUR</b> .....	107



## LES CONCLUSIONS DE LA COMMISSION DES LOIS

Réunie le mercredi 19 décembre 2007 sous la présidence de M. Jean-Jacques Hyest, président, la commission des Lois a examiné le rapport de M. René Garrec sur le projet de loi ordinaire relatif aux **archives** et le projet de loi organique relatif aux **archives du Conseil constitutionnel**.

Après avoir indiqué que ces textes visaient essentiellement à améliorer la **protection des archives** et à en **faciliter l'accès**, M. René Garrec a rappelé qu'ils s'inscrivaient dans un mouvement **d'ouverture et de transparence**, engagé par la France depuis les années 1970, qui ont progressivement fait passer le citoyen du statut d'administré à celui d'utilisateur vis-à-vis de l'administration.

En premier lieu, il s'est réjoui que les textes proposent, d'une part, d'améliorer la protection des archives publiques au moyen d'un renforcement des sanctions pénales et de la création d'une sanction administrative, d'autre part de renforcer la protection des archives privées classées.

En second lieu, il a relevé que les textes prévoyaient opportunément un accès gratuit et plus rapide aux archives publiques, y compris celles du Conseil constitutionnel, et consacraient la pratique des protocoles d'archives conclus avec les autorités politiques.

**La commission des Lois a adopté trente-neuf amendements** au projet de loi ordinaire, afin notamment de :

- permettre une diffusion générale des archives publiques, par exemple par une mise en ligne sur Internet, dès l'expiration des délais de communication (**article 11**) ;

- ouvrir plus largement les archives judiciaires audiovisuelles (**article additionnel après l'article 11**) ;

- mieux protéger le droit à la vie privée du vivant des personnes (**article 11**) ;

- réaffirmer l'autonomie des assemblées dans la gestion de leurs archives respectives (**article additionnel après l'article 20**) ;

- créer un statut pour les archives conservées par les groupements de collectivités territoriales (**deux articles additionnels avant et après l'article 4**) ;

- rapprocher les régimes de 1978 sur les documents administratifs et de 1979 sur les archives (**article 2 et articles additionnels après l'article 20**).

La commission des Lois a adopté le **projet de loi ordinaire ainsi modifié** et le **projet de loi organique sans modification**.





*« Les fonctionnaires ne sont point  
possesseurs personnels, mais seulement  
dépositaires momentanés des diverses pièces  
qu'ils écrivent, à raison du caractère public  
dont ils sont revêtus. Leur mission terminée,  
ils perdent tout droit sur le dépôt  
qui leur était confié par l'Etat »*

Extrait du rapport de présentation  
d'une ordonnance du 18 août 1833 relative à la remise  
des archives dans les postes politiques et consulaires

Mesdames, Messieurs,

Dans son rapport public de 1995 consacré au thème de la transparence et du secret dans la vie publique et administrative, le Conseil d'Etat constatait la revendication par les citoyens d'un droit d'information et de communication sur les modalités d'exercice de l'action publique. La transparence est en effet regardée comme le signe d'une démocratie achevée, honorant le contrat social entre les pouvoirs publics et les citoyens. A l'inverse, les régimes qui cultivent un goût prononcé du secret et de l'opacité dans leur mode de fonctionnement sont rangés parmi les pays peu ou pas démocratiques.

Aussi la France cherche-t-elle de longue date à améliorer la transparence de son action sans nuire pour autant à son efficacité. En particulier, le législateur est intervenu à plusieurs reprises entre 1978 et 1979 afin de faciliter **l'accès des usagers aux documents administratifs et aux archives publiques**, au travers des lois du 3 janvier 1979 sur les archives, du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, du 17 juillet 1978 relative à l'accès aux documents administratifs et du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs.

Confortant cette démarche, le précédent gouvernement a déposé sur le Bureau du Sénat le 24 août 2006 deux projets de loi relatifs aux archives : l'un, ordinaire, à caractère général, l'autre, organique, spécifique au Conseil constitutionnel. S'appuyant sur différentes réflexions, notamment le rapport de M. Guy Braibant, président de section honoraire du Conseil d'Etat, paru en 1996 sur *Les archives en France* et l'étude adoptée par le Conseil d'Etat en 1997 sur *L'harmonisation des textes et l'amélioration des droits du citoyen en matière d'accès aux données publiques*, ces textes visent principalement, d'une part, à améliorer la protection des archives, d'autre part, à en faciliter l'accès afin de répondre aux besoins exprimés par les citoyens, soucieux de consulter plus rapidement les sources de leur histoire collective.

Souscrivant largement à ces orientations, votre commission vous propose de compléter le projet de loi ordinaire, en particulier en confortant l'effort de transparence pour les documents relatifs à la vie publique tout en veillant à mieux protéger le droit à la vie privée du vivant des personnes.

## I. LES PROJETS DE LOI : DES ARCHIVES MIEUX PROTÉGÉES ET PLUS OUVERTES

### A. AMÉLIORER LA PROTECTION DES ARCHIVES

Les archives, définies comme l'ensemble des documents, quels que soient leur date, leur forme et leur support matériel, produits ou reçus par toute personne dans l'exercice de son activité (article L. 211-1 du code du patrimoine), présentent un **triple intérêt**.

En premier lieu, elles constituent, pour leurs propriétaires, la mémoire de leur activité ou de leur parcours et permettent d'organiser au mieux leur poursuite grâce à la consultation régulière des « précédents ».

En second lieu, elles permettent de **justifier les droits** des personnes physiques ou morales.

Enfin, les archives assurent la sauvegarde de la **mémoire collective** et représentent une source documentaire précieuse pour la recherche historique.

C'est pourquoi le projet de loi en améliore opportunément la **protection**.

S'il appartient à toute personne physique et morale de veiller à la conservation de ses propres archives privées (archives personnelles, archives d'entreprises...), il incombe en revanche à l'Etat de conférer un statut particulièrement protecteur à **deux catégories d'archives** qui présentent un intérêt administratif ou historique essentiel.

Il s'agit, d'une part, des **archives publiques**, c'est-à-dire des archives produites par une personne publique ou une personne privée investie d'une mission de service public, d'autre part, des **archives privées classées**, c'est-à-dire des archives appartenant à des personnes physiques ou morales de droit privé qui ont fait l'objet, sur proposition de l'administration des archives, d'une procédure de classement, eu égard à leur « *intérêt public* ».

#### 1. Renforcer les sanctions applicables à la destruction, au détournement ou la soustraction d'archives publiques

Le projet de loi améliore la **protection des archives publiques** au moyen d'un renforcement des sanctions pénales.

Aux peines de prison et d'amende qui sanctionnent aujourd'hui la destruction illégale, le détournement ou la soustraction d'archives publiques sont ajoutées la **privation des droits civiques** et l'**interdiction d'exercer une fonction publique**, sanctions particulièrement dissuasives pour les fonctionnaires et les autorités politiques qui enfreindraient la loi.

En plus des sanctions pénales, le projet de loi crée par ailleurs une **sanction administrative** qui a vocation à limiter l'accès aux salles de lecture des personnes déjà condamnées pénalement pour destruction ou vol d'archives.

## **2. Renforcer la protection des archives privées classées**

Le projet de loi vise également à renforcer **la protection des archives privées classées**.

Comme exposé plus haut, l'administration des archives peut décider, même d'office, de classer certaines archives privées en « *archives historiques* » lorsqu'elles présentent un « *intérêt public* » (article L. 212-15 du code du patrimoine).

Ce classement a pour conséquence de créer des **servitudes d'utilisation** pour le propriétaire : impossibilité d'exportation, obligations d'information de l'administration avant tout déplacement ou d'aliénation du document...

Ces règles ont pour objectif de permettre une meilleure protection de l'ensemble considérable constitué par ces archives, qu'elles émanent de familles, d'entreprises ou d'associations.

Le projet de loi tend à harmoniser le régime des archives privées classées et celui des **objets mobiliers classés** ; il étend notamment aux archives privées les dispositions de la loi n° 2000-642 du 10 juillet 2000 relatives à la vente de gré à gré des objets mobiliers. Ainsi, pour les archives privées qui ne sont pas acquises lors d'une mise en vente publique, le texte prévoit au profit de l'Etat un système de **préemption** préalable à la vente de gré à gré.

### ***B. FACILITER L'ACCÈS AUX ARCHIVES PUBLIQUES ET POLITIQUES***

Les deux projets de loi s'inscrivent dans la poursuite du mouvement d'ouverture de l'Etat, qui a progressivement fait passer l'utilisateur du statut d'**administré** à celui de **citoyen**.

Rappelons, à cet égard, l'observation de Jean Rivero en 1965 : « *la tradition du droit public français accepte une dissociation évidente entre la situation de l'homme face au pouvoir politique et face au pouvoir administratif ; citoyen à l'égard de l'un, il n'est plus, vis-à-vis de l'autre, qu'un sujet* ».

Ce n'est qu'à partir des années 1970 que s'est amorcé le mouvement marquant une rupture avec cette conception de l'administré-sujet. Plusieurs lois, adoptées au cours de cette décennie, ont consacré les droits des citoyens dans leurs rapports avec l'administration.

C'est tout d'abord la loi n° 73-6 du **3 janvier 1973 instituant un Médiateur de la République** qui traduit le souci, au-delà des procédures contentieuses, de donner à l'administré une voie de recours contre des pratiques administratives qui ne respecteraient pas ses droits. Le législateur décide, en effet, de confier à une autorité indépendante la mission de traiter les réclamations relatives à des dysfonctionnements des administrations de l'Etat, des collectivités territoriales, des établissements publics et tout autre organisme investi d'une mission de service public.

Mais c'est surtout **à la fin des années 1970** que le législateur manifeste sa volonté de renforcer la **transparence administrative** au travers des grandes lois sur l'accès aux données publiques.

La loi n° 78-17 du **6 Janvier 1978** relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés établit pour les personnes physiques un droit d'accès et de rectification aux fichiers nominatifs qui les concernent. Ce droit est, en revanche, dénié aux tiers puisque la loi vise à protéger l'individu et sa vie privée.

La loi n° 78-753 du **17 juillet 1978** pose, quant à elle, le principe du **libre accès aux documents administratifs**, assorti de dérogations tendant à protéger certains droits fondamentaux, tels que la protection de la vie privée.

Enfin, la loi n° 79-18 du **3 janvier 1979** sur les **archives** établit les délais aux termes desquels les archives peuvent être librement consultées et consacre ainsi le « *droit à la mémoire* » et le « *droit de savoir* ».

La loi n° 79-587 du **11 juillet 1979** relative à la **motivation** des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public marque également une étape importante dans le renforcement de la transparence administrative. Elle prévoit une motivation obligatoire pour les décisions administratives individuelles défavorables ainsi que celles qui dérogent aux règles générales fixées par la loi et le règlement.

Cet édifice législatif a été complété par la loi n° 2000-321 du **12 avril 2000** relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations qui comporte certaines avancées notables en matière de transparence. En particulier, elle étend la **fin de l'anonymat** des fonctionnaires à toute correspondance. Toute personne a le droit de connaître le nom, la qualité et l'adresse administrative de la personne qui traite l'affaire qui la concerne. Par ailleurs, elle fait évoluer la procédure dans un sens favorable aux administrés : d'une part, toute autorité administrative, destinataire d'une demande pour laquelle elle n'est pas compétente doit la transmettre à l'autorité compétente et l'auteur de la demande doit en être informé. D'autre part, la loi réduit de quatre à deux mois le délai au terme duquel naît une décision implicite de rejet et prévoit des cas de décision implicite d'acceptation.

Ainsi assiste-on à un **glissement sémantique** significatif, l'administré des années 1970 devenant, trente ans plus tard, un **citoyen exigeant**, soucieux que l'administration accomplisse ses missions au meilleur rapport efficacité/coût.

## 1. Un accès plus ouvert aux archives publiques

### *a) L'affirmation du principe de libre communicabilité des archives publiques*

Le projet de loi ordinaire substitue au délai de trente ans actuellement en vigueur pour l'ensemble des archives publiques **le principe de la libre communicabilité**, à toute personne, des archives publiques qui ne mettent pas en cause l'un des secrets protégés par la loi. Le régime d'accès aux archives publiques se trouve ainsi aligné sur celui des documents administratifs, tel qu'il résulte de la loi du 17 juillet 1978.

Cette évolution est cohérente avec la définition des archives, figurant dans le code du patrimoine et non modifiée par le projet de loi, à savoir tous documents produits ou reçus par une personne, **quels que soient leur date**. En effet, tout document administratif étant, dès sa création, une archive publique, il était étonnant que seul le premier soit, *de jure*, librement communicable.

Cette question renvoie aux difficultés générales d'articulation entre documents administratifs et archives publiques et à la coexistence complexe de deux régimes distincts pour des mêmes documents, points qui seront abordés plus loin (voir III : la position de votre commission).

### *b) La réduction des délais de communication*

Lorsque les archives publiques ne sont pas communicables immédiatement, ils sont soumis à des délais spéciaux.

Le projet de loi propose de ramener ces délais, qui sont au nombre de six et s'échelonnent de soixante à cent cinquante ans, à **trois délais de vingt-cinq, cinquante et cent ans**.

Le délai de communication de droit commun pour les documents couverts par un secret protégé par la loi passerait de **trente ans** à **vingt-cinq ans**. Il en est ainsi des documents relatifs aux délibérations du Gouvernement et des autorités responsables relevant du pouvoir exécutif, à la monnaie et au crédit public, ainsi qu'aux infractions fiscales et douanières.

Alors qu'ils relèvent actuellement d'un délai de soixante ans, relèveraient d'un délai de **cinquante ans** les documents dont la communication porte atteinte au secret de la défense nationale, aux intérêts fondamentaux de l'Etat dans la conduite de la politique extérieure, à la sûreté de l'Etat, à la sécurité publique et au secret en matière de statistiques. Ce délai de cinquante ans s'appliquerait également aux archives juridictionnelles et aux minutes notariales, aujourd'hui soumises à un délai de cent ans.

Le même **délai de cent ans** s'appliquerait aux documents relatifs aux affaires portées devant les juridictions et à l'exécution des décisions de justice en matière d'agressions sexuelles dont la communication porte atteinte à l'intimité de la vie sexuelle des personnes ainsi qu'aux documents élaborés dans le cadre de l'enquête réalisée par les services de la police judiciaire.

Par ailleurs, le texte prévoit un délai de **vingt-cinq ans** pour les documents dont la communication affecte la conduite des relations extérieures. Ce délai est **doublé** si la communication des documents est susceptible de porter atteinte aux **intérêts fondamentaux de l'Etat dans la conduite de la politique extérieure**.

Concernant l'état civil, le projet de loi instaure la libre communicabilité des registres de décès. Quant aux registres de mariage, ils relèveraient désormais d'un délai de **cinquante ans**. Seuls les registres de naissance, qui contiennent des informations relatives à la filiation, continueraient de relever du délai de **cent ans** actuellement en vigueur pour l'ensemble des actes de l'état civil.

Enfin, il est à noter que le texte frappe d'incommunicabilité absolue les documents relatifs aux armes de destruction massive ainsi que ceux dont la communication est de nature à porter atteinte à la **sécurité des personnes**.

**Tableau récapitulatif de la réduction des délais de communication proposée par le projet de loi**

<b>Nature des documents</b>	<b>Délais actuels</b>	<b>Délais proposés par le projet de loi</b>
Secret des délibérations du gouvernement	30 ans	25 ans
Sûreté nationale ou secret de la défense nationale	60 ans	50 ans
Actes authentiques	100 ans	50 ans
Archives des juridictions administratives ou judiciaires	100 ans	50 ans
Registres de naissance de l'état civil	100 ans	100 ans
Secret médical	150 ans	120 ans (ou 25 ans à compter de la date du décès)

*c) L'élargissement du champ d'application des dérogations*

Le projet de loi maintient la possibilité d'accès aux archives publiques non librement communicables par **dérogations individuelles**. Cette possibilité est étendue à l'ensemble des archives publiques, y compris celles résultant des enquêtes statistiques, lesquelles en étaient jusqu'à présent exclues.

Les dérogations sont désormais soumises à un principe de proportionnalité en vertu duquel elles peuvent être accordées dans la mesure où « *l'intérêt qui s'attache à la consultation de ces documents ne conduit pas à porter une atteinte excessive aux intérêts que la loi a entendu protéger* ».

La possibilité de **dérogations générales**, c'est-à-dire d'ouverture anticipée de fonds d'archives non librement communicables, est également confirmée. Toutefois, tandis que le décret n° 79-1038 du 3 décembre 1979, pris en application de la loi de 1979 sur les archives, avait limité cette possibilité aux seuls documents mettant en cause la sûreté de l'Etat, la défense nationale ou la vie privée des personnes, **le projet de loi l'étend à l'ensemble des archives publiques.**

*d) L'affirmation du principe de gratuité de l'accès aux archives publiques*

Le projet de loi consacre le principe de **gratuité de l'accès aux archives publiques**, principe qui, bien que proclamé à la Révolution française (loi du 7 Messidor an II) et énoncé en matière de documents administratifs dans la loi de 1978, n'avait pas été repris par la loi de 1979 sur les archives.

Tout citoyen ayant le droit d'accéder au patrimoine public de notre pays, sans distinction de fortune, la consultation, dans une salle de lecture, d'archives publiques est un **droit** qui ne peut souffrir une quelconque facturation, source de discrimination financière entre les usagers.

Toutefois, le ministère de la culture a fait savoir à votre rapporteur que si, à titre d'exemple, les départements dans leur immense majorité mettent gratuitement à la disposition des lecteurs, dans leurs salles de consultation, les documents dont ils assurent la conservation, **un Conseil général a décidé de facturer cette consultation**, ce que votre rapporteur juge choquant.

En revanche, il apparaît légitime de facturer, au même titre que pour les documents administratifs, les **reproductions d'archives**. En effet, si l'accès doit être gratuit, les reproductions peuvent être coûteuses pour les services publics d'archives et il est normal que ce coût ne soit pas supporté par ceux-ci. En revanche, votre rapporteur appelle l'attention des services publics d'archives sur le fait que la facturation doit être **raisonnable** et correspondre à la **répercussion sur l'utilisateur d'un coût réel subi par l'administration**. A titre d'exemple, il apparaît étonnant que le Service historique de la défense ait décidé, par un arrêté du 28 juin 2006 relatif à la rémunération de certaines prestations de reproduction du service historique et des centres d'archives du ministère de la défense, d'instituer une redevance forfaitaire de 5 euros par unité documentaire, pour la simple « *mise à disposition sur place pour capture d'image* ». Sont ici nettement visées les **photos numériques prises par les lecteurs eux-mêmes**, alors même que ces pratiques sont encouragées dans tous les services d'archives car ce mode de reproduction est moins agressif pour les archives que la photocopieuse.

## **2. La soumission au droit commun des archives du Conseil constitutionnel**

Le projet de loi ordinaire est complété par un projet de loi organique qui modifie l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel afin d'appliquer aux archives de cette instance le nouveau régime du code du patrimoine, défini par le projet de loi ordinaire.

Jusqu'à une période récente, aucune disposition ne définissait le régime juridique des archives du Conseil constitutionnel. C'est pour combler ce **vide juridique** qu'a été adopté en 2001 un règlement intérieur sur les archives du Conseil constitutionnel prévoyant en particulier la communicabilité de plein droit des documents procédant de l'activité du Conseil constitutionnel à l'issue d'un délai de **soixante ans**, assorti de possibilités de consultations anticipées pour les chercheurs.

Le projet de loi organique prévoit, en son article unique, un délai de **vingt-cinq ans** à l'expiration duquel est ouverte la consultation de l'ensemble des archives du Conseil constitutionnel. Certes, ce raccourcissement du délai peut mettre à mal le principe du **secret du délibéré** qui fait obstacle, dans la tradition française, à l'expression d'**opinions dissidentes**. Les comptes-rendus des séances de délibérés, établis par le secrétaire général du Conseil constitutionnel, révèlent les **prises de positions** des membres alors que, par comparaison, les archives judiciaires ne contiennent pas de pièces dont la consultation soit de nature à porter atteinte au secret des délibérés.

Cet inconvénient paraît toutefois mineur au regard de l'intérêt que le raccourcissement du délai présente en matière **d'accessibilité aux juristes de la genèse des décisions du Conseil constitutionnel**.

## **3. La consécration juridique des protocoles d'archives conclus avec les autorités politiques**

Le projet de loi consacre *de jure* l'existence *de facto* de protocoles d'archives conclus avec des autorités politiques.

Ces protocoles sont nés dès le début des années 1980 pour contourner les difficultés de la loi du 3 janvier 1979, dont la définition particulièrement large des archives publiques (« *documents qui procèdent de l'activité de l'Etat* ») laissait accroire, à juste titre, qu'elle comprenait les archives produites par les plus hauts responsables politiques, dépositaires de l'autorité de l'Etat.



En conséquence, ces archives publiques à caractère politique<sup>1</sup> étaient soumises au **droit commun du code du patrimoine**, à savoir un délai de communicabilité de trente ans (sauf exceptions), la perte par les autorités politiques de l'accès à leurs archives et la délivrance des autorisations de consultation anticipée par le titulaire de la fonction au moment de la présentation de la demande.

Cette situation risquait d'entraîner des **fuites ou des destructions d'archives au moment des alternances**, considérant que les moyens de coercition dont dispose l'administration des archives pour obtenir le versement des papiers des hautes autorités de l'Etat et de leurs cabinets semblaient illusoire et que l'exhaustivité du versement était, au surplus, impossible à vérifier.

C'est pourquoi des « *protocoles de remises* » ont vu le jour au début des années 1980. Inaugurée par le Président Giscard d'Estaing à son départ de l'Elysée, cette formule a été mise au point sous la présidence de François Mitterrand et étendue aux membres du gouvernement. Depuis 1984, ces derniers reçoivent à chaque changement de gouvernement des instructions écrites du directeur de cabinet du Premier ministre et du secrétaire général du Gouvernement les invitant à déposer leurs archives aux Archives nationales dans le cadre de protocoles de remise. Les dossiers des onze premiers ministres et de la grande majorité des membres des gouvernements qui se sont succédé depuis 1981 ont ainsi été recueillis.

Ce succès repose en grande partie sur les avantages que ces « *protocoles de remise* » consentent à la personnalité versante. Celle-ci dispose en effet de la maîtrise totale de l'accès aux documents pendant un délai allant de 30 ans pour les ministres à 60 ans pour le Président de la République et le Premier ministre. Elle peut y accéder elle-même sans aucune restriction et toute autre communication y compris à son successeur, est soumise à son autorisation écrite. A l'expiration de ce délai, les documents tombent dans le droit commun des archives publiques.

Le souhait des personnalités concernées de conserver la maîtrise de l'accès à leurs archives est en grande partie **légitime**. Au-delà de la tradition des « mémoires » rédigés par les hommes d'Etat, ces personnalités peuvent avoir à utiliser ces archives pour justifier leur action passée ou poursuivre leur activité politique ou professionnelle. Quant à la maîtrise de l'accès qui leur est laissée, elle constitue une garantie de **confidentialité**, seule à même de permettre un versement exhaustif et d'éviter des consultations abusives à des fins purement politiques et polémiques.

---

<sup>1</sup> *Les archives publiques se distinguent des archives privées ou personnelles, liées notamment à l'activité de la personnalité dans le cadre d'un parti politique ou de campagnes électorales. Ces archives peuvent être déposées dans un service public d'archives mais sont régies par un contrat de dépôt spécifique qui peut s'écarter des règles de communication applicables aux archives publiques. La distinction entre les archives privées et publiques n'est toutefois pas toujours aisée car elles sont souvent mêlées dans un même fonds.*

Force est cependant de constater que les « *protocoles de remise* » se situent en marge de la loi du 3 janvier 1979, dont aucune disposition n'autorise l'octroi aux hommes d'Etat de telles mesures dérogatoires pour l'accès aux archives publiques qu'ils ont produites.

C'est pourquoi le projet de loi propose opportunément de conférer un **fondement juridique** aux « protocoles de remise ».

Il distingue les protocoles **conclus antérieurement** à l'entrée en vigueur de la nouvelle loi de ceux qui seront signés **après**.

- Les protocoles déjà signés

Le projet de loi reconnaît la validité des protocoles déjà signés tout en précisant que leurs clauses relatives au mandataire désigné par l'autorité signataire cessent d'être applicables **vingt-cinq ans après le décès du signataire**. En effet, si le mandataire peut agir au nom de l'autorité du signataire même après le décès de ce dernier, non seulement il peut lui-même décéder, mais en outre il ne saurait traduire fidèlement la pensée du mandant une génération après le décès de ce dernier.

- Les protocoles à venir

Le projet propose d'encadrer les futurs protocoles politiques par un régime conforme à l'intérêt public.

En premier lieu, le projet de loi reprend le principe selon lequel la personnalité versante conserve pour elle-même un accès libre aux archives qu'elle a produites et peut en refuser la communication à des tiers. Toutefois, afin d'éviter que le régime de communication mis en place par les protocoles s'écarte de façon excessive du régime de droit commun d'accès aux archives publiques, le projet de loi limite son application à la période durant laquelle **ces archives ne sont pas librement communicables**, ce qui a pour conséquence de réduire sensiblement les délais de communication des archives d'anciens Présidents de la République ou Premiers ministres. En effet, alors que les archives de ces autorités sont aujourd'hui communicables à l'expiration d'un délai de **soixante ans**, elles le deviendront désormais après **vingt-cinq ans, sauf application de délais spéciaux** dans les conditions du code du patrimoine (cinquante ans par exemple en cas d'atteinte à la sécurité publique ou au secret de la défense nationale).

En second lieu, le projet de loi prévoit de donner à la seule autorité politique dont elles émanent le droit de délivrer des autorisations de consultation anticipée, **à l'exclusion de tout mandataire**. Cette évolution par rapport aux protocoles habituellement signés s'explique par le fait que la présence de mandataires a complexifié, en pratique, la procédure d'autorisation.

En troisième lieu, et compte tenu de l'absence de mandataire, le texte prévoit que le protocole cesse d'avoir effet de plein droit **en cas de décès du signataire**. Dans ce cas, c'est « *l'autorité dont émanent les documents* » qui

aurait la charge d'accorder les autorisations de consultation si les archives ne sont pas tombées, à la date du décès, dans le domaine public. Cette phrase doit être comprise, s'agissant des archives politiques, comme l'autorité politique en poste au moment où la demande est présentée (par exemple le Président de la République), seule à même d'apprécier le caractère sensible des données dont la communication est sollicitée.

## II. LA POSITION DE VOTRE COMMISSION DES LOIS

### *A. CONFORTER L'EFFORT D'ACCESSIBILITÉ DES DOCUMENTS RELATIFS À LA VIE PUBLIQUE*

#### **1. Approuver le raccourcissement des délais de communication et la consécration des protocoles politiques**

##### *a) Le raccourcissement des délais de communication*

Votre commission approuve le **raccourcissement des délais de communication** proposé par les projets de loi s'agissant des documents relatifs à la vie publique : procès-verbaux des délibérations du Conseil constitutionnel, délibérations du Gouvernement, conduite des relations extérieures, secret de la défense nationale, sûreté publique...

Il s'agit en effet d'avancées importantes en matière de transparence de la vie publique réclamée par les citoyens.

##### *b) La consécration des protocoles politiques*

De même, votre commission se réjouit de la **consécration des protocoles politiques dépourvus jusque là de base légale**. En donnant aux signataires un libre accès à leurs archives, ces protocoles constituent une puissante incitation au versement d'archives qui autrement pourraient être détruites ou conservées par les intéressés.

#### **2. Permettre la mise en ligne des documents dès l'expiration des délais de communication**

Le projet de loi pose le principe de libre communicabilité des documents, sous réserve des délais de l'article L. 213-2 du code du patrimoine, à « *toute personne qui en fait la demande* ».

Cette rédaction paraît subordonner la communication des documents à l'existence d'une **demande préalable** et donc **exclure toute communication générale et « proactive »**, en particulier sur Internet. Telle est en tout cas la position de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), qui a conduit les départements à ne diffuser largement leurs archives qu'après un délai variable de **vingt ou quarante ans après l'expiration des délais de**

**communication**, délais qui semblent avoir été fixés de manière très arbitraire selon les départements, en fonction de l'interprétation faite de la position de la CNIL. Autrement dit, les départements ne communiquent aujourd'hui certains documents tombés dans le domaine public qu'aux personnes qui en font expressément la demande et s'interdisent toute diffusion générale sur Internet avant un délai de vingt ou quarante ans.

Votre rapporteur vous propose de supprimer l'expression « *toute personne qui en fait la demande* » afin de permettre aux personnes en charge d'archives publiques de mettre en ligne, si elles le souhaitent, des documents communicables dignes d'intérêt.

Il n'a certes pas échappé à votre commission que la diffusion d'un document sur Internet réalise un changement d'échelle considérable, non seulement eu égard au caractère universel de la diffusion, mais également compte tenu des incidences d'un tel mode de mise à disposition. Ainsi il suffit d'interroger un moteur de recherche sur le nom d'une personne pour obtenir l'ensemble des informations la concernant diffusées sur Internet, à partir de sites géographiquement épars ou de nature différente, sans que l'utilisateur n'ait spécifiquement recherché une information de nature particulière.

Toutefois, votre commission estime nécessaire de mettre à disposition du plus grand nombre les archives publiques susceptibles d'améliorer la connaissance par le citoyen de l'histoire politique et administrative de son pays. Rappelons, à cet égard, que dans sa lettre de mission adressée le 1<sup>er</sup> août 2007 à Mme Christine Albanel, Ministre de la Culture et de la communication, M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, soutient que l'Etat « *doit encourager la mise à disposition gratuite, sur Internet, du patrimoine public* ».

Au surplus, l'amendement proposé par votre commission ne fait qu'ouvrir **la possibilité** pour les collectivités territoriales de mettre en ligne leurs archives dès l'expiration des délais de communication, si elles estiment que les documents présentent un intérêt historique et qu'elles disposent des moyens humains et matériels propres à en assurer la numérisation. L'amendement n'implique ni obligation ni interdiction d'une telle diffusion.

### **3. Ouvrir plus largement les archives judiciaires audiovisuelles**

Votre commission vous propose d'assouplir le régime de communication des archives judiciaires audiovisuelles institué par la loi n° 85-699 du 11 juillet 1985 relative à l'enregistrement audiovisuel ou sonore des audiences des juridictions.

Cette loi, dont les dispositions ont été codifiées aux articles L. 221-1 à L. 222-3 du code du patrimoine, prévoit que les « *audiences publiques devant les juridictions de l'ordre administratif ou judiciaire peuvent faire l'objet d'un enregistrement audiovisuel ou sonore (...) lorsque cet*

*enregistrement présente un intérêt pour la constitution d'archives historiques de la justice. »*

La décision d'enregistrement est prise :

- pour les juridictions de l'ordre administratif, par le vice-président pour le Conseil d'Etat et, pour toute autre juridiction, le président de celle-ci ;
- pour les juridictions de l'ordre judiciaire, par le premier président pour la Cour de cassation ; pour la cour d'appel et pour toute autre juridiction de son ressort, par le premier président de la cour d'appel.

Depuis l'entrée en vigueur de la loi, une telle décision n'a été prise qu'à **quatre reprises**, pour les procès « Barbie », « Touvier », « Papon » ainsi que pour le procès du sang contaminé<sup>1</sup>.

En 1985, le législateur a entendu créer un régime de communication **relativement sévère** puisqu'alors même que les audiences étaient publiques, il a souhaité subordonner la consultation de l'enregistrement, fût-elle à des fins historiques ou scientifiques, à l'accord de l'autorité administrative pendant les vingt ans qui suivent la clôture du procès.

D'après les informations recueillies par votre rapporteur, la très grande majorité des demandes de consultation a été acceptée.

Votre commission vous propose donc un amendement afin de prévoir une **communication immédiate** des archives judiciaires audiovisuelles sollicitée dans le cadre de recherches historiques, et ce dans un souci de transparence.

## ***B. PROTÉGER LE DROIT À LA VIE PRIVÉE DU VIVANT DES PERSONNES***

Si votre commission salue la démarche du projet de loi d'ouvrir plus rapidement les archives relatives à la **vie publique et au fonctionnement administratif**, il regrette cette même évolution pour les documents touchant directement la vie privée, le secret des familles, des affaires et des entreprises, pour lesquels la demande de transparence est beaucoup moins légitime, et ce eu égard à l'importance du droit à la vie privée et à l'allongement de l'espérance de vie.

### **1. Le droit à la vie privée, un droit revendiqué par les citoyens et juridiquement consacré**

Le droit à la vie privée est un droit moderne qui fait son apparition au XIX<sup>ème</sup> siècle. Ainsi Benjamin Constant distinguait-il la *liberté des anciens*, reposant sur les droits dans la Cité (égalité de temps de parole, égalité devant la loi...) et la *liberté des modernes* fondée davantage sur le respect par l'Etat

---

<sup>1</sup> Enregistrement audiovisuel pour les trois premiers, enregistrement sonore pour le dernier.

et les citoyens d'une sphère individuelle privée qui relève de l'intimité de l'individu.

Ce droit, qui constitue deux siècles plus tard, une **exigence fondamentale des citoyens**, a été consacré tant par les textes que par la jurisprudence :

- la Déclaration universelle de 1948 énonce les droits de l'individu et, parmi ceux-ci, le droit à la protection de la vie privée ;

- en France, le code civil, en son article 9, dispose que « *Chacun a droit au respect de sa vie privée* ». Le Conseil constitutionnel a consacré ce droit au rang des **principes à valeur constitutionnelle** en le rattachant à la liberté individuelle, énoncée à l'article 2 de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen (voir les décisions du 12 janvier 1977 [Fouille des véhicules] et du 18 janvier 1995 [Vidéosurveillance]).

S'il n'existe aucune définition légale ou jurisprudentielle de la notion de vie privée, on peut estimer qu'elle recouvre la sphère de chaque existence dans laquelle nul ne peut s'immiscer sans y être invité. A titre d'exemple, on considère comme relevant de la vie privée ce qui touche à la santé personnelle, aux convictions religieuses, morales, philosophiques, politiques, à la vie familiale et affective, à la correspondance ou encore au domicile.

## **2. Un raccourcissement des délais en contradiction avec l'allongement de l'espérance de vie**

Le raccourcissement des délais proposé par le texte apparaît non seulement en contradiction avec le droit à la vie privée mais également avec l'allongement de la durée de la vie. Depuis le vote de la loi sur les archives en 1979, l'espérance de vie moyenne des Français a en effet progressé d'environ **sept ans**, soit près d'**un trimestre par an**.

Or, alors que le code du patrimoine prévoit aujourd'hui un délai de communication de **cent ans** applicable aux documents susceptibles de porter atteinte au droit à la vie privée, le projet de loi fixe ce délai à **cinquante ans**, ou, s'il est plus bref, à **vingt-cinq ans à compter de la date du décès de l'intéressé**<sup>1</sup>.

Sont en particulier visés les documents relatifs aux affaires portées devant les **juridictions** (à l'exception des jugements rendus en audience publique) et les actes authentiques établis par les **notaires**.

Ces derniers produisent bien des **archives publiques** eu égard au fait qu'ils ont reçu une forme de « délégation de signature » de la puissance publique pour authentifier des actes très importants pour la vie quotidienne des

---

<sup>1</sup> Le projet de loi maintient toutefois, à juste titre, une exception pour les documents dont la communication porte atteinte au secret médical. Le délai est de cent ans à compter de la naissance ou vingt-cinq ans à compter du décès de l'intéressé si la date du décès est connue.

citoyens. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle ils ont le statut d' « *officiers publics* » ou d' « *officiers ministériels* ». Ces archives, qui constituent une source documentaire très riche, permettent de réaliser des recherches approfondies sur l'histoire économique, professionnelle, industrielle, sociologique ou encore des recherches généalogiques.

**Elles ne traitent pas moins d'affaires relevant de la stricte vie privée** : mariage, filiation, succession et patrimoine.

Entendus par votre rapporteur, les représentants du Conseil supérieur du notariat ont fait valoir que « *les actes authentiques renferment les secrets des personnes et des familles. Le notariat a reçu pour mission de l'Etat de garantir ce secret qui constitue un droit fondamental des individus et participe d'une société de droit. Il doit pouvoir continuer à la remplir.* »

Ils ont pris l'exemple d'un contrat de mariage établi par une personne âgée de vingt-cinq ans qui, en application des délais proposés par le texte, tomberait dans le domaine public, dès son 75<sup>ème</sup> anniversaire, alors qu'elle serait toujours en vie<sup>1</sup>. De même, un testament authentique, établi par une personne âgée de trente ans, pourrait être communiqué cinquante ans plus tard, bien que les parties concernées par son contenu soient encore vivantes.

Des difficultés analogues se posent en matière d'**archives judiciaires** que le projet de loi propose d'ouvrir à l'expiration d'un délai de cinquante ans. Si les jugements, rendus au nom du peuple français, sont publics, les dossiers judiciaires, qui comportent notamment, en matière criminelle, les dossiers d'instruction, sont couverts par le secret en raison de leur contenu souvent très sensible : photos, témoignages, déclarations, expertises... concernant les parties au procès comme les témoins.

Pour l'ensemble de ces raisons, votre rapporteur **ne juge pas opportun d'abaisser de cent à cinquante ans** le délai de communication des documents susceptibles de porter atteinte à la protection de la vie privée.

Il vous propose **un amendement** tendant à le fixer à **soixante-quinze ans**. En revanche, votre commission maintient le délai le délai de **vint-cinq ans à compter de la date du décès de l'intéressé**, comme en matière de secret médical.

---

<sup>1</sup> Rappelons que les contrats de mariage, régis par le principe de liberté conventionnelle, peuvent comporter des clauses très variées.

**Exemple d'un contrat de mariage signé en 1950  
par une personne née en 1925**

	Application du projet de loi	Proposition de votre commission
Si la personne est toujours vivante	Contrat de mariage communicable en <b>2000</b> (délai de 50 ans)	Contrat de mariage communicable en <b>2025</b> (délai de 75 ans)
Personne décédée à l'âge de 55 ans en 1980	Contrat de mariage communicable en <b>2005</b> (25 ans après le décès)	Contrat de mariage communicable en <b>1990</b> (10 ans après le décès)

Enfin, votre rapporteur approuve **le délai de cent ans** prévu pour les documents touchant à la vie privée qui se rapportent à une **personne mineure**. Il vous propose, par parallélisme, de prévoir que ce délai peut être de **vingt-cinq ans** à compter de la date du décès de la personne.

**3. Aligner le régime de communication de l'état civil sur celui des documents portant atteinte à la protection de la vie privée**

Actuellement, les actes d'état civil, comme les registres de mariage, ne sont communicables qu'à l'expiration d'un délai de **cent ans** à compter de leur édicition.

Le projet de loi **maintient ce délai pour les naissances** et fixe un délai de **cinquante ans pour les mariages**, ce qui pose certaines difficultés :

- S'agissant des naissances, le délai de cent ans **n'apparaît pas cohérent** avec celui de cinquante ans, proposé par le texte, applicables aux actes authentiques. En effet, un contrat de mariage ou un acte de vente immobilière comportent obligatoirement **la date et le lieu de naissance des personnes**, ce qu'ont rappelé les représentants du Conseil supérieur du notariat lors de leur audition.
- S'agissant des mariages, votre rapporteur a longuement examiné la question de la pertinence du délai fixé par le texte. Pourquoi faudrait-il attendre cinquante ans pour pouvoir consulter un acte de mariage, alors que tout ce qui est inscrit dans cet acte est lu à haute voix le jour du mariage et que la loi impose la publication des bans et l'ouverture des portes de la salle des mariages pour que quiconque puisse assister à la



célébration ? Interrogé par votre rapporteur sur l'opportunité de prévoir une **communication immédiate** des registres de mariage, Mme Martine de Boisdeffre, directrice des archives de France, a indiqué que de tels documents relevaient de la vie privée des individus concernés. Elle a fait valoir, d'une part, que la publicité du mariage, très circonscrite dans le temps et l'espace, visait avant tout à éviter tout mariage ou remariage clandestin, d'autre part que la communication immédiate des actes de mariage présenterait de très nombreuses difficultés pratiques tenant à l'impossibilité de dissocier ces documents des « mentions marginales » (divorce, remariage, reconnaissance de paternité...) figurant sur l'acte de mariage.

En conséquence, votre rapporteur vous propose de prévoir le même délai pour les **actes de naissance et de mariage**.

Il vous soumet un amendement tendant à fixer un délai de **soixante-quinze ans**, en cohérence avec le délai proposé relatif aux documents portant sur la **vie privée** (voir supra).

### ***C. RÉAFFIRMER LE PRINCIPE D'AUTONOMIE DES ASSEMBLÉES PARLEMENTAIRES GARANT D'UNE MEILLEURE ACCESSIBILITÉ DE LEURS ARCHIVES***

Le projet de loi prévoit, en son article 2 relatif à la définition des archives publiques, de soumettre au droit commun du code du patrimoine les archives des « *pouvoirs publics constitutionnels* », notion qui inclut les assemblées parlementaires. Ces dernières seraient donc soumises au **contrôle scientifique et technique** de l'administration des archives et tenues de lui **verser l'ensemble de leurs archives définitives**<sup>1</sup>.

Votre rapporteur juge nécessaire, au contraire, de réaffirmer le principe d'autonomie des assemblées, garant d'une meilleure accessibilité de leur fond d'archives.

#### **1. Le respect par le projet de loi de la tradition d'autonomie de certains ministères ou institutions**

Le projet de loi fait le choix de respecter l'autonomie de certains services d'archives relevant de l'exécutif.

En particulier, est maintenu le **régime d'autonomie des ministères des Affaires étrangères et de la Défense**. Cette autonomie, qui tire ses racines de l'Ancien régime, se traduit par la conservation des archives dans des services dédiés appartenant aux ministères ainsi que par l'absence de contrôle scientifique et technique exercé par la direction des archives de France.

---

<sup>1</sup> Sauf dérogation dans les conditions fixées par décret

D'autres archives sont gérées de manière autonome, mais sous le contrôle de l'administration des archives. C'est le cas en particulier du **ministère des Finances** qui a créé en 1972 un service des archives économiques et financières qui dispose d'importants moyens humains et matériels.

Dans les années récentes, de nombreuses institutions ont par ailleurs signé des conventions d'autonomie avec la direction des archives de France (la Caisse des dépôts et consignations, l'Etablissement public du Musée de Versailles, l'Institut national de l'audiovisuel, le Commissariat à l'énergie atomique, Radio-France, Aéroports de Paris, prochainement l'Institut national de la Propriété intellectuelle...).

Le rapport précité sur les archives de France de 1996 présente cette évolution comme « *sans doute inévitable et irréversible en raison de la croissance des fonds* » et de la « *saturation des archives nationales* ».

## **2. L'autonomie des assemblées : un principe constitutionnel qui n'exclut pas des relations partenariales avec l'administration des archives**

Il est pour le moins paradoxal que tout en maintenant les spécificités des archives de certains services importants relevant de l'exécutif, le projet de loi cherche à soumettre, dans ce domaine, les assemblées au droit commun.

### *a) Le principe constitutionnel de l'autonomie des assemblées*

Les assemblées parlementaires sont régies par un principe d'**autonomie** en vertu duquel elles définissent elles-mêmes les règles qui leur sont applicables, et ce afin de protéger les parlementaires de pressions de l'exécutif susceptibles de mettre à mal la séparation des pouvoirs, garante de l'exercice de leurs prérogatives constitutionnelles d'élaboration de la loi et de contrôle du gouvernement.

Ce principe connaît de **nombreuses illustrations**.

Ainsi les assemblées adoptent elles-mêmes leur **règlement**, sous le seul contrôle du Conseil constitutionnel, ainsi que leur **Instruction générale du Bureau** (IGB). Le règlement détermine les règles de la procédure parlementaire et définit l'organisation interne de chaque assemblée, éventuellement précisée par l'IGB. Par ailleurs, un texte spécifique, l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958, définit les modalités de fonctionnement du Parlement. Elle a d'ailleurs été modifiée par des lois d'initiative parlementaire à plusieurs reprises, notamment pour préciser et diversifier les pouvoirs de contrôle des assemblées.

De même, les assemblées ont un **statut financier particulier**. Leurs crédits sont fixés par une commission commune présidée par un membre de la Cour des comptes et composée de parlementaires, et sont inscrits

automatiquement au budget de l'État. Elles jouissent d'une autonomie complète de gestion, leur budget étant exécuté par les questeurs (trois parlementaires de chaque assemblée élus à cet effet) et contrôlés par une commission spéciale. Le Conseil constitutionnel a récemment confirmé le principe d'autonomie financière des assemblées, lequel relève du respect de la séparation des pouvoirs<sup>1</sup>.

Au titre de l'**autonomie administrative**, chaque assemblée dispose de ses corps de fonctionnaires, recrutés par concours, qui assurent en toute indépendance le fonctionnement administratif et assistent les parlementaires dans l'exercice de leurs fonctions.

Enfin, les présidents des assemblées assurent souverainement le maintien de l'ordre et peuvent requérir les forces de l'ordre. Le Palais du Luxembourg et le Palais Bourbon sont ainsi surveillés par des gardes républicains mis à leur disposition.

Cette autonomie des assemblées a pleine **valeur constitutionnelle** au regard des principes d'exercice de la souveraineté nationale par ses représentants (*article 3 de la Constitution*) et de séparation des pouvoirs (*article 16 de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen*).

*b) Une gestion autonome qui n'exclut pas une coopération avec l'administration des archives*

Appliqué à la politique d'archivage des assemblées, le principe d'autonomie ainsi décrit s'oppose à ce que, d'une part, s'établisse entre l'administration des archives de France, service relevant de l'exécutif, et les assemblées une relation de **contrôleur à contrôlé**, d'autre part soit prévu un **versement systématique et obligatoire** des archives parlementaires à une structure extérieure.

En revanche, l'autonomie de gestion des archives des assemblées n'exclut pas des actions de **coopération** ou de **partenariat** avec le ministère de la culture sous forme de conventions (versement de certaines « archives définitives » selon des modalités définies par les assemblées, réflexion méthodologique sur la sélection des documents...).

A cet égard, il importe de relever, d'une part, que les actions entreprises par le service des archives du Sénat depuis 2002 résultent en partie des conclusions d'un **rapport d'audit rédigé, à la demande du Sénat, par la direction des Archives de France**, d'autre part que le service des archives du Sénat entretient depuis plusieurs années des **contacts réguliers** avec des conservateurs des archives nationales afin d'enrichir, par un regard extérieur, la qualité des procédures archivistiques suivies.

---

<sup>1</sup> *Décision n° 2001-448 DC du 25 juillet 2001 : Loi organique relative aux lois de finances.*

### **3. La politique documentaire et archivistique du Sénat : autonomie et performance au service des citoyens**

#### *a) Une forte professionnalisation de la gestion des archives du Sénat*

Le Sénat a engagé depuis la fin des années 1990 un vaste chantier de modernisation de sa politique d'archivage.

Le service des archives de notre institution est chargé d'exercer les missions d'un **véritable service public d'archives**, à savoir la collecte, le classement, la conservation et la communication des archives de tous les services et de la Présidence du Sénat. Il en résulte une **harmonisation** des pratiques entre les services et une approche globale et cohérente des archives du Sénat.

Le service est composé, d'une part, de **fonctionnaires**, d'autre part, d'**archivistes contractuels**. Cet « échevinage » présente le double avantage, d'une part, de faire traiter les archives du Sénat par des fonctionnaires parlementaires qui, familiers des rouages du Sénat, comprennent parfaitement l'organisation de ses fonds, d'autre part, de bénéficier, grâce à la présence de professionnels des archives, de compétences dont ne disposent pas toujours les fonctionnaires (respect des bonnes pratiques professionnelles, supervision de l'activité archivistique dans les services, relations avec le fournisseur du logiciel d'archives, classement, rédaction d'inventaires...).

a. *Collecte* : les services, dotés d'un « *correspondant archives* », disposent tous d'un **tableau de gestion** qui fixe les règles de sélection des documents et de versement des archives dites « définitives », les archives courantes et intermédiaires demeurant, elles, dans les services.

b. *Classement* : les versements au service des archives donnent lieu à l'établissement de **bordereaux détaillés** qui alimentent un logiciel documentaire performant et évolutif, dénommé CINDOC, interrogeable à partir de mots clé<sup>1</sup>.

c. *Conservation* : les archives sont conservées dans trois locaux (Palais du Luxembourg, 6, rue Garancière et 3, boulevard Ney<sup>2</sup>), dans des conditions de sécurité et de conservation conformes aux pratiques professionnelles.

---

<sup>1</sup> Le service des archives établit lui-même les inventaires des différents fonds versés avant la mise en place des tableaux de gestion.

<sup>2</sup> Rappelons que les archives du Sénat ont définitivement quitté Versailles en juin 2006, cf rapport n° 314 (2004-2005) de M. René GARREC, fait au nom de la commission des lois, déposé le 3 mai 2005, sur la proposition de loi tendant à mettre à disposition du public les locaux dits du Congrès, au château de Versailles (dossier disponible sur Internet : <http://www.senat.fr/dossierleg/pp104-288.html>)

Cette mission de conservation est complétée par un **important travail de numérisation** engagé par notre institution. Ainsi, les tables nominatives depuis le début de la III<sup>ème</sup> République et les dictionnaires des parlementaires français ont-ils été numérisés, comme devraient par exemple l'être prochainement les règlements de la Chambre Haute depuis 1814.

Au total, la modernisation de la politique d'archivage du Sénat apparaît au travers des recommandations formulées par un récent rapport d'audit sur les archives<sup>1</sup>, qui sont **d'ores et déjà prises en compte** pour l'essentiel par notre institution (mise en œuvre de l'archivage électronique, mise en place de tableaux de gestion et de correspondants archives dans les services, rôle de conseil et d'expertise exercé par le service des archives...)

Pour notre assemblée, la **professionnalisation** du service des archives, conjuguée à son **autonomie** de gestion, permet d'offrir **un service rapide et de qualité aux usagers internes** qui ont la particularité d'avoir fréquemment besoin d'accéder, dans des délais très brefs, à des documents parfois très anciens.

*b) Un souci d'ouverture et d'efficacité*

**Autonomie ne signifie pas opacité**, tant s'en faut.

La publicité du travail parlementaire est l'essence même de notre institution qui a, très tôt, engagé une **politique d'ouverture ambitieuse** afin de faire connaître au plus grand nombre son rôle et le sens de son action.

Elle est ainsi reconnue comme une des premières institutions à avoir créé, dès 1995, un site internet au service des citoyens, qui a été, depuis, considérablement étoffé (comptes-rendus des commissions, amendements...), démontrant ainsi que le Sénat est un lieu ouvert sur la démocratie, transparent, accessible et tourné vers l'avenir.

**Quelques illustrations de la politique d'ouverture menée par le Sénat**

- Un site internet au service des citoyens

Régulièrement salué par les professionnels pour son caractère intuitif et convivial, le site internet du Sénat [www.senat.fr](http://www.senat.fr) regroupe aujourd'hui :

- près de 270.000 fichiers html ;
- 3.500 rapports parlementaires ;
- 6.000 dossiers législatifs<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Audit de modernisation relatif à l'archivage rendu public en avril 2007 : « *faire de l'information archivée une ressource immatérielle stratégique* ».

<sup>2</sup> Les dossiers législatifs comprennent l'ensemble des travaux parlementaires relatifs à un texte depuis son dépôt jusqu'à sa promulgation. Y figurent notamment les amendements déposés au moyen du système AMELI décrit plus loin.

Par ailleurs, le site compte parmi les sites institutionnels les plus fréquentés : plus de **6 millions de pages Internet** sont ainsi consultées chaque mois, autant par le grand public que les professionnels qui y trouvent une riche documentation politique et juridique.

- La mise en ligne depuis 1998 des comptes-rendus des commissions

Si les réunions des commissions du Sénat ne sont pas, en règle générale, ouvertes au public, elles font l'objet d'un compte-rendu, dénommé « bulletin », disponible sur internet dès le samedi qui suit la réunion<sup>1</sup>.

- La diffusion de l'intégralité des débats en séance publique

Outre, les comptes rendus intégraux et analytiques des débats, le Sénat retransmet sur Internet l'intégralité des débats vidéos en séance publique depuis mars 1998.

Cette diffusion a été complétée par la création, par la loi n° 99-1174 du 30 décembre 1999, de Public Sénat, **chaîne de télévision parlementaire et civique**, qui partage le temps d'antenne avec son homologue de l'Assemblée nationale, LCP/AN, en parité et en alternance.

Public Sénat, qui établit sa propre programmation, retransmet de nombreux travaux parlementaires (séances publiques, auditions, colloques) et produit des émissions variées (parmi lesquelles « portrait de sénateurs », « un sénateur, un jour », « le journal du Sénat », « Face à la presse »...). La chaîne est disponible gratuitement sur toutes les offres des opérateurs satellites et des câblo-opérateurs.

- Un système d'amendements en ligne très performant

Le Sénat a mis en place en octobre 2001 un système d'amendements en ligne, dit « **AMELI** », dont l'objet est non seulement de favoriser l'exercice du droit d'amendement par les sénateurs mais également de contribuer à une **plus grande transparence** de la procédure d'élaboration de la loi. Grâce à ce projet novateur, le public peut accéder non seulement aux textes déposés au Sénat ou aux rapports des commissions, mais aussi à **l'intégralité des amendements déposés sur chaque texte**, dont l'adoption ou le rejet sont indiqués en temps réel par toute personne qui suit les travaux du Sénat.

- Un espace d'information du public

Le Sénat met à la disposition du public un centre de documentation et de consultation de l'actualité parlementaire et législative, situé au 20, rue de Vaugirard (en face du Palais du Luxembourg) et dont l'accès indépendant permet l'entrée libre et permanente à tous ceux qui le souhaitent.

Cet Espace propose :

- la vente, sur place et par correspondance, des documents parlementaires ou relatifs aux travaux du Sénat, ainsi que d'ouvrages sur le Parlement, le Palais et le Jardin du Luxembourg ;

- la consultation des documents et débats parlementaires, des études sur le Parlement ainsi que du site Internet du Sénat.

---

<sup>1</sup> A titre d'exemple, les comptes-rendus des réunions de la commission des lois du Sénat sont accessibles sur la page <http://www.senat.fr/commission/loi/travaux.html>.

Cette politique d'ouverture et de transparence s'est traduite, en premier lieu, par le souci de traiter efficacement et rapidement les **demandes des chercheurs tendant à la consultation des archives du Sénat**.

Ces dernières, historiquement réservées essentiellement aux parlementaires, sont aujourd'hui largement ouvertes aux historiens. Modifiée en 1971, le chapitre XIX de l'Instruction générale du Bureau consacre le principe d'ouverture des archives du Sénat à l'expiration d'un délai de **trente ans** (c'est-à-dire le délai de droit commun prévu à l'article 213-1 du code du patrimoine) et ouvre la possibilité d'une **consultation anticipée** sur autorisation du secrétaire général de la Présidence du Sénat<sup>1</sup>. Notre institution fournit par ailleurs des renseignements sollicités par téléphone, courrier ou courriel (plus de 300 demandes par an) relatifs à certaines archives communicables (rapports parlementaires non disponibles sur internet, procès-verbaux de commissions, dossiers de séance, dossiers d'élections sénatoriales, portraits de sénateurs...).

Le Sénat s'efforce, en second lieu, de **valoriser ses fonds à destination du grand public**, comme en témoigne la mise en ligne de plus de quarante dossiers d'histoire<sup>2</sup> (en 2007 : « *Les médailles commémoratives de la salle des séances* » ; « *1957 : le Traité de Rome au Conseil de la République* » ; « *Il y a 30 ans, le Sénat invente les autorités administratives indépendantes* »).

#### **4. La nécessité de renvoyer au Bureau de chaque assemblée le soin de définir les modalités de gestion de leurs archives**

##### *a) Des règles nécessairement autonomes*

Comme il l'a été précédemment indiqué, l'autonomie des assemblées est une condition de la réalisation effective du principe constitutionnel de séparation des pouvoirs.

En conséquence, votre commission vous soumet **un amendement** tendant à insérer dans l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires, qui regroupe les dispositions donnant un contenu concret au principe d'autonomie, un **article de principe** consacrant explicitement la compétence des assemblées dans la **définition des modalités de collecte, classement, conservation et communication** de leurs archives respectives.

Votre commission vous propose **plusieurs amendements** de coordination ou de conséquence, visant, en particulier, à confirmer l'exclusion du champ de compétence de la Commission d'Accès aux Documents Administratifs (CADA) des **actes et documents élaborés ou détenus par les assemblées**.

---

<sup>1</sup> L'instruction générale du Bureau peut être consultée sur Internet : <http://www.senat.fr/reglement/reglement53.html#toc214>

<sup>2</sup> Les dossiers d'histoire sont disponibles sur Internet : <http://www.senat.fr/histoire/dossiers.html>

*b) Des règles publiques, transparentes et inspirées du code du patrimoine*

Il appartiendra à chacune des deux assemblées, après le vote de la loi, de définir **les règles de gestion de ses archives** et de les rendre publiques.

D'ores et déjà, votre commission vous propose de modifier les dispositions de l'ordonnance de 1958 précitée qui sanctionnent pénalement la divulgation avant un délai de trente ans des travaux non publics des commissions d'enquête. Elle vous soumet un amendement tendant à substituer au délai de trente ans un délai plus bref, **vingt-cinq ans**, sous réserve des délais plus longs prévus dans le code du patrimoine (atteinte à la vie privée, au secret de la défense nationale, à des affaires judiciaires...).

***D. DONNER UN STATUT AUX ARCHIVES DES GROUPEMENTS DE COLLECTIVITES TERRITORIALES***

L'essor de l'intercommunalité depuis la loi de 1979 pose avec une particulière acuité la question du régime juridique des **archives des groupements de collectivités territoriales**, en particulier **des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre**.

Rappelons que cette dernière notion recouvre, depuis la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale :

- les **communautés urbaines** pour les grands ensembles urbains d'au moins 500.000 habitants ;
- les **communautés d'agglomération** pour les territoires urbains d'au moins 50.000 habitants ;
- les **communautés de communes** pour les autres territoires, en particulier les territoires ruraux.

Or, les archives des groupements de collectivités territoriales font figure d'« *archives oubliées* », alors que certaines structures intercommunales ont, en pratique, d'ores et déjà créé leur service d'archives et que certaines, telles la communauté d'agglomération d'Elbeuf, construisent des bâtiments pour y accueillir leurs archives.

Votre commission vous propose donc de combler ce vide juridique en distinguant les archives appartenant aux communes membres des archives produites par les groupements de collectivités territoriales eux-mêmes.



## **1. La conservation par les groupements de collectivités territoriales des archives de leurs communes membres**

Il semble que de nombreuses communes versent aujourd'hui leurs archives au groupement dont elles sont membres, sur une base juridique pour le moins fragile.

A l'heure actuelle, le seul régime prévu concerne les **archives des communes** :

- les communes de moins de 2.000 habitants **sont tenues** de déposer leurs archives anciennes dans les dépôts départementaux, sous réserve de dérogation accordée par le préfet, en vertu d'une loi de 1970 codifiée aujourd'hui à l'article L. 212-11 du code du patrimoine.

- les autres communes en ont simplement **la faculté**, sur simple délibération du conseil municipal et sans que le conseil général puisse s'y opposer, étant précisé que le préfet peut imposer un tel versement lorsque la conservation des fonds n'est pas convenablement assurée (article L. 212-12 du code du patrimoine).

Votre commission vous propose donc de prévoir que les **plus grandes communes** puissent désormais décider de faire conserver leurs archives par les groupements dont elles sont membres.

## **2. La conservation par les groupements de collectivités territoriales de leurs propres archives**

Votre commission vous propose également de conférer un statut légal aux archives produites par les groupements de collectivités territoriales eux-mêmes.

S'il n'est pas douteux qu'en regard à leur statut d'établissement public, ces groupements sont des autorités publiques **productrices d'archives publiques**, ni la loi sur les archives de 1979 ni les lois de décentralisation de 1982-1983 n'ont défini de régime de conservation.

Après consultation de l'Assemblée des communautés de France (ADCF), votre commission vous propose de prévoir que le groupement de collectivités territoriales peut décider :

- soit de verser ses archives dans une commune membre du groupement qu'il détermine ;
- soit de les verser dans un service intercommunal dédié ;
- soit de les verser aux archives départementales.

Cette liberté de choix donnée aux groupements de collectivités territoriales quant à la conservation de leurs archives est cohérente avec le fait que ces structures intercommunales sont assimilables à des grandes communes et ne sauraient être tenues, comme les communes rurales, de verser leurs archives au département.

## ***E. RAPPROCHER LES RÉGIMES DE 1978 SUR LES DOCUMENTS ADMINISTRATIFS ET DE 1979 SUR LES ARCHIVES***

### **1. Une nécessaire harmonisation**

Votre commission vous propose de conforter l'objectif, poursuivi par le projet de loi, d'harmoniser le régime de la loi du 17 juillet 1978 relative à l'accès aux documents administratifs et celui issu de la loi du 3 janvier 1979 relative aux archives.

Cette démarche est conforme aux recommandations du rapport Braibant sur les archives de France, qui soulignait que, bien que contemporaines, les lois de 1978 et 1979 posent de « *singulières difficultés d'articulation qui tiennent pour partie à ce que leur élaboration a suivi des cheminements indépendants* ». Le rapport constate que certains documents, communicables lorsqu'ils étaient conservés par l'administration, cessent paradoxalement d'être accessibles au moment de leur versement aux archives, et ce jusqu'à l'expiration des délais fixés dans la loi de 1979, alors même qu'une archive se définit comme tout document produit par une personne investie d'une mission de service public, sans distinction de date ou de lieu de conservation.

Le rapport déplore en outre une **différence culturelle** entre les administrations qui ignorent généralement la loi sur les archives et les archivistes qui connaissent mal la loi sur l'accès aux documents administratifs.

Si, d'après la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA) entendue par votre rapporteur, cette différence culturelle a eu tendance à s'estomper ces dernières années, il reste que les régimes de 1978 et 1979 présentent des différences de rédaction injustifiées, qui se traduisent, au mieux, par des **redondances**, au pire, par des **contradictions**. La CADA a ainsi expliqué à votre rapporteur que selon que les usagers demandent communication d'un document sur le fondement du régime de 1978 ou de 1979, **les réponses apportées sont différentes...**

En conséquence, ayant relevé plusieurs **difficultés d'articulation** (cf tableau ci-dessous), votre commission vous propose d'harmoniser les rédactions, tantôt en modifiant le régime de 1978, tantôt celui de 1979.

### Quelques exemples de redondances ou de contradictions entre le régime de 1978 et celui de 1979

1. Un acte administratif est un document « élaboré ou détenu » par l'administration (régime de 1978), tandis qu'une archive publique est un document « *produit ou reçu* » (régime de 1979). La suite des définitions, figurant respectivement à l'article premier de la loi de 1978 et à l'article L. 211-1 du code du patrimoine, ne correspondent pas davantage.

2. La CADA est compétente en matière d'archives publiques mais pas pour certains documents administratifs. Par exemple, si une personne demande la communication d'un avis du Conseil d'Etat sur le fondement du régime de 1978, la CADA ne sera pas compétente. Elle le sera si la personne le demande sur le fondement du régime de 1979.

3. Le régime de 1978 évoque des documents dont la communication porterait atteinte « *au secret de la vie privée et des dossiers personnels* », alors que le régime de 1979 ne mentionne que la « *protection de la vie privée* ».

4. La notion générique « *un des secrets protégés par la loi* », qui figure à l'article 6 de la loi de 1978, n'apparaît pas dans le régime de 1979.

## 2. Vers une grande loi d'accès aux données publiques ?

Si votre commission vous soumet plusieurs amendements d'harmonisation, elle estime nécessaire d'engager dans les plus brefs délais une **réforme encore plus ambitieuse** consistant en la réécriture complète de la loi du 17 juillet 1978 afin de clarifier les régimes d'accès aux documents administratifs et archives publiques.

La coexistence de deux régimes distincts, source de complexité, est d'autant moins justifiée que le projet de loi aligne les régimes de communication des documents administratifs et des archives publiques (communicabilité immédiate de droit, assortie de dérogations).

Comme l'a opportunément relevé, lors de son audition, Mme Martine Cliquennois, professeur de droit administratif à l'Institut d'Etudes politiques de Lille, l'utilisateur se trouve en présence de documents à « *double visage* », qu'on pourrait qualifier de « *Janus administratifs* ». Elle a ainsi regretté que « *le gouvernement n'ait pas cru bon profiter de la refonte du régime de communicabilité et de conservation des archives pour revoir l'articulation avec la loi de 1978* ».

Votre rapporteur juge qu'une telle démarche eût été pleinement conforme à **l'objectif constitutionnel d'accessibilité et d'intelligibilité de la loi**.

Rappelons, à cet égard, que votre commission des Lois préconise de poursuivre, en toutes matières, le mouvement de simplification de notre corpus juridique, considérant qu'il répond à une attente forte à la fois de nos concitoyens, déroutés par l'abondance et la complexité des normes, de nos entreprises, freinées dans leurs initiatives par la multiplicité des démarches administratives à accomplir, et des administrations publiques elles-mêmes, conscientes que l'inflation des textes et leur insuffisante clarté nuisent à l'efficacité de l'action des pouvoirs publics et en augmentent sensiblement le coût<sup>1</sup>.

Une clarification de l'articulation entre le régime de 1978 et celui de 1979 permettrait, sans aucun doute, de ne pas aborder les archives uniquement sous l'angle **patrimonial ou historique**, écueil fréquent que de nombreuses personnes entendues par votre rapporteur ont dénoncé.

En effet, comme l'indique l'article L. 211-2 du code du patrimoine, non modifié par le projet de loi, « *la conservation des archives est organisée dans l'intérêt public tant pour les besoins de la gestion et de la justification des droits des personnes (...), que pour la documentation historique de la recherche* ».

C'est d'ailleurs parce que les archives sont rattachées aux droits et libertés des citoyens qu'elles ressortissent au domaine législatif, l'article 34 de la Constitution réservant à la loi le pouvoir de fixer « *les droits civiques et les garanties fondamentales accordées au citoyen pour l'exercice des libertés publiques* ».

Au-delà de la clarification des régimes relatifs aux documents administratifs et aux archives publiques, votre rapporteur juge souhaitable de réfléchir à l'opportunité de conserver les notions d'« *informations publiques* » et de « *données publiques* », inscrites dans la loi de 1978, qui ajoutent à la confusion d'ensemble.

\* \*  
\*

**Sous le bénéfice de ces observations, votre commission des Lois vous propose d'adopter :**

- **le projet de loi relatif aux archives ainsi modifié ;**
- **le projet de loi organique relatif aux archives du Conseil constitutionnel sans modification.**

---

<sup>1</sup> Voir rapport n° 36 (2007-2008) de M. Bernard SAUGEY, fait au nom de la commission des lois, déposé le 17 octobre 2007, disponible sur internet <http://www.senat.fr/rap/107-036/107-036.html>.

## EXAMEN DES ARTICLES DU PROJET DE LOI ORDINAIRE

### TITRE PREMIER DISPOSITIONS PORTANT MODIFICATION DU CODE DU PATRIMOINE

#### *Article premier*

#### **Principe de modification du code du patrimoine**

Cet article indique que les articles visés aux articles 2 à 17 du projet de loi modifient tous le **code du patrimoine**, ce qui permet, en évitant la répétition « du code du patrimoine » à chaque référence, d'alléger la rédaction des articles concernés.

Votre commission vous d'adopter l'article premier **sans modification**.

#### *Article additionnel après l'article premier*

(art. L. 211-1 du code du patrimoine)

#### **Définition des archives**

Votre commission vous soumet **un amendement** tendant à modifier l'article L. 211-1 du code du patrimoine.

Cet article, qui ouvre le livre II du code du patrimoine, définit les archives comme « *l'ensemble des documents, quels que soient leur date, leur forme et leur support matériel, produits ou reçus par toute personne physique ou morale et par tout service ou organisme public ou privé dans l'exercice de leur activité.* »

Si lors de son audition par votre rapporteur, Mme Martine de Boisdeffre, directrice des archives de France, a salué, à juste titre, le caractère évolutif de cette définition, l'expression « *quel que soit le support matériel* » permettant de couvrir l'archivage numérique, il semble nécessaire de préciser qu'une archive peut être qualifiée ainsi « *quel que soit son lieu de conservation* ». En effet, de même que le sens commun considère, à tort, qu'un document acquiert le statut d'archive à partir d'une certaine ancienneté, il n'est pas évident de prime abord qu'une archive peut indifféremment être conservée dans le service producteur ou dans un service dédié à l'archivage. Il apparaît **plus opportun de clarifier ce point** à l'article du code du patrimoine définissant la notion générale d'archives plutôt que, comme le fait le projet de loi, à l'article 11 sur la communicabilité des archives publiques.

Tel est l'objet de l'article additionnel que votre commission vous propose d'insérer **après l'article premier**.

*Article 2*

(art. L. 211-4 du code du patrimoine)

**Définition des archives publiques**

Cet article modifie l'article L. 211-4 du code du patrimoine afin de clarifier la définition de l'expression « d'archives publiques ».

Actuellement, constituent des archives publiques au sens de cet article :

a) les documents qui procèdent de l'activité de l'Etat, des collectivités territoriales, des établissements et entreprises publics ;

b) les documents qui procèdent de l'activité des organismes de droit privé chargés de la gestion des services publics ou d'une mission de service public ;

c) les minutes et répertoires des officiers publics ou ministériels (par exemple les actes de vente ou les contrats de mariage).

L'article 2 du projet de loi ne modifie pas le c), propose un amélioration rédactionnelle du b) et modifie substantiellement le contenu du a), en premier lieu en écartant les entreprises publiques du champ des archives publiques, en second lieu, en visant de manière très générale « les autres personnes de droit public » (ce qui comprend les exploitants publics, les groupements d'intérêt public...), enfin – et surtout- en citant expressément « *les pouvoirs publics constitutionnels* » parmi les organes étatiques producteurs d'archives publiques.

Sur le premier point, votre rapporteur s'est longuement interrogé en constatant que le projet de loi écarte du champ des archives publiques les entreprises publiques mais qu'il y maintient les **services industriels et commerciaux**, tels qu'EDF, SNCF, la RATP, la Poste... pourtant largement soumis au droit privé (statut du personnel, relations contractuelles avec les usagers...) et appelés à évoluer dans un environnement de plus en plus concurrentiel. Rappelons, à cet égard, que l'article premier de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations dispose que la notion d' « *autorité administrative* » recouvre les administrations de l'Etat, les collectivités territoriales, les établissements publics à caractère administratif, les organismes de sécurité sociale et les autres organismes chargés de la gestion d'un **service public administratif**. Ainsi, par exemple, EDF est-il aujourd'hui un établissement public producteur de documents administratifs et d'archives publiques, mais ne constitue pas pour autant une autorité administrative et se trouve largement soumis à des règles de droit privé.

Lors de son audition par votre rapporteur, Mme Martine de Boisdeffre, directrice des archives de France, a reconnu cette complexité sémantique pour les citoyens mais a objecté que les établissements publics industriels et commerciaux étaient des **structures publiques** en charge d'une **mission de service public** et qu'à ce titre il était difficile de considérer qu'ils

produisaient des archives privées. Elle a par ailleurs mis en avant **l'intérêt stratégique** pour l'Etat de certaines archives produites par ces établissements, citant les documents d'EDF sur la construction et le démantèlement des centrales nucléaires ainsi que ceux de la SNCF relatifs aux transports de personnes entre 1939 et 1945. Elle a également plaidé pour une continuité des fonds, par delà les vicissitudes des statuts des entreprises concernées. Votre rapporteur s'est rangé à ces arguments de bon sens.

Par ailleurs, le fait que le projet de loi inclut « *les pouvoirs publics constitutionnels* » parmi les instances productrices d'archives publiques constitue une **innovation majeure**, et non une simple clarification, car le Parlement comme le Conseil constitutionnel sont aujourd'hui régis par des **règles spéciales** qui, eu égard à leurs spécificités, peuvent être dérogatoires du droit commun (ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958, règlement des assemblées et instructions générales des Bureaux pour le Parlement, ordonnance organique n° 58-1067 du 7 novembre 1958 pour le Conseil constitutionnel).

Comme elle l'a exposé ci-dessus, votre commission entend réaffirmer qu'en matière d'archives le principe constitutionnel d'autonomie des assemblées s'oppose à ce que le Parlement soit soumis par la loi au droit commun du code du patrimoine. Il convient donc de supprimer l'expression surabondante « *y compris les pouvoirs publics constitutionnels* » et d'indiquer que les actes et documents élaborés ou détenus par les assemblées parlementaires sont des archives publiques *sui generis* soumises à l'ordonnance du 17 novembre 1958 précitée.

En conséquence, votre commission vous soumet **un amendement** de réécriture de l'article 2 et vous propose de l'adopter **ainsi modifié**.

### *Article 3*

(art. L. 212-1 à L. 212-5 du code du patrimoine)

#### **Collecte, conservation et protection des archives publiques**

L'article 3 modifie les articles L. 212-1 à L. 212-5 du code du patrimoine relatif à la collecte, la conservation et la protection des archives publiques.

▪ L'article L. 212-1 reprend le principe d'**imprescriptibilité des archives publiques**, qui figure dans l'actuelle rédaction de l'article, mais en renforce l'effectivité. Ce principe fondamental signifie qu'une personne qui, de bonne ou de mauvaise foi, se trouverait en possession d'archives publiques ne peut en acquérir la propriété par l'écoulement d'un certain délai (prescription acquisitive ou « usucapion »), pas plus qu'une personne propriétaire d'archives publiques ne peut en perdre le bénéfice avec le temps (prescription extinctive). Tirant les conséquences de ce principe essentiel, la nouvelle rédaction de l'article L. 212-1 du code du patrimoine crée :

- une action en revendication d'archives publiques, qui vise à faire reconnaître les droits de l'autorité productrice d'archives publiques ou d'un service public d'archives ;

- une action en nullité qui permet d'obtenir l'anéantissement rétroactif d'un acte, par exemple un acte de vente, réalisé par une personne qui détiendrait illégalement des archives publiques. La vente serait alors réputée ne jamais avoir existé ;

- une action en restitution qui tend à imposer aux personnes qui détiendraient illicitement des archives publiques une obligation de restitution dont le non-respect est sanctionné pénalement.

Interrogée par votre rapporteur sur le point de savoir pourquoi le projet de loi prévoit que le propriétaire du document ne peut pas exercer d'action en restitution alors qu'il peut exercer une action en nullité ou revendication, Mme Martine de Boisdeffre, directrice des archives de France, a répondu que la restitution d'une archive publique se faisait toujours dans un service public d'archives. Or, non seulement les archives vivantes ou intermédiaires ne sont pas versées dans un service public d'archives, mais en plus même les archives définitives ne sont pas systématiquement versées dans un service public d'archives. En conséquence, votre commission vous soumet un amendement tendant à prévoir que le propriétaire d'archives publiques peut, lui-aussi, exercer une action en restitution.

L'article L. 212-2 reprend l'actuel article L. 213-3 du code du patrimoine qui dispose qu'à l'issue de leur période d'utilisation courante, les **archives vivantes ou intermédiaires** doivent faire l'objet d'une sélection afin de séparer les documents dépourvus d'utilité administrative ou d'intérêt historique, destinés à l'élimination, des documents à conserver. Ces derniers deviennent des **archives définitives** qui ont vocation à être versées dans un service public d'archives.

### Les « trois âges » des archives

- |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"><li>▪ <i>Archives vivantes</i> : dossiers courants, conservés dans le bureau.</li><li>▪ <i>Archives intermédiaires</i> : dossiers clos, mais conservés à proximité, dans un local de préarchivage, pour des raisons d'activité du service ou de prescription légale.</li><li>▪ <i>Archives définitives</i> : dossiers présentant un intérêt historique (tant pour la documentation de la recherche que pour la justification des droits des personnes physiques ou morales, publiques ou privées), et qui doivent donc être conservés définitivement. En moyenne, on estime que seuls 10 % des archives vivantes ou intermédiaires deviennent des archives définitives.</li></ul> |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

Tout en maintenant l'architecture ainsi décrite, le projet de loi apporte une précision terminologique : le mot « tri » est remplacé par le mot « **sélection** », qui évoque mieux l'action à la fois intellectuelle et matérielle qui conduit à évaluer l'intérêt historique de chaque document ou catégorie de documents avant de faire le choix de leur **conservation définitive** ou de



leur **destruction**. L'article reprend le principe en vertu duquel « *la liste des documents ou catégories de documents destinés à l'élimination ainsi que les conditions de leur élimination sont fixées par accord entre l'autorité qui les a produits ou reçus et l'administration des archives.* ». Cette disposition signifie que la méthodologie de sélection des documents destinés à être conservés repose sur une **communauté de vue** entre l'administration des archives et l'autorité productrice. Interrogée par votre rapporteur sur l'existence de désaccords, Mme Martine de Boisdeffre, directrice des archives de France, a indiqué qu'en pareil cas, extrêmement rare, « *le service producteur resterait libre de conserver ce que le service d'archives ne souhaiterait pas prendre* » et qu'en tout état de cause, l'administration des archives ne peut procéder à l'élimination de documents sans l'accord du service producteur. Votre commission vous soumet **un amendement** rédactionnel.

- L'article L. 212-3 reprend l'actuel article L. 213-4 du code du patrimoine en substituant aux mots « *tri* » et « *destruction* » ceux de « *sélection* » et « *élimination* », par coordination avec l'article précédent. Par ailleurs, la notion d'« informations nominatives » est remplacée par celle de « données à caractère personnel », déjà utilisée au niveau européen. Votre commission vous soumet **un amendement** rédactionnel.

- L'article L. 212-4 regroupe des dispositions relatives à la **gestion des archives**. L'article consacre :

- en premier lieu, l'obligation de verser les archives publiques définitives dans un service public d'archives à l'issue de la sélection ; votre commission vous propose, outre un amendement rédactionnel, un amendement tendant à encadrer davantage les dérogations au principe de versement obligatoire dans un service public d'archives. En effet, les services qui recueillent des archives publiques doivent respecter, outre les conditions d'accès et de communication, des critères de sécurité et de conservation des documents.

- en second lieu, l'existence du contrôle scientifique et technique de l'administration des archives. Ce contrôle est destiné à protéger le patrimoine archivistique français et à garantir, sur l'ensemble du territoire, la qualité, la cohérence et la pérennité des opérations d'archivage.

- enfin, la possibilité de confier des archives publiques au stade d'archives vivantes ou intermédiaires à des sociétés privées d'archivage. Actuellement, ces archives publiques doivent être conservées par le service qui les a produites. Depuis une vingtaine d'années, cependant, la pratique consistant à confier, à l'issue d'un appel d'offres, le stockage des documents à des entreprises privées spécialisées dans ce domaine s'est développée. Parmi les facteurs expliquant ce phénomène figure le manque de place et de temps dont disposent les administrations pour s'occuper de leurs archives. Il apparaît aujourd'hui indispensable d'encadrer juridiquement cette pratique, tant l'activité de stockage d'archives

publiques, au caractère souvent sensible, nécessite un savoir-faire particulier en matière de description archivistique, de normes de conservation et de sécurité des locaux de stockage. C'est pourquoi l'article L. 212-4 propose, d'une part, d'instaurer pour ces entreprises un régime d'agrément préalable par la direction des archives de France, d'autre part, d'exclure le recours à ces sociétés pour les archives définitives, qui relèvent de la compétence exclusive des services publics d'archives. Souscrivant au dispositif proposé, votre commission vous propose un amendement tendant à garantir que les sociétés privées respectent bien, outre les conditions d'accès et de communication, des critères de sécurité et de conservation.

Par ailleurs, l'article L. 212-4 assure l'articulation avec l'article L. 1111-8 du code de la santé publique qui prévoit la faculté pour les professionnels de santé, les établissements de santé ou la personne concernée, de **déposer des données de santé à caractère personnel auprès de personnes physiques ou morales agréées**. Le dernier alinéa de l'article L. 212-4 a donc été ajouté afin d'éviter que le régime de l'hébergement des données de santé à caractère personnel diffère selon que les données considérées ont été ou non constituées dans des établissements de santé publics, soumis à la législation sur les archives publiques. Cet alinéa prévoit donc que, lorsqu'il s'agit de données de santé à caractère personnel, leur conservation par des entreprises privées s'effectue dans les conditions prévues à l'article L. 1111-8 du code de la santé publique.

▪ L'article L. 212-5 reprend, sous réserve d'une amélioration rédactionnelle, le principe selon lequel lorsqu'il est mis fin à l'existence d'un organisme détenteur d'archives publiques, ces dernières sont, à défaut d'une affectation déterminée par l'acte de suppression, versées à un service public d'archives.

En conséquence, votre commission vous propose d'adopter l'article 3 **ainsi modifié**.

#### *Article 4*

(art. L. 212-9 du code du patrimoine)

### **Recrutement des directeurs des services départementaux d'archives parmi les seuls conservateurs ou conservateurs généraux du patrimoine de l'Etat**

Cet article complète l'article L. 212-9 du code du patrimoine afin de consacrer le principe selon lequel les directeurs des services départementaux d'archives sont obligatoirement choisis parmi les conservateurs ou les conservateurs généraux du patrimoine de l'Etat, alors qu'il s'agit aujourd'hui **juridiquement d'une simple faculté**.

Rappelons qu'en vertu de l'article 66 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, les

**services départementaux d'archives**, financés par les départements, gèrent essentiellement les archives :

- des **services déconcentrés de l'Etat** ayant leur siège dans le département (article L. 212-8 du code du patrimoine) ;
- du **conseil général** (article L. 212-8 du code du patrimoine) ;
- des **communes de moins de 2.000 habitants**, sauf dérogation accordée par le préfet sur la demande du maire (article L. 212-11 du code du patrimoine) ;
- des **communes de plus de 2.000 habitants** si le maire, après délibération du conseil municipal, décide de verser les archives communales au département (article L. 212-12 du code du patrimoine).

Les directeurs des services départementaux d'archives sont **toujours, en pratique, des conservateurs d'Etat.**

L'article propose de consacrer ce **monopole de fait**. Entendus par votre rapporteur, les représentants du ministère de la culture ainsi que ceux des usagers des archives ont ainsi justifié une telle évolution :

- les fonds d'Etat représentent environ **80 % des archives des services départementaux d'archives**. Ce chiffre est constant depuis dix ans, la poursuite de la déconcentration compensant les transferts de compétences vers les collectivités territoriales. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle les conservateurs d'Etat sont mis à disposition sans remboursement des conseils généraux (art. 11 I de la loi n° 2007-148 du 2 février 2007 de modernisation de la fonction publique) : il s'agit d'une forme de subvention en nature de l'Etat au fonctionnement des archives départementales. Toutefois, les conservateurs présentent la particularité d'être sous la double tutelle du préfet et du Président du conseil général. Ils agissent tantôt au nom de l'Etat, tantôt au nom du conseil général : on parle de « **dédoublé fonctionnel** » ;

- les postes de directeurs des services départementaux d'archives constituent l'un des **principaux débouchés** du corps des conservateurs du patrimoine de l'Etat ;

- les directeurs des services départementaux ont pour mission d'exercer, au nom de la direction des archives de France, un **contrôle scientifique et technique** sur l'ensemble des archives locales (article 67-1 de la loi du 22 juillet 1983) ; *a contrario*, l'exercice de cette responsabilité par un fonctionnaire territorial aboutirait à une forme de tutelle sur une commune versante, prohibée par l'article 72 de la constitution dans sa rédaction issue de la révision du 28 mars 2003.

Interrogé par votre rapporteur sur le risque qu'un monopole de droit conduise à bloquer les perspectives de carrière des conservateurs territoriaux, les représentants du ministère de la culture ont indiqué que ceux-ci pouvaient bénéficier d'une **passerelle vers la fonction publique d'Etat**, après un détachement de six ans et l'avis d'un Conseil scientifique. Trois conservateurs territoriaux détachés exercent ainsi aujourd'hui les fonctions de directeur des services départementaux d'archives.

Votre commission vous soumet **un amendement** rédactionnel et vous propose d'adopter l'article 4 **ainsi modifié**.

*Articles additionnels après l'article 4*

(art. L. 1421-1 du CGCT, art. 212-10 à 212-12 et art. 212-14-1 nouveau du code du patrimoine)

**Statut des archives conservées par les groupements de collectivités territoriales**

Votre commission vous propose d'insérer **deux articles additionnels après l'article 4**, afin de donner un statut aux archives conservées par les groupements de collectivités territoriales.

Les archives de ces structures font, en effet, figure « *archives oubliées* », en décalage avec l'essor de l'intercommunalité en France depuis une dizaine d'années<sup>1</sup>.

En conséquence, votre commission vous propose **deux amendements** afin d'ouvrir la possibilité :

- de faire conserver les archives des **communes** de plus de 2.000 habitants par les groupements dont elles sont membres,

- de faire conserver les **archives produites par les groupement eux-mêmes**, soit par une commune membre du groupement, soit par un service intercommunal dédié, soit par le service départemental d'archives.

Tel est l'objet des **deux articles additionnels** que votre commission vous propose d'adopter après l'article 4.

*Article 5*

(art. L. 212-18 du code du patrimoine)

**Allongement du délai de la procédure de classement d'archives privées**

Cet article modifie l'article L. 212-18 du code du patrimoine afin de porter de **six à douze mois** à compter de la notification au propriétaire le délai à l'issue duquel l'administration peut décider de **classer des archives privées**. Cet allongement du délai vise à assurer une cohérence plus grande avec le régime applicable aux objets mobiliers, prévu par la législation sur les monuments historiques.

Toutefois, eu égard à la précarité juridique qui s'attache, pour le propriétaire, à la période d'instruction du dossier, il ne paraît pas souhaitable d'augmenter les délais existants.

En conséquence, votre commission vous soumet un **amendement de suppression** de cet article.

---

<sup>1</sup> Cf exposé général ci-dessus.

*Article 6*

(art. L. 212-23 du code du patrimoine)

**Transposition aux archives privées classées des mesures protectrices applicables aux objets mobiliers**

Cet article modifie l'article L. 212-23 du code du patrimoine afin de transposer aux archives privées classées les **mesures protectrices applicables aux objets mobiliers**.

En particulier, il prévoit que le propriétaire d'archives classées qui projette de les aliéner :

- procède à une **déclaration préalable** à l'administration des archives, afin de permettre à cette dernière d'exercer un droit de préemption, en particulier lorsqu'existe un risque de dispersion des archives (vente par lots) ;

- notifie, en cas de vente, à l'administration des archives les **coordonnées du nouvel acquéreur**.

Par ailleurs, à l'instar des mesures applicables aux objets mobiliers, le texte impose, en cas de **succession, partage, donation ou legs d'archives privées** une obligation d'information à l'égard de l'administration des archives.

Votre commission vous propose d'adopter l'article 6 **sans modification**.

*Article 7*

(art. L. 212-29 du code du patrimoine)

**Droit de reproduction d'archives privées avant exportation**

Cet article modifie l'article L. 212-29 du code du patrimoine relatif à l'exportation d'archives privées.

Dans sa rédaction actuelle, cet article précise que lorsqu'il autorise l'exportation d'archives privées présentant un intérêt historique, artistique ou archéologique, l'Etat peut faire valoir, en contrepartie, un **droit à reproduction de ces archives**.

L'article propose :

- **d'étendre ce droit** aux collectivités territoriales, établissements publics et fondations reconnues d'utilité publique, qui peuvent avoir intérêt à une telle reproduction, par exemple dans l'hypothèse où le document a trait à l'histoire locale ;

- de lever les incertitudes actuelles quant à la **communicabilité des reproductions ainsi réalisées**. La règle est désormais que ces reproductions sont librement communicables, à moins que l'exportateur ne s'y oppose explicitement ou l'assortisse de conditions. Les reproductions déjà effectuées deviendront communicables si leur propriétaire n'a manifesté aucune opposition.

Votre commission vous propose d'adopter l'article 7 **sans modification**.

*Article 8*

(art. L. 212-31 du code du patrimoine)

**Informations données à l'administration des archives  
en cas de vente publique d'archives privées**

Cet article complète l'article L. 212-31 du code du patrimoine afin de prévoir, en cas de vente publique d'archives privées, une description complète des documents à l'administration de archives. Il s'agit d'une mesure d'harmonisation avec la procédure applicable aux **biens mobiliers**, définie par la loi n° 2000-642 du 10 juillet 2000 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques.

Votre commission vous propose d'adopter l'article 8 **sans modification**.

*Article 9*

(art. L. 212-32 du code du patrimoine)

**Droit de préemption de l'Etat sur les archives privées**

Cet article modifie l'article L. 212-32 du code du patrimoine, afin d'étendre aux archives privées le régime de préemption de l'Etat applicables aux biens mobiliers depuis la loi du 10 juillet 2000 précitée. En cas de mise en vente publique d'archives privées susceptibles de présenter un intérêt historique, l'Etat pourra désormais faire usage d'un droit de préemption par l'effet duquel il se trouvera subrogé à l'adjudicataire.

Votre commission vous propose d'adopter l'article 9 **sans modification**.

*Article 10*

(art. L. 212-33 du code du patrimoine)

**Possibilité offerte à la Nouvelle-Calédonie de demander à l'Etat de  
préempter des archives privées pour son compte**

Cet article étend à la Nouvelle-Calédonie la possibilité de demander à l'Etat de préempter, pour son compte, des archives privées, dans les conditions définies ci-dessus.

Votre commission vous propose d'adopter l'article 10 **sans modification**.

*Article 11*

(art. L. 213-1 à L. 213-8 du code du patrimoine)

**Délai de communicabilité des archives publiques**

Cet article, qui constitue la pierre angulaire du projet de loi, modifie les articles L. 213-1 à L. 213-8 du code du patrimoine afin de définir le nouveau régime de communication des archives publiques.

▪ **Article L. 213-1** : cet article fixe, par coordination avec les documents administratifs, le principe de **communicabilité immédiate** des archives publiques, assorti de dérogations pour les documents couverts par un secret protégé. Comme indiqué dans l'exposé général, votre commission vous propose **un amendement** afin d'ouvrir la possibilité d'une large communication, en particulier sur Internet, à l'expiration des délais de communication.

▪ **Article L. 213-2** : cet article définit les délais spéciaux de communication (vingt-cinq, cinquante et cent ans) développés plus haut. Votre commission vous soumet **cinq amendements**, quatre rédactionnels ou de coordination et un tendant à prévoir un délai de **soixante quinze ans**, ou s'il est plus bref, un délai de vingt-cinq ans à compter du décès de l'intéressé, pour les documents susceptibles de mettre à mal le respect de la vie privée (état civil, actes notariés, affaires judiciaires...). En effet, s'il faut saluer la démarche du projet de loi d'ouvrir plus rapidement les archives relatives à la vie publique et au fonctionnement administratif, votre commission regrette cette même évolution pour les documents touchant directement la vie privée, le secret des familles, des affaires et des entreprises. En effet, la demande de transparence, dans ce domaine, est beaucoup moins légitime, et ce eu égard à l'importance du droit à la vie privée et à l'allongement de l'espérance de vie.

▪ **Article L. 213-3** : cet article maintient la possibilité d'obtenir une dérogation aux délais de communicabilité, soit qu'elle résulte d'une **demande individuelle**, soit qu'elle tienne à l'**ouverture anticipée** d'un fonds. Dans le premier cas, l'autorisation peut être accordée lorsque la consultation des documents « *ne conduit pas à porter une atteinte excessive aux intérêts que la loi a entendu protéger* ». Est donc énoncé un principe de **proportionnalité** qui résulte de la jurisprudence de la CADA et de la juridiction administrative : l'autorité compétente doit mettre en balance la fin poursuivie et les moyens employés, ainsi que les intérêts respectifs des différentes personnes en cause. Cette traduction de la « *théorie du bilan* » est d'ailleurs la règle en Allemagne, aux Pays-Bas et aux Etats-Unis. Votre commission vous propose **trois amendements** rédactionnels ou de coordination.

▪ **Article L. 213-4** : cet article donne un fondement juridique à la pratique des **protocoles de remise d'archives** des hommes politiques, conclus entre ceux-ci et l'administration des archives. Rappelons que ces protocoles ont permis le versement dans les services publics d'archives de

fonds aussi sensibles que ceux des présidents de la République ou des membres de cabinets ministériels. Votre rapporteur s'est longuement interrogé sur l'opportunité de réserver **aux seuls signataires du protocole** le droit de communiquer, par dérogations individuelles, des documents avant l'expiration des délais. En effet, comme l'a opportunément relevé le rapport Braibant sur les archives de France en 1996, ce régime ne permet pas aux successeurs de la personnalité intéressée de s'opposer à des communications qui pourraient être dommageables pour **les intérêts publics** dont ils ont la charge. C'est pourquoi le rapport précité proposait une formule de « *double clé* », c'est-à-dire d'accord conjoint de l'autorité versante et de son successeur, afin de « *concilier les prérogatives légitimes de l'intéressé et la sauvegarde de la continuité de l'Etat* ». Toutefois, le ministère de la culture a fait savoir à votre rapporteur que l'institution d'un double accord risquerait d'altérer la confiance des personnalités versantes dans le système des protocoles, et pourrait, en outre, être perçue par l'opinion publique comme une régression par rapport à la situation actuelle. Votre commission a donc maintenu le régime proposé par le texte.

▪ **Article L. 213-5** : cet article reprend le principe de l'actuel article L. 213-4 qui prévoit la **motivation** par l'administration détentrice d'archives publiques ou privées de tout refus qu'elle oppose à une demande de communication de documents d'archives.

▪ **Article L. 213-6** : le projet de loi clarifie la rédaction de cet article, relatif à la réception par l'administration d'archives privées à titre de don, legs, cession, dépôt révocable ou datation.

▪ **Article L. 213-7** : cet article reprend la substance de l'actuel article L. 213-5 qui prévoit l'affichage dans les locaux d'archives ouverts au public de certaines dispositions du code du patrimoine.

▪ **Article L. 213-8** : cet article reprend le principe, figurant à l'actuel article L. 213-7, en vertu duquel un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions dans lesquelles sont délivrés les expéditions et extraits authentiques d'archives.

▪ **Article L. 213-9** : cet article renvoie à un décret en Conseil d'Etat, déjà prévu à l'article L. 213-8. Votre commission vous propose donc **un amendement** de suppression de l'article.

Votre commission vous propose d'adopter l'article 11 **ainsi modifié**.

*Article additionnel après l'article 11*  
(art. L. 222-1 du code du patrimoine)

### **Délai de communication des archives audiovisuelles de la justice**

Comme indiqué dans l'exposé général, votre commission vous soumet **un amendement** tendant à assouplir le régime de communication des archives audiovisuelles de la justice, et ce dans un souci de transparence. Ce régime apparaît, en effet, **relativement sévère** puisque la consultation de



l'enregistrement, fût-elle à des fins historiques ou scientifiques, est aujourd'hui subordonnée à l'autorisation de l'administration des archives pendant les **vingt ans** qui suivent la clôture du procès. Votre commission juge souhaitable de prévoir une communication immédiate **de droit** mais ne modifie pas le régime applicable à la **reproduction ou à la diffusion** des enregistrements.

Tel est l'objet de l'article additionnel qu'elle vous propose d'insérer **après l'article 11.**

#### *Article 12*

(art. L. 214-1 à L. 214-5,  
art. nouveaux L. 214-6 à L. 214-10 du code du patrimoine)

#### **Dispositions pénales du code du patrimoine**

L'article modifie et complète le chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre II du code du patrimoine relatif aux dispositions pénales applicables en matière d'archives.

▪ **Article L. 214-1** : le projet de loi reprend, sous réserve d'une amélioration rédactionnelle, le principe selon lequel toute communication d'archives couvertes par le secret constitue une **atteinte au secret professionnel** passible de sanctions pénales.

▪ **Article L. 214-2** : le texte confirme, sous réserve d'une modification de forme, les sanctions applicables à la **violation des conditions de conservation ou de communication** imposées par le propriétaire d'archives privées lors d'une libéralité ou d'un dépôt. Cette infraction est plus large que l'atteinte au secret professionnel, puisqu'elle peut viser, par exemple, l'élimination ou la dénaturation des documents.

▪ **Article L. 214-3** : le projet de loi modifie la rédaction de l'article L. 214-3 actuel qui punit d'une peine très légère le détournement des archives publiques lors de la cessation des fonctions. La nouvelle rédaction punit de trois ans d'emprisonnement et de 45.000 euros d'amende à la fois la destruction illégale, le détournement ou la soustraction d'archives publiques, quel que soit le moment de la carrière d'une personne détentrice de ces documents. La tentative de l'infraction est également punie, ainsi que la négligence de la personne responsable.

▪ **Article L. 214-4** : cet article, qui reprend une référence existante, n'en fixe pas moins un principe nouveau : il propose d'assortir les peines prévues à l'article L. 214-3 des peines complémentaires prévues par l'article 432-15 du code pénal, en particulier la privation des droits civiques ou l'interdiction d'exercer des fonctions publiques, peines beaucoup plus dissuasives, pour des hommes politiques ou des fonctionnaires, que les peines de l'article L. 214-3.

▪ **Article L. 214-5** : comme l'article L. 214-4, cet article reprend une numérotation existante mais pose une règle nouvelle. Il prévoit une sanction pénale applicable à une personne indûment détentrice d'archives

publiques qui refuserait de les restituer à l'autorité compétente lorsque celle-ci les lui réclamerait. Votre commission vous soumet **un amendement** de coordination.

▪ **Articles L. 214-6 et L. 214-7** : ces articles reprennent le principe de l'actuel article L. 214-4 qui punit la **destruction** par son propriétaire d'un fonds d'archives classé, son **aliénation** sans prévenir l'administration des archives ou l'organisation d'une **vente** publique d'archives sans prévenir l'administration des archives. Toutefois, les articles opèrent une gradation et punissent **plus sévèrement** la destruction, infraction irréversible et de loin la plus grave au regard du but de conservation matérielle que se fixe la politique de classement des archives privées, que l'aliénation ou la vente.

▪ **Article L. 214-8** : cet article ajoute aux trois infractions de l'ancien article L. 214-5 (absence d'information, lors d'une vente d'archives, du statut d'archives classées ; modification ou altération du fonds classé sans autorisation de l'administration ; refus de présentation des archives classées à l'administration), le fait de ne pas avoir prévenu l'administration de toute transmission d'archives classées par voie de succession, de partage, de donation ou de legs.

▪ **Article L. 214-9** : ce nouvel article définit les peines applicables aux personnes morales lorsqu'elles se rendent coupables des infractions prévues à l'article L. 214-3 (destruction, détournement ou soustraction d'archives publiques).

▪ **Article L. 214-10** : cet article introduit une nouvelle disposition qui prévoit la possibilité de prononcer une sanction administrative à l'encontre des personnes ayant commis des faits susceptibles d'entraîner leur condamnation pénale pour vol ou destruction d'archives. Cette mesure a pour objectif d'interdire temporairement à ces personnes l'accès aux salles de lecture dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.

Votre commission vous propose d'adopter l'article 12 **ainsi modifié**.

### *Article 13*

(art. L. 730-1 du code du patrimoine)

#### **Coordination avec les dispositions applicables à Mayotte**

Cet article modifie l'article L. 730-1 du code du patrimoine afin de rendre applicables à Mayotte les nouveaux articles du projet de loi.

Votre commission ayant proposé la suppression de l'article L. 213-9 du code du patrimoine (voir commentaire de l'article 11), elle vous soumet **un amendement** de conséquence et vous propose d'adopter l'article 13 **ainsi modifié**.

*Article 14*

(art. L. 730-2 du code du patrimoine)

**Coordination avec les dispositions applicables à Mayotte**

Cet article abroge l'article L. 730-2 du code du patrimoine qui dispose que certaines dispositions de l'article L. 213-6 du code du patrimoine ne sont pas applicables à Mayotte.

Ces dispositions étant supprimées par le projet de loi (voir commentaire de l'article 11), l'article L. 730-2, devenu sans objet, peut être abrogé.

Votre commission vous propose d'adopter l'article 14 **sans modification.**

*Article 15*

(art. L. 730-3 du code du patrimoine)

**Précisions sur les fonctions notariales des cadis à Mayotte**

Cet article modifie deux articles du code du patrimoine afin de tenir compte du fait que les cadis exercent à Mayotte non seulement les fonctions de juge mais également de **notaires** pour certains actes de la vie quotidienne : mariages, divorces, successions...

Votre commission vous soumet **deux amendements** tendant à modifier l'article proposé afin de réparer un oubli et de rectifier une erreur matérielle.

Elle vous propose d'adopter l'article 15 **ainsi modifié.**

*Article 16*

(art. L. 730-3 du code du patrimoine)

**Coordination avec les dispositions applicables dans les îles Wallis et Futuna**

Cet article modifie l'article L. 760-2 et L. 770-1 du code du patrimoine afin de rendre applicables aux îles Wallis et Futuna les nouveaux articles du projet de loi.

Votre commission ayant proposé la suppression de l'article L. 213-9 du code du patrimoine (voir commentaire de l'article 11), elle vous soumet **un amendement** de conséquence et vous propose d'adopter l'article 16 **ainsi modifié.**

*Article 17*

(art. L. 770-2 du code du patrimoine)

**Coordination avec les dispositions applicables aux Terres australes et antarctiques françaises**

Cet article abroge l'article L. 770-2 du code du patrimoine qui dispose que certaines dispositions de l'article L. 213-6 du code du patrimoine ne sont pas applicables aux Terres australes et antarctiques françaises.

Ces dispositions étant supprimées par le projet de loi (voir commentaire de l'article 11), l'article L. 730-2, devenu sans objet, peut être abrogé.

Votre commission vous propose d'adopter l'article 17 **sans modification.**

## TITRE II

### DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

#### *Article 18*

(art. 238 *bis*-O AB du code général des impôts)

#### **Extension du dispositif d'incitation fiscale aux archives historiques**

Cet article complète l'article 238 *bis*-O AB du code général des impôts relatif aux incitations fiscales consenties aux entreprises qui achètent des biens culturels, afin d'étendre le dispositif, aujourd'hui limité aux monuments historiques, aux **archives historiques.**

Votre commission vous propose d'adopter l'article 18 **sans modification.**

#### *Article 19*

(art. 6 de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques)

#### **Coordination avec la loi de 1951 sur le secret en matière de statistiques**

Cet article modifie l'article 6 de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques afin d'harmoniser les dispositions du texte avec les nouveaux délais du code du patrimoine.

Votre commission vous soumet **un amendement** corrigeant un oubli du texte et **un amendement** de coordination avec l'amendement prévoyant un délai de soixante-quinze ans, ou, s'il est plus bref, de vingt-cinq ans à compter de la date du décès de l'intéressé, pour les documents susceptibles de porter atteinte au droit à la vie privée.

Votre commission vous propose d'adopter l'article 19 **ainsi modifié.**

#### *Article 20*

(art. 36 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique et aux libertés)

#### **Actualisation d'une référence dans la loi « informatique et liberté »**

L'article 20 modifie l'article 36 de la loi « informatique et liberté » afin d'actualiser une référence à un article du code du patrimoine qui a été renuméroté.

Votre commission vous propose d'adopter l'article 20 **sans modification.**

*Article additionnel après l'article 20*

(article 7 bis nouveau de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires)

**Autonomie des assemblées dans la gestion de leurs archives**

Votre commission vous propose **un amendement** tendant à compléter l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires afin de consacrer l'autonomie des assemblées dans la gestion de leurs archives.

Comme il l'a été indiqué dans l'exposé général, votre commission souhaite réaffirmer le principe constitutionnel d'autonomie des assemblées. Ce principe, garant de la séparation des pouvoirs et du bon fonctionnement de nos institutions, exclut tout contrôle de l'exécutif sur le Parlement mais autorise l'exercice d'une coopération scientifique et technique avec la Direction des archives de France.

Il appartient donc à chaque assemblée de déterminer les conditions dans lesquelles ses archives sont **collectées, conservées, classées et communiquées**.

Tel est l'objet de l'article additionnel que votre commission vous propose d'insérer **après l'article 20**.

*Article additionnel après l'article 20*

(article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires)

**Référence aux délais du code du patrimoine dans l'ordonnance de 1958 sur les assemblées**

Votre commission vous soumet **un amendement** tendant à modifier les dispositions de l'ordonnance de 1958 précitée qui punit, par référence à l'article 226-13 du code pénal, d'un an de prison et de 15.000 euros d'amende, **la divulgation avant un délai trente ans des travaux non publics des commissions d'enquêtes**.

Comme il l'a été indiqué dans l'exposé général, l'autonomie n'est pas incompatible avec l'**alignement sur le droit commun** dès lors que les spécificités de l'institution parlementaire ne commandent pas une solution contraire.

C'est pourquoi votre commission vous propose de substituer au délai de trente ans un délai plus bref, **vingt-cinq ans**, sous réserve toutefois des délais plus longs prévus dans le code du patrimoine (atteinte à la vie privée, au secret de la défense nationale, à des affaires judiciaires...).

Tel est l'objet de l'article additionnel que votre commission vous propose d'insérer **après l'article 20**.

*Article additionnel après l'article 20*

(article premier de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal)

**Harmonisation des définitions des documents administratifs et des archives publiques**

Votre commission vous soumet un autre **amendement** à l'article premier de la loi de 1978 précitée afin d'**harmoniser les définitions des documents administratifs et des archives publiques**. Il est proposé de définir les documents administratifs par référence à la définition des archives publiques, telle que modifiée par votre commission. Les documents administratifs seraient donc « *des documents, quels que soient leur date, leur lieu de conservation, leur forme et leur support matériel, produits ou reçus par l'Etat, les collectivités territoriales ainsi que par les autres personnes de droit public ou les personnes de droit privé chargées de la gestion d'un service public, dans le cadre de leur mission de service public* ».

Tel est l'objet de l'article additionnel que votre commission vous propose d'insérer **après l'article 20**.

*Article additionnel après l'article 20*

(article premier de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal)

**Clarification de la notion d'« actes des assemblées parlementaires »**

Votre commission vous soumet **un amendement** tendant à modifier le troisième alinéa de l'article premier de la loi du 17 juillet 1978 sur les documents administratifs afin de clarifier la notion d' « *actes des assemblées parlementaires* ».

La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations a modifié la loi de 1978 précitée pour exclure du champ des documents administratifs relevant du contrôle de la CADA les « *actes des assemblées parlementaires* », sans toutefois prendre le soin de définir avec précision cette notion.

Cette ambiguïté n'est pas sans incidence sur le projet de loi puisque ce dernier prévoit, en son article 11, l'application d'un délai de communication de vingt-cinq ans aux « *documents mentionnés au troisième alinéa de l'article premier de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978* », dont font partie les actes des assemblées parlementaires.

Il semble que le législateur entendait exclure **l'ensemble des actes et documents des assemblées parlementaires**, qu'ils se rapportent à leurs activités politiques ou administratives.

A l'initiative de l'amendement dont l'adoption a conduit à l'exclusion des actes des assemblées du champ de compétence de la CADA, le député

François Colcombet soulignait, en effet, qu'il convenait d' « *assurer la séparation des pouvoirs* » et d' « *éviter un partage peu lisible entre les diverses catégories d'actes des assemblées* »<sup>1</sup>.

De même, le 27 juillet 2006, dans un avis relatif au refus opposé par l'Assemblée nationale à la communication d'un procès-verbal de réunion de la commission des affaires étrangères, la CADA a estimé que les dossiers sollicités n'étaient pas « des documents administratifs au sens de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 17 juillet 1978 ».

Il apparaît nécessaire de préciser, dans un souci d'intelligibilité de la loi, que l'incompétence de la CADA s'applique à l'ensemble des actes et documents élaborés ou détenus par les assemblées, quelle que soit leur nature.

Tel est l'objet de l'article additionnel que votre commission vous propose d'insérer **après l'article 20**.

*Article additionnel après l'article 20*

(article 6 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal)

**Harmonisation des régimes de communication des documents administratifs et des archives publiques**

Votre commission vous soumet **un amendement** tendant à modifier l'article 6 de la loi de 1978 précitée afin de résoudre des difficultés d'articulation entre les régimes de 1978 et de 1979. L'amendement renvoie ainsi, pour plus de clarté, aux délais de communication de l'article L. 213-2 du code du patrimoine.

Tel est l'objet de l'article additionnel que votre commission vous propose d'insérer **après l'article 20**.

*Article additionnel après l'article 20*

(article 20 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal)

**Harmonisation des régimes de compétence de la CADA en matière de documents administratifs et d'archives publiques**

Votre commission vous soumet **un amendement** tendant à modifier l'article 20 de la loi de 1978 précitée afin de réparer un oubli d'harmonisation.

Dans la loi de 2000 précitée, le législateur a élargi aux **archives publiques** les missions de la CADA, jusque là compétente en matière de liberté d'accès aux seuls documents administratifs.

Toutefois, il n'a pas repris les exceptions figurant à l'article premier de la loi de 1978 qui excluent de la compétence de la CADA de nombreux

---

<sup>1</sup> JOAN, séance du 27 mai 1999, p. 5122.

documents administratifs : les actes des assemblées parlementaires, les avis du Conseil d'Etat et des juridictions administratives, les documents de la Cour des comptes mentionnés à l'article L. 140-9 du code des juridictions financières et les documents des chambres régionales des comptes mentionnés à l'article L. 241-6 du même code...

Or, tout document administratif devenant dès sa création et quel que soit son lieu de conservation une archive publique (voir supra), il est pour le moins étonnant que la CADA soit compétente pour certaines données publiques considérées comme archives publiques alors qu'elle ne l'est pas pour **ces mêmes données** considérées comme documents administratifs.

Ainsi, dans l'avis précité de 2006, la CADA a estimé que certains actes des assemblées n'étaient pas « *des documents administratifs au sens de l'article 1er de la loi du 17 juillet 1978* » **mais n'en étaient pas moins des « archives publiques »** et s'est, « *en conséquence, déclarée compétente pour se prononcer sur la demande* ».

L'amendement qui vous est soumis propose, par cohérence, d'exclure du champ de compétence de la CADA les archives publiques visées à l'article premier de la loi de 1978.

Tel est l'objet de l'article additionnel que votre commission vous propose d'insérer **après l'article 20**.

\*

\*        \*

**Sous le bénéfice de ces observations et des amendements qu'elle vous présente, votre commission des Lois vous propose d'adopter le projet de loi relatif aux archives.**



## EXAMEN DE L'ARTICLE UNIQUE DU PROJET DE LOI ORGANIQUE

### *Article unique*

(article 61 nouveau de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel)

### **Application aux archives du Conseil constitutionnel des dispositions du code du patrimoine**

L'article unique du projet de loi organique complète, par un article 61, l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel afin d'appliquer aux archives de cette instance le nouveau régime du code du patrimoine, défini par le projet de loi ordinaire.

En effet, comme l'a rappelé, lors de son audition, M. Marc Guillaume, secrétaire général du Conseil constitutionnel, ce dernier n'est régi, en vertu de l'article 63 de la Constitution, que par une loi organique. En conséquence, les dispositions législatives ordinaires ne lui sont applicables (code du patrimoine, loi de 1978 sur les documents administratifs...) que si **l'ordonnance organique précitée le dispose expressément.**

Jusqu'à une période récente, aucune disposition ne définissait le régime juridique des archives du Conseil constitutionnel. C'est pour combler ce **vide juridique** qu'a été adoptée la décision du 27 juin 2001 portant règlement intérieur sur les archives du Conseil constitutionnel, décision prise sur le fondement de l'article 56 de la loi organique qui ouvre la possibilité de compléter les « règles de procédure » applicables au Conseil constitutionnel par un règlement intérieur.

Cette décision, toujours en vigueur, prévoit :

- le **versement** des archives du Conseil constitutionnel **aux Archives nationales** ;
- la communicabilité de plein droit des documents procédant de l'activité du Conseil constitutionnel à l'issue d'un délai de **soixante ans** ;
- la possibilité d'une **consultation anticipée** accordée, conformément à la loi de 1979 sur les archives, par la « partie versante », c'est-à-dire en l'espèce le Président du Conseil constitutionnel ;

Ce règlement intérieur a fait l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Conseil d'Etat qui, dans l'arrêt Brouant du 25 octobre 2002, s'est déclaré incompétent eu égard aux missions constitutionnelles dévolues au **Conseil constitutionnel**<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Le considérant de principe est le suivant : « *considérant que, par le règlement attaqué, le Conseil constitutionnel a entendu définir un régime particulier pour l'accès à l'ensemble de ses archives ; qu'eu égard à cet objet, qui n'est pas dissociable des conditions dans lesquelles le Conseil constitutionnel exerce les missions qui lui sont confiées par la Constitution, ce règlement*

L'article unique du projet de loi organique rend applicables au Conseil constitutionnel, par renvois à des articles du code du patrimoine, **certaines des dispositions régissant le nouveau droit commun des archives publiques**. Ces dispositions :

- confirment le versement des archives du Conseil constitutionnel aux Archives nationales (article L. 212-4) et la possibilité d'une consultation anticipée (article L. 213-3). Sur le premier point, les services du Conseil constitutionnel ont indiqué à votre rapporteur qu'étaient régulièrement versés les comptes-rendus des séances de délibérés du Conseil constitutionnel, établis par son secrétaire général. Sur le second point, le Conseil constitutionnel est saisi depuis 2001 d'environ une demande de consultation dérogatoire par an, le plus souvent acceptée, eu égard aux garanties de sérieux offertes par les demandeurs, généralement des doctorants. Au cours de son audition, notre collègue Robert Badinter, ancien Président du Conseil constitutionnel, s'est déclaré très favorable à l'ouverture anticipée des archives du Conseil dès lors qu'elle est sollicitée dans le cadre de travaux de recherches historiques ou juridiques<sup>1</sup> ;

- introduisent quelques principes nouveaux sur le régime général des archives du Conseil constitutionnel : l'article unique rend applicables l'article L. 212-1 du code du patrimoine relatif à l'imprescriptibilité des archives, les articles L. 212-2 et L. 212-3 qui définissent les modalités selon lesquelles sont sélectionnées ou éliminées les archives et enfin des dispositions (articles L. 214-1, L. 214-3, L. 214-4, L. 214-5, L. 214-9 et L. 214-10) qui instaurent des sanctions pénales ou administratives, en particulier en cas de destruction d'archives. Par ailleurs, l'article L. 211-3 du code du patrimoine relatif au secret professionnel auquel sont tenus les agents chargés de la collecte, que ne modifie pas le projet de loi ordinaire relative aux archives, est également rendu applicable au Conseil constitutionnel. Enfin, parmi ces innovations, figure l'institution d'un contrôle scientifique et technique exercé par l'administration des archives sur les archives du Conseil constitutionnel (article L. 212-4). Interrogée par votre rapporteur sur la possibilité qu'un service de l'exécutif exerce un « contrôle » sur le Conseil constitutionnel, Mme Martine de Boisdeffre, directrice des archives de France, a déclaré lors de son audition que cette expression ne faisait qu'« entériner la situation existante qui se traduit par une collaboration déjà effective entre l'administration des archives et le chargé d'études documentaires du Conseil constitutionnel ». M. Marc Guillaume, secrétaire général du Conseil constitutionnel, a quant à lui indiqué à votre rapporteur qu'il fallait

---

*ne revêt pas le caractère d'un acte administratif dont la juridiction administrative serait compétente pour connaître ».*

<sup>1</sup> *La consultation permet donc aux chercheurs de mieux comprendre le sens des décisions rendues par le Conseil constitutionnel. Toutefois, eu égard au principe du secret du délibéré, l'accès aux documents est subordonné à l'engagement préalable de l'intéressé de ne rien révéler des interventions individuelles ni de la répartition des votes et de ne rapporter publiquement aucune autre information confidentielle dont il aurait eu connaissance à l'occasion de cette consultation.*

comprendre le terme « contrôle » comme « coopération » ou « partenariat », soulignant en outre la simplicité de la typologie des documents produits par le Conseil (dossiers électoraux et dossiers de conformité à la Constitution) ;

- réduisent à vingt-cinq ans le délai à l'expiration duquel est ouverte la consultation des archives du Conseil constitutionnel, au lieu de soixante ans à l'heure actuelle. C'est sur ce point que les avis ont paru le plus partagés.

Entendu par votre rapporteur, M. Pierre Mazeaud, ancien Président du Conseil constitutionnel, a redouté que ce délai très court ne mette à mal, d'une part, le principe du **secret du délibéré** qui fait obstacle, dans la tradition française, à l'expression d'**opinions dissidentes**, d'autre part, d'une manière générale, la liberté de ton de certains membres, soucieux de ne pas tenir des propos qui pourraient politiquement leur porter préjudice vingt-cinq ans après.

M. Robert Badinter s'est, quant à lui, déclaré réservé sur le délai de vingt-cinq ans en **matière électorale**. En effet, si le Conseil constitutionnel est davantage une institution ou un pouvoir public constitutionnel qu'une juridiction lorsqu'il statue sur la conformité à la constitution d'une loi, d'un règlement des assemblée ou d'un traité, il n'en est pas de même lorsqu'il statue, en cas de contestation sur **la régularité de l'élection des députés et des sénateurs** (article 59 de la Constitution et article 33 de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel). Cette mission le rapproche **davantage d'une juridiction « ordinaire »**.

Or, le délai proposé par le projet de loi pour les archives judiciaires est de cinquante ans et non vingt-cinq, alors même que ces documents ne contiennent pas de pièces dont la consultation soit de nature **à porter atteinte au secret des délibérés**. A titre d'exemple, dans les dossiers des procès d'assises figurent la liste nominative des jurés et un formulaire avec les questions posées et la réponse collective du jury sans qu'il soit possible de déterminer l'identité des intervenants et les auteurs des opinions émises. En tant que juge électoral, le Conseil constitutionnel présente ainsi une **double particularité** par rapport aux juridictions de droit commun.

Entendu par votre rapporteur, M. Marc Guillaume a déclaré, pour sa part, que cette situation n'était pas créée par le projet de loi, le délai actuel de soixante ans étant d'ores et déjà dérogatoire par rapport au délai de cent ans applicable aux archives judiciaires, d'autre part, qu'il avait paru préférable de prévoir un **délai unique de vingt-cinq ans** dans un souci de **simplification**.

Votre commission souscrit à ces arguments et vous propose d'adopter l'article unique **sans modification**.

\* \*  
\*

**Sous le bénéfice de ces observations, votre commission des Lois vous propose d'adopter le projet de loi organique relatif aux archives du Conseil constitutionnel sans modification.**



**TABLEAU COMPARATIF**

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Propositions de la commission
<b>Code du patrimoine</b>	<b>Projet de loi relatif aux archives</b>	<b>Projet de loi relatif aux archives</b>
LIVRE II	TITRE I <sup>ER</sup>	TITRE I <sup>ER</sup>
ARCHIVES	<b>DISPOSITIONS PORTANT MODIFICATION DU CODE DU PATRIMOINE</b>	<b>DISPOSITIONS PORTANT MODIFICATION DU CODE DU PATRIMOINE</b>
TITRE I <sup>er</sup>	Article 1 <sup>er</sup>	Article 1 <sup>er</sup>
RÉGIME GÉNÉRAL DES ARCHIVES	Le titre I <sup>er</sup> du livre II et le livre VII de la partie législative du code du patrimoine sont modifiés conformément aux articles 2 à 17 de la présente loi.	<i>(Sans modification).</i>
LIVRE VII		
DISPOSITIONS RELATIVES À L'OUTRE-MER		
<i>Art. 211-1. — Les archives sont l'ensemble des documents, quels que soient leur date, leur forme et leur support matériel, produits ou reçus par toute personne physique ou morale et par tout service ou organisme public ou privé dans l'exercice de leur activité.</i>		<i>Article additionnel</i>
<i>Art. L. 211-4. — Les archives publiques sont :</i>	<i>Le a) et le b) de l'article L. 211-4 sont ainsi rédigés :</i>	<i>L'article L. 211-4 est ainsi modifié :</i>
<i>a) Les documents qui procèdent de l'activité de l'Etat, des collectivités territoriales, des établissements et entreprises publics ;</i>	<i>« a) Les documents qui procèdent de l'activité de l'Etat, y compris des pouvoirs publics constitutionnels, des collectivités territoriales, des établisse-</i>	<i>I. — Le a) et le b) sont remplacés par un a) ainsi rédigé :  « a) Les... ...l'Etat, des collectivités...</i>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Propositions de la commission
<p>b) Les documents qui procèdent de l'activité des organismes de droit privé chargés de la gestion des services publics ou d'une mission de service public ;</p> <p>c) Les minutes et répertoires des officiers publics ou ministériels. .....</p>	<p>ments publics et des autres personnes de droit public ;</p> <p>« b) Les documents qui procèdent de l'activité d'un service public géré ou d'une mission de service public exercée par une personne de droit privé ; ».</p>	<p>...personnes <i>morales</i> de droit public ou des personnes de droit privé chargées de la gestion d'un service public, dans le cadre de leur mission de service public. Les actes et documents des assemblées parlementaires sont régis par l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires.</p>
<p>Art. L. 212-1. — Les archives publiques, quel qu'en soit le possesseur, sont imprescriptibles.</p>	<p>Article 3</p> <p>Les articles L. 212-1 à L. 212-5 sont remplacés par les dispositions suivantes :</p> <p>« Art. L. 212-1. — Les archives publiques, quel qu'en soit le possesseur, sont imprescriptibles.</p>	<p>II. — En conséquence, le c) devient le b).</p> <p>Article 3</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>« Art. L. 212-1. — Les archives publiques sont imprescriptibles.</p>
<p>Art. L. 212-2. — Les conditions de la conservation des archives publiques sont déterminées par décret en</p>	<p>« Nul ne peut détenir sans droit ni titre des archives publiques. Celles-ci doivent être restituées sans délai lorsque l'autorité compétente en fait la demande.</p> <p>« L'action en nullité de tout acte intervenu en méconnaissance de l'alinéa précédent ou en revendication d'archives publiques est exercée par le propriétaire du document, par l'administration des archives ou par tout autre service public d'archives compétent. L'action en restitution est exercée par l'administration des archives ou par tout autre service public d'archives compétent.</p> <p>« Les modalités d'application des dispositions qui précèdent sont fixées par décret en Conseil d'Etat.</p>	<p>« Nul... ...publiques.</p> <p>« Le propriétaire du document, l'administration des archives ou tout service public d'archives compétent peut engager une action en revendication d'archives publiques, une action en nullité de tout acte intervenu en méconnaissance de l'alinéa précédent ou une action en restitution.</p> <p>(Alinéa sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Propositions de la commission
<p>Conseil d'Etat.</p> <p>Ce décret détermine les cas où l'administration des archives laisse le soin de la conservation des documents d'archives produits ou reçus par certaines administrations ou certains organismes aux services compétents de ces administrations ou organismes. Il fixe les conditions de la coopération entre l'administration des archives et ces administrations ou organismes.</p> <p><i>Art. L. 212-3. — A l'expiration de leur période d'utilisation courante par les services, établissements et organismes qui les ont produits ou reçus, les documents mentionnés à l'article L. 211-4 et autres que ceux mentionnés à l'article L. 212-4 font l'objet d'un tri pour séparer les documents à conserver et les documents dépourvus d'intérêt administratif et historique, destinés à l'élimination.</i></p> <p>La liste des documents destinés à l'élimination ainsi que les conditions de leur élimination sont fixées en accord entre l'autorité qui les a produits ou reçus et l'administration des archives.</p> <p><i>Art. L. 211-4. — Cf. supra.</i></p> <p><i>Art. L. 212-4. — Lorsque les documents visés à l'article L. 211-4 comportent des données à caractère personnel collectées dans le cadre de traitements automatisés régis par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ces données font l'objet, à l'expiration de la durée prévue au 5° de l'article 6 de ladite loi, d'un tri pour déterminer les données destinées à être conservées et celles, dépourvues d'intérêt scientifique, statistique ou historique, destinées à être détruites.</i></p> <p>Les catégories de données destinées à la destruction ainsi que les conditions de leur destruction sont fixées par accord entre l'autorité qui les a produites ou reçues et l'administration des archives.</p>	<p><i>« Art. L. 212-2. — A l'expiration de leur période d'utilisation courante par les services, établissements et organismes qui les ont produits ou reçus, les documents mentionnés à l'article L. 211-4 autres que ceux mentionnés à l'article L. 212-3 font l'objet d'une sélection pour séparer les documents à conserver des documents dépourvus d'utilité administrative ou d'intérêt historique, destinés à l'élimination.</i></p> <p><i>« La liste des documents ou catégories de documents destinés à l'élimination ainsi que les conditions de leur élimination sont fixées par accord entre l'autorité qui les a produits ou reçus et l'administration des archives.</i></p> <p><i>« Art. L. 212-3. — Lorsque les documents mentionnés à l'article L. 211-4 comportent des données à caractère personnel collectées dans le cadre de traitements automatisés régis par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ces données font l'objet, à l'expiration de la durée prévue au 5° de l'article 6 de ladite loi, d'une sélection pour déterminer les données destinées à être conservées et celles, dépourvues d'intérêt scientifique, statistique ou historique, destinées à être éliminées.</i></p> <p><i>« Les catégories de données destinées à l'élimination ainsi que les conditions de cette élimination sont fixées par accord entre l'autorité qui a produit ou reçu ces données et l'administration des archives.</i></p>	<p><i>« Art. L. 212-2. — À... ...courante, les archives publiques autres que celles mentionnées à l'article L. 212-3 font l'objet...</i></p> <p><i>...l'élimination.</i></p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p><i>« Art. L. 212-3. — Lorsque les archives publiques comportent...</i></p> <p><i>...éliminées.</i></p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Propositions de la commission
<p>Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés</p>	<p>« Art. L. 212-4. — I. — Les documents visés à l'article L. 211-4 qui, à l'issue de la sélection prévue aux articles L. 212-2 et L. 212-3, sont destinés à être conservés sont versés dans un service public d'archives dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat. Ce décret détermine les cas où, par dérogation aux dispositions qui précèdent, l'administration des archives laisse le soin de la conservation des documents d'archives produits ou reçus par certaines administrations ou certains organismes aux services compétents de ces administrations ou organismes. Il fixe les conditions de la coopération entre l'administration des archives et ces administrations ou organismes.</p>	<p>« Art. L. 212-4. — I. — Les archives publiques qui...</p>
<p>Art. 6. — Cf. annexe.</p>	<p>« Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux archives des collectivités territoriales.</p>	<p>...organismes lorsqu'ils présentent des conditions satisfaisantes de conservation, de sécurité, de communication et d'accès des documents. II... ...organismes.</p>
<p>Code du patrimoine</p>	<p>« II. — La conservation des documents d'archives publiques procédant de l'activité des personnes visées à l'article L. 211-4 qui n'ont pas encore fait l'objet de la sélection prévue aux articles L. 212-2 et L. 212-3 est assurée par ces personnes sous le contrôle scientifique et technique de l'administration des archives. Lesdites personnes peuvent, après en avoir fait la déclaration à l'administration des archives, déposer tout ou partie de ces documents auprès de personnes physiques ou morales agréées à cet effet. Le dépôt fait l'objet d'un contrat qui prévoit les modalités de communication et d'accès aux documents déposés, du contrôle de ces documents par l'administration des archives et de leur restitution au déposant à l'issue du contrat. Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités de la déclaration préalable ainsi que les conditions d'octroi et de retrait de l'agrément des</p>	<p>« Les... ...territoriales et des groupements de collectivités territoriales ».</p>
<p>Art. L. 211-4, L. 212-2 et L. 212-3. — Cf. supra.</p>		<p>« II. — La... ...prévoit les conditions de sécurité et de conservation des documents déposés ainsi que les modalités de leur communication et de leur accès, du contrôle...</p>



Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Propositions de la commission
<p>Code de la santé publique</p>	<p>dépositaires et précise le contenu des clauses devant figurer dans les contrats de dépôt.</p>	<p>...dépôt.</p>
<p>Art. L. 1111-8. — Cf. <i>annexe</i>.</p>	<p>« Les données de santé à caractère personnel sont déposées dans les conditions prévues à l'article L. 1111-8 du code de la santé publique.</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>
<p>Code du patrimoine</p>	<p>« III. — Les dispositions du II s'appliquent au dépôt de ceux des documents visés au premier alinéa du I qui ne sont pas soumis à l'obligation de versement dans un service public d'archives.</p>	<p>III. — (Sans modification).</p>
<p>Art. L. 212-5. — Lorsqu'il est mis fin à l'existence d'un ministère, service, établissement ou organisme détenteur d'archives publiques, celles-ci doivent être, à défaut d'une affectation différente déterminée par l'acte de suppression, versées à l'administration des archives.</p>	<p>« Art. L. 212-5. — Lorsqu'il est mis fin à l'existence d'un ministère, service, établissement ou organisme détenteur d'archives publiques, celles-ci sont, à défaut d'affectation déterminée par l'acte de suppression, versées à un service public d'archives. »</p>	<p>« Art. L. 212-5. — (Sans modification).</p>
<p>.....</p>		<p>Article additionnel</p>
		<p>I. — Après l'article L. 212-6 du code du patrimoine, il est inséré un article L. 212-6-1 ainsi rédigé :</p>
		<p>« Art. L. 212-6-1. — Les groupements de collectivités territoriales sont propriétaires de leurs archives et sont responsables de leur conservation et de leur mise en valeur. Ils peuvent également confier la conservation de leurs archives, par convention, au service d'archives de l'une des communes membres du groupement ou les déposer au service départemental d'archives compétent.</p>
		<p>« Le dépôt au service départemental d'archives est prescrit d'office par le préfet, après une mise en demeure restée sans effet, lorsqu'il est établi que la conservation des archives du groupement n'est pas convenablement assurée.</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Propositions de la commission					
<p>—</p> <p><i>Art. L. 212-9.</i> — Par dérogation au II de l'article 42 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, la mise à disposition des personnels scientifiques et de documentation de l'Etat auprès des départements pour exercer leurs fonctions dans les services départementaux d'archives n'est pas soumise à l'obligation de remboursement.</p>	<p>Article 4</p> <p>L'article L. 212-9 est ainsi complété :</p> <p>« Les directeurs des services départementaux d'archives sont choisis parmi les conservateurs ou les conservateurs généraux du patrimoine de l'Etat.</p> <p>« Un décret en Conseil d'Etat fixe <i>en tant que de besoin</i> les modalités d'application du présent article. »</p>	<p>—</p> <p><i>II. — En conséquence, rédiger comme suit la sous-section 2 de la section 1 du chapitre 2 du titre 1er du livre II du code du patrimoine :</i></p>	<p>« sous-section 2. — Archives des collectivités territoriales et des groupements de collectivités territoriales</p>	<p>Article 4</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	<p>« Un... ...fixe les modalités d'application du présent article.</p>
<p>Code du patrimoine</p>		<p>Article additionnel</p>	<p><i>A l'article L. 212-10 du code du patrimoine, après les mots : « aux collectivités territoriales » sont insérés les mots : « et aux groupements de collectivités territoriales ».</i></p>	<p>Article additionnel</p>	<p><i>I. — L'article L. 212-11 du code du patrimoine est complété par la phrase suivante : « Dans ce cas, les documents peuvent être conservés soit par les communes elles-mêmes soit par le groupement de collectivités territoriales dont elles sont membres ».</i></p>		

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Propositions de la commission
<p>—</p> <p><i>Art. L. 212-18.</i> — L'administration des archives notifie immédiatement au propriétaire l'ouverture de la procédure de classement.</p> <p>A compter de cette notification, tous les effets du classement s'appliquent de plein droit.</p> <p>Ils cessent de s'appliquer si une décision de classement n'est pas intervenue dans les six mois suivant la date à laquelle le propriétaire a accusé réception de la notification.</p> <p>.....</p>	<p>Article 5</p> <p><i>Au dernier alinéa de l'article L. 212-18, le mot : « six » est remplacé par le mot : « douze ».</i></p>	<p>II. — A l'article L. 212-12 du code du patrimoine, après les mots : « délibération du conseil municipal, » sont insérés les mots : « aux archives du groupement de collectivités territoriales dont elles sont membres ou ».</p> <p>III. — A l'article L. 212-12 du code du patrimoine, les mots : « ce dépôt », sont remplacés par les mots : « le dépôt au service départemental d'archives ».</p>
<p><i>Art. L. 212-23.</i> — Le propriétaire d'archives classées qui projette de les aliéner est tenu de notifier son intention à l'administration des archives.</p>	<p>Article 6</p> <p>L'article L. 212-23 est remplacé par les dispositions suivantes :</p> <p>« <i>Art. L. 212-23.</i> — Le propriétaire d'archives classées qui projette de les aliéner est tenu d'en faire préalablement la déclaration à l'administration des archives dans un délai fixé par décret en Conseil d'Etat. Il en est de même pour le propriétaire, le détenteur ou le dépositaire d'archives classées qui projette de les déplacer d'un lieu dans un autre.</p> <p>« Toute aliénation d'archives classées doit être notifiée à l'administration des archives par celui qui l'a consentie, dans un délai fixé par décret en Conseil d'Etat. Cette notification précise le nom et l'adresse du nou-</p>	<p>Article 5</p> <p><b>Supprimé.</b></p> <p>Article 6</p> <p><i>(Sans modification).</i></p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Propositions de la commission
<p>.....</p>	<p>vel acquéreur.</p> <p>« Il en est de même pour toute transmission d'archives classées par voie de succession, de partage, de donation ou de legs. La notification est faite par l'héritier, le copartageant, le donataire ou le légataire. »</p>	
<p><i>Art. L. 212-29.</i> — L'Etat peut subordonner la délivrance du certificat prévu à l'article L. 111-2 à la reproduction totale ou partielle, à ses frais, des archives privées non classées qui font l'objet, en application du même article, de la demande de certificat.</p>	<p>Article 7</p> <p>L'article L. 212-29 est modifié comme suit :</p> <p>1° Le premier alinéa est complété par la phrase suivante :</p> <p>« Il peut exercer ce droit pour son compte ou à la demande et pour le compte d'une collectivité territoriale, d'un établissement public ou d'une fondation reconnue d'utilité publique. » ;</p>	<p>Article 7</p> <p><i>(Sans modification).</i></p>
<p>Les opérations de reproduction ne peuvent excéder une durée de six mois à compter de ladite demande.</p>	<p>2° Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :</p> <p>« Les reproductions auxquelles il a été ainsi procédé sont communicables à toute personne qui en fait la demande, sauf si le propriétaire en a stipulé autrement avant l'exportation. Cette information est donnée au propriétaire lors de la demande de reproduction. »</p>	
<p>.....</p> <p><i>Art. L. 212-31.</i> — Tout officier public ou ministériel chargé de procéder à la vente publique d'archives privées ayant ou non fait l'objet d'une décision de classement au titre des archives his-</p>	<p>Article 8</p> <p>L'article L. 212-31 est complété par l'alinéa suivant :</p>	<p>Article 8</p> <p><i>(Sans modification).</i></p>

<b>Texte en vigueur</b>	<b>Texte du projet de loi</b>	<b>Propositions de la commission</b>
<p>—</p> <p>toriques ou toute société habilitée à organiser une telle vente, doit en donner avis à l'administration des archives au moins quinze jours à l'avance et accompagne cet avis de toutes indications utiles sur ces documents. Cet avis précise l'heure et le lieu de la vente. L'envoi d'un catalogue avec mention du but de cet envoi tiendra lieu d'avis.</p> <p>En cas de vente judiciaire, si le délai fixé à l'alinéa précédent ne peut être observé, l'officier public ou ministériel, aussitôt qu'il est désigné pour procéder à la vente, fait parvenir à l'administration des archives les indications ci-dessus énoncées.</p>	<p>—</p> <p>« La société habilitée à procéder à la vente de gré à gré de documents d'archives privées dans les conditions prévues au dernier alinéa de l'article L. 321-9 du code de commerce notifie sans délai la transaction à l'administration des archives, avec toutes indications utiles concernant lesdits biens. »</p>	<p>—</p>
<p><b>Code du commerce</b></p> <p><i>Art. L. 321-9. — Cf. annexe.</i></p>	<p>Article 9</p>	<p>Article 9</p>
<p><b>Code du patrimoine</b></p> <p><i>Art. L. 212-32. — S'il l'estime nécessaire à la protection du patrimoine d'archives, l'Etat exerce, sur tout document d'archives privées mis en vente publique, un droit de préemption par l'effet duquel il se trouve subrogé à l'adjudicataire.</i></p>	<p>L'article L. 212-32 est remplacé par les dispositions suivantes :</p> <p>« <i>Art. L. 212-32. — S'il l'estime nécessaire à la protection du patrimoine d'archives, l'Etat exerce, sur tout document d'archives privées mis en vente publique ou vendu de gré à gré dans les conditions prévues au dernier alinéa de l'article L. 321-9 du code de commerce, un droit de préemption par l'effet duquel il se trouve subrogé à l'adjudicataire ou à l'acheteur.</i></p> <p>« La déclaration par l'administration des archives qu'elle envisage d'user de son droit de préemption est faite, à l'issue de la vente, entre les mains de l'officier public ou ministériel dirigeant les adjudications ou de la société habilitée à organiser la vente publique ou la vente de gré à gré. La décision de l'autorité administrative doit, à peine de nullité, intervenir dans un délai de quinze jours à compter de la vente publique ou de la notification de la tran-</p>	<p>(<i>Sans modification</i>).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Propositions de la commission
<p>—</p> <p><i>Art. L. 212-33.</i> — L'Etat exerce également le droit de préemption prévu à l'article L. 212-32 à la demande et pour le compte des collectivités territoriales et des fondations reconnues d'utilité publique. Le même droit est exercé par la Bibliothèque nationale de France pour son propre compte.</p>	<p>saction de gré à gré. »</p> <p>Article 10</p> <p>Au premier alinéa de l'article L. 212-33, après les mots : « collectivités territoriales » sont insérés les mots : « , de la Nouvelle-Calédonie ».</p>	<p>Article 10</p> <p><i>(Sans modification).</i></p>
<p>En cas de demandes concurrentes, l'autorité administrative détermine le bénéficiaire.</p> <p>.....</p>	<p>Article 11</p> <p>Les articles L. 213-1 à L. 213-8 sont remplacés par les dispositions suivantes :</p>	<p>Article 11</p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p>
<p><i>Art. L. 213-1.</i> — Les documents dont la communication était libre avant leur dépôt aux archives publiques continueront d'être communiqués sans restriction d'aucune sorte à toute personne qui en fera la demande.</p>	<p>« <i>Art. L. 213-1.</i> — Les archives publiques, <i>quels qu'en soient le support, le lieu de détention ou le mode de conservation</i> sont, sous réserve des dispositions de l'article L. 213-2, communicables à toute personne qui en fait la demande.</p>	<p>« <i>Art. L. 213-1.</i> — Les archives publiques sont, sous réserve des dispositions de l'article L. 213-2 du code du patrimoine, communicables de plein droit.</p>
<p>Les documents mentionnés à l'article 1er de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal demeurent communicables dans les conditions fixées par cette loi.</p>	<p>« L'accès à ces archives s'exerce dans les conditions définies pour les documents administratifs à l'article 4 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal.</p>	<p><i>(Alinéa sans modification).</i></p>
<p>Tous les autres documents d'archives publiques pourront être librement consultés à l'expiration d'un délai de trente ans ou des délais spéciaux prévus à l'article L. 213-2.</p>		
<p><b>Loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal</b></p>		
<p><i>Art. 1<sup>er</sup> et 4.</i> — Cf. annexe.</p>		

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Propositions de la commission
<p style="text-align: center;">—</p> <p><b>Code du patrimoine</b></p> <p><i>Art. L. 211-4. — Cf. supra art. 2 du projet de loi.</i></p> <p><i>Art. L. 213-2. — Le délai au-delà duquel les documents d'archives publiques peuvent être librement consultés est porté à :</i></p> <p><i>a) Cent cinquante ans à compter de la date de naissance pour les documents comportant des renseignements individuels de caractère médical ;</i></p> <p><i>b) Cent vingt ans à compter de la date de naissance pour les dossiers de personnel ;</i></p>	<p><i>« Art. L. 213-2. — Par dérogation aux dispositions de l'article L. 213-1 :</i></p> <p><i>« I. — Les archives publiques ne peuvent être librement consultées qu'à l'expiration d'un délai de :</i></p> <p><i>« 1° Vingt-cinq ans à compter de la date du document ou du document le plus récent inclus dans le dossier :</i></p> <p><i>« a) Pour les documents dont la communication porte atteinte au secret des délibérations du Gouvernement et des autorités responsables relevant du pouvoir exécutif, à la conduite des relations extérieures, à la monnaie et au crédit public, au secret en matière commerciale et industrielle, à la recherche, par les services compétents, des infractions fiscales et douanières ou au secret en matière de statistiques sauf lorsque sont en cause des données collectées au moyen de questionnaires ayant trait aux faits et comportements d'ordre privé mentionnées au 3° ;</i></p> <p><i>« b) Pour les documents mentionnés au troisième alinéa de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 précitée ;</i></p> <p><i>« c) Pour les documents élaborés dans le cadre d'un contrat de prestation de service exécuté pour le compte d'une ou de plusieurs personnes déterminées, sauf si ces documents entrent, du fait de leur contenu, dans le champ d'application des dispositions des 2° à 4° du présent article ;</i></p> <p><i>« 2° Vingt-cinq ans à compter de la date du décès de l'intéressé, pour les documents dont la communication porte atteinte au secret médical. Si la date du décès n'est pas connue, le délai est de cent vingt ans à compter de la date de</i></p>	<p><i>« Art. L. 213-2. — (Alinéa sans modification).</i></p> <p><i>« I. — Les archives publiques sont communicables de plein droit à l'expiration d'un délai de :</i></p> <p><i>« 1° (Alinéa sans modification).</i></p> <p><i>« a) Pour...</i></p> <p><i>...au 4° ;</i></p> <p><i>« b) (Alinéa sans modification).</i></p> <p><i>« c) Pour....</i></p> <p><i>...des 3° et 4° du présent article ;</i></p> <p><i>« 2° (Sans modification).</i></p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Propositions de la commission
<p>c) Cent ans à compter de la date de l'acte ou de la clôture du dossier pour les documents relatifs aux affaires portées devant les juridictions, y compris les décisions de grâce, pour les minutes et répertoires des notaires ainsi que pour les registres de l'état civil et de l'enregistrement ;</p>	<p>naissance de la personne en cause ;</p> <p>« 3° Cinquante ans à compter de la date du document ou du document le plus récent inclus dans le dossier, pour les documents dont la communication porte atteinte au secret de la défense nationale, aux intérêts fondamentaux de l'Etat dans la conduite de la politique extérieure, à la sûreté de l'Etat, à la sécurité publique ou au secret en matière de statistiques lorsque sont en cause des données collectées au moyen de questionnaires ayant trait aux faits et comportements d'ordre privé.</p>	<p>« 3° (<i>Sans modification</i>).</p>
<p>d) Cent ans à compter de la date de recensement ou de l'enquête, pour les documents contenant des renseignements individuels ayant trait à la vie personnelle et familiale et, d'une manière générale, aux faits et comportements d'ordre privé, collectés dans le cadre des enquêtes statistiques des services publics ;</p>	<p>« Le même délai s'applique aux documents relatifs à la construction, à l'équipement et au fonctionnement des ouvrages, bâtiments ou partie de bâtiments utilisés pour la détention des personnes ou recevant habituellement des personnes détenues. Ce délai est décompté depuis la fin de l'affectation à ces usages des ouvrages, bâtiments ou partie de bâtiments en cause.</p>	
<p>e) Soixante ans à compter de la date de l'acte pour les documents qui contiennent des informations mettant en cause la vie privée ou intéressant la sûreté de l'Etat ou la défense nationale et dont la liste est fixée par décret en Conseil d'Etat.</p>	<p>« <i>Le même délai</i> ou, s'il est plus bref, un délai de <i>vingt-cinq</i> ans à compter de la date du décès de l'intéressé, <i>s'applique aux archives publiques</i> dont la communication porte atteinte à la protection de la vie privée, ou rend publique une appréciation ou un jugement de valeur sur une personne physiquement désignée ou facilement identifiable, ou fait apparaître le comportement d'une personne dans des conditions susceptibles de lui porter préjudice. Ce délai s'applique <i>notamment</i> aux documents relatifs aux affaires portées devant les juridictions <i>et</i> à l'exécution des décisions de justice <i>ainsi qu'</i>aux minutes et répertoires des officiers publics ou ministériels.</p>	<p>« 4° <i>Soixante-quinze ans</i> ou, s'il est... ...l'intéressé, <i>pour les documents</i> dont...</p>
	<p>« Le même délai s'applique, à compter de leur clôture, aux registres de mariage de l'Etat civil ;</p>	<p>...s'applique <i>en particulier</i> aux documents relatifs <i>aux enquêtes réalisées par les services de la police judiciaire</i>, aux affaires portées devant les juridictions <i>sous réserve des dispositions particulières applicables aux jugements</i>, à l'exécution des décisions de justice, aux minutes et répertoires des officiers publics ou ministériels, <i>et, à compter de leur clôture, aux registres de naissance et de mariage de l'Etat civil.</i></p>
		<p>« Le même délai s'applique aux documents susceptibles de porter atteinte à la sécurité des personnes.</p>



Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Propositions de la commission
<p>—</p> <p><i>Art. L. 213-3.</i> — Sous réserve, en ce qui concerne les minutes des notaires, des dispositions de l'article 23 de la loi du 25 ventôse an XI, l'administration des archives peut autoriser la consultation des documents d'archives publiques avant l'expiration des délais prévus au troisième alinéa de l'article L. 213-1 et à l'article L. 213-2.</p> <p>Cette consultation n'est assortie d'aucune restriction, sauf disposition expresse de la décision administrative portant autorisation.</p> <p>Par dérogation aux dispositions du premier alinéa du présent article, aucune autorisation ne peut être accordée aux fins de permettre la communication, avant l'expiration du délai légal de cent</p>	<p>—</p> <p>« 4° Cent ans, à compter de leur clôture, pour les registres de naissance de l'Etat civil. Le même délai s'applique, à compter de la date du document, ou du document le plus récent inclus dans le dossier, aux documents mentionnés au troisième alinéa du 3°, qui se rapportent à une personne mineure.</p> <p>« Le même délai s'applique aux documents relatifs aux affaires portées devant les juridictions et à l'exécution des décisions de justice en matière d'agressions sexuelles dont la communication porte atteinte à l'intimité de la vie sexuelle des personnes, ainsi qu'aux documents élaborés dans le cadre de l'enquête réalisée par les services de la police judiciaire.</p> <p>« II. — Ne peuvent être consultées les archives publiques dont la communication est susceptible d'entraîner la diffusion d'informations permettant de concevoir, fabriquer, utiliser ou localiser des armes nucléaires, biologiques, chimiques ou toutes autres armes ayant des effets directs ou indirects de destruction d'un niveau analogue.</p> <p>« Il en est de même pour les archives publiques dont la communication est de nature à porter atteinte à la sécurité des personnes ».</p> <p>« Art. L. 213-3. — I. — L'autorisation de consultation de documents d'archives publiques avant l'expiration des délais fixés au I de l'article L. 213-2 peut être accordée aux personnes qui en font la demande dans la mesure où l'intérêt qui s'attache à la consultation de ces documents ne conduit pas à porter une atteinte excessive aux intérêts que la loi a entendu protéger. Sous réserve, en ce qui concerne les minutes des notaires, des dispositions de l'article 23 de la loi du 25 ventôse an XI, l'autorisation est accordée par l'administration des archives aux personnes qui en font la demande après accord de l'autorité dont émanent les documents. Toutefois elle est accordée, pour les documents produits ou reçus par l'une ou l'autre des assemblées</p>	<p>—</p> <p>« 5° Cent ans ou, s'il est plus bref, un délai de vingt-cinq à compter de la date du document ou du document le plus récent inclus dans le dossier, pour les documents mentionnés au 4° qui se rapportent à une personne mineure.</p> <p>« Le même délai s'applique aux documents relatifs aux enquêtes réalisées par les services de la police judiciaire, aux affaires portées devant les juridictions, sous réserve des dispositions particulières relatives aux jugements ainsi qu'à l'exécution des décisions de justice dont la communication porte atteinte à l'intimité de la vie sexuelle des personnes.</p> <p>« II. — (Alinéa sans modification).</p> <p><b>Alinéa supprimé.</b></p> <p>« Art. L. 213-3. — I. — L'autorisation...</p> <p>...les minutes et répertoires des notaires...</p> <p>...documents.</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Propositions de la commission
<p>ans, des renseignements mentionnés au d de l'article L. 213-2.</p> <p><b>Loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat</b></p> <p><i>Art. 23. — Cf. annexe.</i></p>	<p><i>parlementaires, par l'autorité désignée par cette assemblée.</i></p> <p>« II. — L'administration des archives peut également, après accord de l'autorité dont émanent les documents, décider l'ouverture anticipée de fonds ou parties de fonds d'archives publiques. <i>La décision est prise, pour les fonds ou parties de fonds produits ou reçus par l'une ou l'autre des assemblées parlementaires, par l'autorité désignée par cette assemblée.</i></p> <p>« <i>Art. L. 213-4. — Le versement des documents d'archives publiques émanant du Président de la République, du Premier ministre et des autres membres du Gouvernement peut être assorti de la signature entre la partie versante et l'administration des archives d'un protocole relatif aux conditions de traitement, de conservation, de valorisation ou de communication du fonds versé, pendant la durée des délais prévus à l'article L. 213-2. Les stipulations de ce protocole peuvent également s'appliquer aux documents d'archives publiques émanant des collaborateurs personnels de l'autorité signataire.</i></p> <p>« Pour l'application de l'article L. 213-3, l'accord de la partie versante requis pour autoriser la consultation ou l'ouverture anticipée du fonds est donné par le signataire du protocole.</p> <p>« Le protocole cesse de plein droit d'avoir effet en cas de décès du signataire et, en tout Etat de cause, à la date d'expiration des délais prévus à l'article L. 213-2.</p> <p>« Les documents d'archives publiques versés antérieurement à la publication de la loi n° ..... du ..... demeurent régis par les protocoles alors signés. Toutefois, les clauses de ces protocoles relatives au mandataire désigné par l'autorité signataire cessent d'être applicables vingt-cinq ans</p>	<p>II. — L'administration...</p> <p>...publiques.</p> <p>« <i>Art. L. 213-4. — (Sans modification).</i></p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Propositions de la commission
<p style="text-align: center;">—</p> <p><b>Code du patrimoine</b></p>	<p>après le décès du signataire.</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>« Art. L. 213-5. — (Sans modification).</p>
<p><i>Art. L. 213-4.</i> — Toute administration détentrice d'archives publiques ou privées est tenue de motiver tout refus qu'elle oppose à une demande de communication de documents d'archives.</p>	<p>« <i>Art. L. 213-5.</i> — Toute administration détentrice d'archives publiques ou privées est tenue de motiver tout refus qu'elle oppose à une demande de communication de documents d'archives.</p>	
<p><i>Art. L. 213-6.</i> — Lorsque l'Etat et les collectivités territoriales reçoivent des archives privées à titre de don, de legs, de cession, de dépôt révocable ou de datation au sens de l'article 1131 et du I de l'article 1716 <i>bis</i> du code général des impôts, les administrations dépositaires sont tenues de respecter les conditions auxquelles la conservation et la communication de ces archives peuvent être soumises à la demande des propriétaires.</p>	<p>« <i>Art. L. 213-6.</i> — Les services publics d'archives qui reçoivent des archives privées à titre de don, de legs, de cession ou de dépôt sont tenus de respecter les stipulations du donateur, de l'auteur du legs, du cédant ou du déposant quant à la conservation et à la communication de ces archives.</p>	<p>« <i>Art. L. 213-6.</i> — (Sans modification).</p>
<p><i>Art. L. 213-5.</i> — Les dispositions des articles L. 213-1 à L. 213-3, L. 213-6 et L. 213-7 sont affichées de façon très apparente dans les locaux ouverts au public de l'administration des archives et des services des collectivités territoriales qui détiennent des archives publiques.</p>	<p>« <i>Art. L. 213-7.</i> — Les dispositions des articles L. 213-1 à L. 213-3, L. 213-5, L. 213-6 et L. 213-8 sont affichées de façon apparente dans les locaux ouverts au public des services publics d'archives.</p>	<p>« <i>Art. L. 213-7.</i> — (Sans modification).</p>
<p><i>Art. L. 213-7.</i> — Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions dans lesquelles sont délivrés les expéditions et extraits authentiques de documents d'archives.</p>	<p>« <i>Art. L. 213-8.</i> — Le décret en Conseil d'Etat prévu à l'article L. 213-9 détermine les conditions dans lesquelles sont délivrés les expéditions et extraits authentiques de documents d'archives.</p>	<p>« <i>Art. L. 213-8.</i> — Un décret en Conseil d'Etat détermine...</p>
<p>Un décret fixe le tarif des droits d'expédition ou d'extrait authentique des pièces conservées dans les services d'archives de l'Etat, des départements et des communes.</p>	<p>« Il précise notamment les conditions dans lesquelles donnent lieu à rémunération :</p>	<p>...d'archives.</p> <p>(Alinéa sans modification).</p>
	<p>« a) L'expédition ou l'extrait authentique des pièces conservées dans les services publics d'archives ;</p>	<p>« a) (Alinéa sans modification).</p>
	<p>« b) La certification authentique des copies des plans conservés dans ces mêmes services, exécutées à la même échelle que les originaux à la diligence</p>	<p>« b) (Alinéa sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Propositions de la commission
<p>—</p> <p><i>Art. L. 213-8.</i> — Les modalités d'application du présent chapitre sont fixées par décret en Conseil d'Etat.</p> <p>.....</p>	<p>des intéressés ;</p> <p>« c) La certification authentique des photocopies et de toutes reproductions et fixations des documents conservés dans ces mêmes services.</p> <p>« <i>Art. L. 213-9.</i> — <i>Les modalités d'application du présent chapitre sont fixées par décret en Conseil d'Etat.</i> »</p>	<p>—</p> <p>« c) (<i>Alinéa sans modification</i>).</p> <p>« <i>Art. L. 213-9.</i> — <b>Supprimé.</b></p>
<p><i>Art. L. 222-1.</i> — Pendant les vingt ans qui suivent la clôture du procès, la consultation intégrale ou partielle de l'enregistrement audiovisuel ou sonore, à des fins historiques ou scientifiques, peut être autorisée par l'autorité administrative.</p>	<p>A l'expiration de ce délai, la consultation est libre. La reproduction ou la diffusion, intégrale ou partielle, de l'enregistrement audiovisuel ou sonore est subordonnée à une autorisation accordée, après que toute personne justifiant d'un intérêt pour agir a été mise en mesure de faire valoir ses droits, par le président du tribunal de grande instance de Paris ou par le juge qu'il délègue à cet effet. Toutefois, la reproduction ou la diffusion, intégrale ou partielle, de l'enregistrement des audiences d'un procès pour crime contre l'humanité peut être autorisée dès que ce procès a pris fin par une décision devenue définitive.</p>	<p><i>Article additionnel</i></p> <p><i>I. — Le premier alinéa de l'article L. 222-1 du code du patrimoine est ainsi rédigé : « L'enregistrement audiovisuel ou sonore est communicable à des fins historiques ou scientifiques dès que l'instance a pris fin par une décision définitive. »</i></p> <p><i>II. — La première phrase du deuxième alinéa du même texte est supprimé.</i></p>
<p>Après cinquante ans, la reproduction et la diffusion des enregistrements audiovisuels ou sonores sont libres.</p>		

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Propositions de la commission
<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;">LIVRE II</p> <p style="text-align: center;">ARCHIVES</p> <p style="text-align: center;">TITRE Ier</p> <p style="text-align: center;">RÉGIME GÉNÉRAL DES ARCHIVES</p> <p style="text-align: center;">Chapitre 4 : Dispositions pénales</p> <p>.....</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;">Article 12</p> <p style="text-align: center;">Le chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre II est remplacé par les dispositions suivantes :</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;">Article 12</p> <p style="text-align: center;"><i>(Alinéa sans modification).</i></p>
<p><i>Art. L. 214-1.</i> — Le fait, pour toute personne, d'enfreindre les prescriptions de l'article L. 211-3 est passible des peines prévues aux articles 226-13 et 226-31 du code pénal.</p>	<p>« <i>Art. L. 214-1.</i> — Toute infraction aux dispositions de l'article L. 211-3 est passible des peines prévues aux articles 226-13 et 226-31 du code pénal.</p>	<p>« <i>Art. L. 214-1.</i> — <i>(Sans modification).</i></p>
<p style="text-align: center;"><b>Code pénal</b></p> <p><i>Art. 226-13, 226-31, 314-1 et 432-15.</i> — <i>Cf. annexe.</i></p>		
<p style="text-align: center;"><b>Code du patrimoine</b></p> <p><i>Art. L. 214-2.</i> — Sans préjudice de l'application des articles 314-1 et 432-15 du code pénal, le fait, pour tout fonctionnaire ou agent chargé de la collecte ou de la conservation d'archives, de violer les conditions de conservation ou de communication prévues à l'article L. 213-6 est puni d'une peine d'emprisonnement d'un an et d'une amende de 15 000 euros ou de l'une de ces deux peines.</p>	<p>« <i>Art. L. 214-2.</i> — Sans préjudice de l'application des articles 314-1 et 432-15 du code pénal, la violation, par un fonctionnaire ou agent chargé de la collecte ou de la conservation d'archives, des conditions de conservation ou de communication des archives privées mentionnées à l'article L. 213-6 est punie d'une peine d'emprisonnement d'un an et d'une amende de 15 000 €.</p>	<p>« <i>Art. L. 214-2.</i> — <i>(Sans modification).</i></p>
<p><i>Art. L. 213-6.</i> — <i>Cf. supra.</i></p>		
<p><i>Art. L. 214-3.</i> — Sans préjudice de l'application des articles 322-2 et 432-15 du code pénal, le fait, pour toute personne, lors de la cessation de ses fonctions, de détourner, même sans intention frauduleuse, des archives publiques dont elle est détentrice à raison de ces fonctions, est puni d'une peine d'emprisonnement d'un an et d'une amende de 3 750 euros ou de l'une de ces deux peines.</p>	<p>« <i>Art. L. 214-3.</i> — Sans préjudice de l'application des articles 322-2, 432-15, 432-16 et 433-4 du code pénal, le fait pour une personne détentrice d'archives publiques en raison de ses fonctions, de détourner ou soustraire tout ou partie de ces archives, ou de les détruire sans accord préalable de l'administration des archives, est puni d'une peine de trois ans d'emprisonnement et 45 000 € d'amende.</p> <p>« Est puni des mêmes peines le fait pour une personne détentrice d'ar-</p>	<p>« <i>Art. L. 214-3.</i> — <i>(Sans modification).</i></p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Propositions de la commission
<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;"><b>Code pénal</b></p> <p><i>Art. 121-3, 322-2, 432-15, 432-16, 433-4. — Cf. annexe.</i></p>	<p>chives publiques en raison de ses fonctions, d'avoir laissé détruire, détourner ou soustraire tout ou partie de ces archives sans accord préalable de l'administration des archives.</p>	
	<p>« Lorsque les faits prévus aux premier et deuxième alinéas sont commis par négligence dans les conditions et selon les distinctions prévues à l'article 121-3 du code pénal, les peines sont d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende.</p>	
	<p>« La tentative des délits prévus au premier alinéa et le fait, pour la personne visée au deuxième alinéa, d'avoir laissé commettre une telle tentative, sont punis des mêmes peines.</p>	
	<p>« <i>Art. L. 214-4.</i> — Les personnes physiques coupables des infractions prévues par l'article L. 214-3 encourent également les peines complémentaires suivantes :</p>	<p>« <i>Art. L. 214-4.</i> — (<i>Sans modification</i>).</p>
<p><i>Art. 131-21, 131-26 et 131-27. — Cf. annexe.</i></p>	<p>« 1° L'interdiction des droits civils, civiques et de famille, suivant les modalités prévues par l'article 131-26 du code pénal ;</p>	
	<p>« 2° l'interdiction, suivant les modalités prévues par l'article 131-27 du même code, d'exercer une fonction publique ou d'exercer l'activité professionnelle ou sociale dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de laquelle l'infraction a été commise ;</p>	
	<p>« 3° La confiscation, suivant les modalités prévues par l'article 131-21 du même code, des sommes ou objets irrégulièrement reçus par l'auteur de l'infraction, à l'exception des objets susceptibles de restitution.</p>	
<p style="text-align: center;"><b>Code du patrimoine</b></p>	<p>« <i>Art. L. 214-5.</i> — Le fait, pour une personne détentrice sans droit ni titre d'archives publiques, de ne pas les restituer sans délai à l'autorité compétente qui lui en fait la demande <i>comme prévu au deuxième alinéa de l'article L. 212-1</i>, est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende.</p>	<p>« <i>Art. L. 214-5.</i> — Le...</p>
<p><i>Art. L. 212-1. — Cf. supra.</i></p>		<p>...demande est puni...</p>
		<p>...d'amende.</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Propositions de la commission
<p>—</p> <p><i>Art. L. 214-4.</i> — Est punie d'une amende de 4 500 euros, pouvant être portée jusqu'au double de la valeur des archives aliénées ou détruites :</p>	<p>—</p> <p>« <i>Art. L. 214-6.</i> — Est punie de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende la destruction par leur propriétaire d'archives privées classées, en infraction aux dispositions de l'article L. 212-27.</p>	<p>—</p> <p>« <i>Art. L. 214-6.</i> — (<i>Sans modification</i>).</p>
<p>a) La destruction d'archives privées classées par leur propriétaire en infraction aux dispositions de l'article L. 212-27 ;</p>	<p>« <i>Art. L. 214-7.</i> — Sont punies d'une amende de 45 000 €, pouvant être portée jusqu'au double de la valeur des archives aliénées :</p>	<p>« <i>Art. L. 214-7.</i> — (<i>Sans modification</i>).</p>
<p>b) L'aliénation d'archives privées classées par leur propriétaire en infraction aux dispositions de l'article L. 212-23 ;</p>	<p>« 1° L'aliénation d'archives privées classées par leur propriétaire en infraction aux dispositions de l'article L. 212-23 ;</p>	
<p>c) La vente d'archives privées en infraction aux dispositions de l'article L. 212-31.</p>	<p>« 2° La vente d'archives privées en infraction aux dispositions de l'article L. 212-31.</p>	
<p><i>Art. L. 212-23, L. 212-27 et L. 212-31.</i> — <i>Cf. annexe.</i></p>		
<p><i>Art. L. 214-5.</i> — Est punie d'une amende de 3 750 euros :</p>	<p>« <i>Art. L. 214-8.</i> — Sont punis d'une amende de 30 000 € :</p>	<p>« <i>Art. L. 214-8.</i> — (<i>Sans modification</i>).</p>
<p>a) L'aliénation d'archives classées sans information de l'acquéreur de l'existence du classement dans les conditions prévues à l'article L. 212-24 ;</p>	<p>« 1° L'aliénation d'archives classées sans information de l'acquéreur de l'existence du classement dans les conditions prévues à l'article L. 212-24 ;</p>	
<p>b) La réalisation, sans l'autorisation administrative prévue à l'article L. 212-25, de toute opération susceptible de modifier ou d'altérer des archives classées ;</p>	<p>« 2° La réalisation, sans l'autorisation administrative prévue à l'article L. 212-25, de toute opération susceptible de modifier ou d'altérer des archives classées ;</p>	
<p>c) Le refus de présentation d'archives classées aux agents mentionnés à l'article L. 212-22.</p>	<p>« 3° Le refus de présentation d'archives classées ou en instance de classement aux agents mentionnés à l'article L. 212-22 ;</p>	
<p><i>Art. L. 212-22, L. 212-23, L. 212-24, L. 212-25.</i> — <i>Cf. annexe.</i></p>	<p>« 4° Le déplacement d'archives classées d'un lieu dans un autre en infraction aux dispositions du premier alinéa de l'article L. 212-23 ;</p>	
	<p>« 5° L'absence de notification d'une transmission d'archives classées</p>	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Propositions de la commission
<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;"><b>Code pénal</b></p> <p><i>Art. 131-39. — Cf. annexe.</i></p>	<p>par voie de succession, de partage, de donation ou de legs, en infraction aux dispositions du troisième alinéa de l'article L. 212-23 ;</p> <p style="text-align: center;">« <i>Art. L. 214-9.</i> — Les personnes morales déclarées responsables pénalement des infractions prévues à l'article L. 214-3 encourent les peines mentionnées aux 2°, 8° et 9° de l'article 131-39 du code pénal.</p> <p style="text-align: center;">« L'interdiction mentionnée au 2° de l'article 131-39 du code pénal porte sur l'activité dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de laquelle l'infraction a été commise.</p> <p style="text-align: center;">« <i>Art. L. 214-10.</i> — Toute personne ayant commis des faits susceptibles d'entraîner sa condamnation sur le fondement des articles 432-15 et 433-4 du code pénal peut faire l'objet d'une interdiction d'accès aux locaux où sont consultés des documents d'archives publiques. Cette mesure est prononcée par l'autorité administrative, pour une durée maximale de cinq ans, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat. »</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;">« <i>Art. L. 214-9.</i> — (<i>Sans modification</i>).</p> <p style="text-align: center;">« <i>Art. L. 214-10.</i> — (<i>Sans modification</i>).</p>
<p style="text-align: center;"><b>Code du patrimoine</b></p>	<p style="text-align: center;">Article 13</p>	<p style="text-align: center;">Article 13</p>
<p><i>Art. L. 730-1.</i> — Les articles L. 112-1 à L. 112-25, L. 114-2 à L. 114-5, L. 123-1 à L. 123-3, L. 131-1, L. 131-2, L. 132-1 à L. 132-6, L. 133-1, L. 143-1 à L. 143-14, L. 211-1 à L. 211-6, L. 212-1 à L. 212-28, L. 212-30 à L. 212-37, L. 213-1 à L. 213-8, L. 214-1 à L. 214-5, L. 221-1 à L. 221-5, L. 222-1 à L. 222-3, L. 310-1 à L. 310-6, L. 320-1 à L. 320-4, L. 410-1 à L. 410-4, L. 430-1, L. 430-2, L. 441-1, L. 441-2, L. 442-1 à L. 442-11, L. 451-1 à L. 451-10, L. 452-1 à L. 452-4, L. 510-1, L. 521-1, L. 522-1 à L. 522-8, L. 523-1 à L. 523-14, L. 524-1 à L. 524-16, L. 531-1 à L. 531-19, L. 532-1 à L. 532-14, L. 541-1, L. 541-2, L. 542-1 à L. 542-3, L. 544-1 à L. 544-13, L. 611-1, L. 612-2, L. 621-1 à L. 621-9, L. 621-11 à L. 621-27,</p>	<p>A l'article L. 730-1 <i>la référence à l'article L. 213-8 est remplacée par la référence à l'article L. 213-9 et la référence à l'article L. 214-5 est remplacée par la référence à l'article L. 214-10.</i></p>	<p>A l'article L. 730-1, la référence à l'article L. 214-5 est remplacée par la référence à l'article L. 214-10.</p>



Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Propositions de la commission
<p>L. 621-29 à L. 621-33, L. 622-1 à L. 622-21, L. 624-1 à L. 624-7, L. 630-1 et L. 642-1 à L. 642-7 sont applicables à Mayotte.</p>	<p>Article 14</p>	<p>Article 14</p>
<p><i>Art. L. 730-2.</i> — Pour son application à Mayotte, à l'article L. 213-6, les mots : "ou de dation au sens des articles 1131 et 1716 <i>bis</i> du code général des impôts" sont supprimés.</p>	<p>L'article L. 730-2 est abrogé.</p>	<p>(<i>Sans modification</i>).</p>
<p><i>Art. L. 730-3.</i> — Pour son application à Mayotte, au c de l'article L. 211-4, après les mots : "officiers publics ou ministériels", et au c de l'article L. 213-2 ainsi qu'à l'article L. 213-3, après le mot : "notaires", sont insérés les mots : "et des cadis".</p>	<p>Article 15</p>	<p>Article 15</p>
<p><i>Art. L. 211-4, L. 213-2 et L. 213-3.</i> — <i>Cf. supra.</i></p>	<p>L'article L. 730-3 est remplacé par les dispositions suivantes :</p>	<p>(<i>Alinéa sans modification</i>).</p>
<p>.....</p>	<p>« <i>Art. L. 730-3.</i> — Pour son application à Mayotte, au c de l'article L. 211-4 et au <i>deuxième</i> alinéa du 3° de l'article L. 213-2, après les mots : « officiers publics ou ministériels », sont insérés les mots : « et des cadis » .</p>	<p>« <i>Art. L. 730-3.</i> — Pour... ...au <i>premier</i> alinéa du 4° de...</p>
<p><i>Art. L. 760-2.</i> — Les articles L. 211-1 à L. 211-6, L. 212-1 à L. 212-5, L. 213-1 à L. 213-8 et L. 214-1 à L. 214-5 sont applicables dans les îles Wallis et Futuna aux archives relevant des services et établissements publics de l'Etat et des personnes morales chargées de la gestion d'un service public relevant de la compétence de l'Etat.</p>	<p>Article 16</p>	<p>Article 16</p>
<p><i>Art. L. 770-1.</i> — Les articles L. 131-1, L. 131-2, L. 132-1 à L. 132-6, L. 133-1, L. 211-1 à L. 211-6, L. 212-1 à L. 212-5, L. 212-15 à L. 212-28, L. 212-31 à L. 212-33, L. 212-37, L. 213-1 à L. 213-8, L. 214-1 à L. 214-5, L. 510-1, L. 532-1 à L. 532-14 et L. 544-5 à L. 544-11 sont applicables au territoire des Terres australes et antarctiques françaises.</p>	<p><i>Aux articles L. 760-2 et L. 770-1, la référence à l'article L. 213-8 est remplacée par la référence à l'article L. 213-9 et la référence à l'article L. 214-5 est remplacée par la référence à l'article L. 214-10.</i></p>	<p><i>A l'article L. 770-1, la référence à l'article L. 214-5 est remplacée par la référence à l'article L. 214-10.</i></p>

<b>Texte en vigueur</b>	<b>Texte du projet de loi</b>	<b>Propositions de la commission</b>
<p style="text-align: center;">—</p> <p><i>Art. L. 770-2.</i> — Pour l'application de l'article L. 770-1 au territoire des Terres australes et antarctiques françaises, à l'article L. 213-6, les mots : "ou de dation au sens des articles 1131 et 1716 bis du code général des impôts" sont supprimés.</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;">Article 17</p> <p>L'article L. 770-2 est abrogé.</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;">Article 17</p> <p><i>(Sans modification).</i></p>
<p style="text-align: center;"><b>Code général des impôts</b></p>	<p style="text-align: center;">TITRE II</p> <p style="text-align: center;"><b>DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES</b></p>	<p style="text-align: center;">TITRE II</p> <p style="text-align: center;"><b>DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES</b></p>
<p><i>Art. 238 bis – O AB.</i> — Ouvrent droit, à compter de la date de publication de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002 relative aux musées de France, à une réduction d'impôt sur le revenu ou d'impôt sur les sociétés, égale à 40 % de leur montant, les sommes consacrées par les entreprises à l'achat de biens culturels faisant l'objet à la date d'acquisition d'un refus de certificat en application des articles L. 111-4 et L. 121-1 du code du patrimoine, dans les conditions suivantes :</p> <p>a. le bien ne doit pas avoir fait l'objet d'une offre d'achat de l'Etat dans les conditions fixées par l'article L. 121-1 précité ;</p> <p>b. l'entreprise s'engage à consentir au classement du bien comme monument historique en application de l'article 16 de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques ;</p> <p>c. le bien ne doit pas être cédé avant l'expiration d'un délai de dix ans à compter de l'acquisition ;</p> <p>d. durant la période visée au c, le bien doit être placé en dépôt auprès d'un musée de France, d'un service public d'archives ou d'une bibliothèque relevant de l'Etat ou placée sous son</p>	<p style="text-align: center;">Article 18</p> <p>Le <i>b</i> de l'article 238 bis-O AB du code général des impôts est ainsi rédigé :</p> <p>« <i>b</i>) L'entreprise s'engage à consentir au classement du bien comme monument historique en application de l'article L. 622-4 du code du patrimoine ou comme archives historiques en application de l'article L. 212-15 du même code. »</p>	<p style="text-align: center;">Article 18</p> <p><i>(Sans modification).</i></p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Propositions de la commission
<p>contrôle technique.</p> <p>La réduction d'impôt est subordonnée à l'agrément du ministre de l'économie et des finances qui se prononce après avis de la commission prévue à l'article L. 111-4 précité.</p> <p>Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du présent article.</p> <p><b>Code du patrimoine</b></p> <p><i>Art. L. 212-15 et L. 622-4. — Cf. annexe.</i></p>	<p>Article 19</p>	<p>Article 19</p>
<p><b>Loi n°51-711 du 7 juin 1951 sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques.</b></p> <p><i>Art. 6. —</i> Sous réserve des dispositions des articles 40, 56, 76, 97 et 99 du code de procédure pénale les renseignements individuels figurant sur les questionnaires revêtus du visa prévu à l'article 2 et ayant trait à la vie personnelle et familiale et d'une manière générale, aux faits et comportement d'ordre privé, ne peuvent être l'objet d'aucune communication de la part du service dépositaire avant l'expiration du délai de cent ans suivant la date de réalisation du recensement ou de l'enquête.</p> <p>Sous réserve des dispositions des articles 40, 56, 76, 97 et 99 du code de procédure pénale, les renseignements individuels d'ordre économique ou financier figurant dans les questionnaires revêtus du visa prévu à l'article 2 ne</p>	<p>L'article 6 de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques est modifié comme suit :</p> <p>1° Au premier alinéa :</p> <p>a) Après les mots : « code de procédure pénale » sont insérés les mots : « et de celles de l'article L. 213-3 du code du patrimoine, » ;</p> <p>b) Les mots : « cent ans » sont remplacés par les mots : « cinquante ans » ;</p> <p>2° Au deuxième alinéa, les mots : « trente ans » sont remplacés par les mots : « vingt-cinq ans ».</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p> <p>1° (Alinéa sans modification).</p> <p>a) (Alinéa sans modification).</p> <p>b) Les mots : « cent ans suivant la date de réalisation du recensement ou de l'enquête » sont remplacés par les mots : « soixante-quinze ans suivant la date de réalisation du recensement ou de l'enquête, ou s'il est plus bref, du délai de vingt-cinq ans à compter de la date du décès des intéressés ».</p> <p>2° Au deuxième alinéa :</p> <p>a) Après les mots : « code de procédure pénale », sont insérés les</p>

**Texte en vigueur**

peuvent, sauf décision de l'autorité administrative, prise après avis du comité du secret statistique, faire l'objet d'aucune communication de la part du service dépositaire avant l'expiration d'un délai de trente ans suivant la date de réalisation du recensement ou de l'enquête.

Ces renseignements ne peuvent en aucun cas être utilisés à des fins de contrôle fiscal ou de répression économique. Par application des dispositions de l'article L. 84 du livre des procédures fiscales et de l'article L. 64 A du code des douanes, les administrations dépositaires de renseignements de cette nature ne sont pas tenues par les obligations relatives au droit de communication.

Les agents des services publics et des organisations appelés à servir d'intermédiaires pour les enquêtes dans les conditions fixées à l'article 4 sont astreints au secret professionnel sous les sanctions prévues aux articles 226-13 et 226-14 du Code pénal.

Les recensements et enquêtes statistiques effectués conformément aux dispositions de la présente loi ont le caractère d'archives publiques.

**Code du patrimoine**

*Art. L. 213-3. — Cf. supra.*

**Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés**

*Art. 36. —* Les données à caractère personnel ne peuvent être conservées au-delà de la durée prévue au 5° de l'article 6 qu'en vue d'être traitées à des fins historiques, statistiques ou scientifiques ; le choix des données ainsi conservées est opéré dans les conditions prévues à l'article L. 212-4 du code du patrimoine.

Les traitements dont la finalité se limite à assurer la conservation à long terme de documents d'archives dans le

**Texte du projet de loi**

Article 20

Au premier alinéa de l'article 36 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, la référence à l'article L. 212-4 du code du patrimoine est remplacée par la référence à l'article L. 212-3 du même code.

**Propositions de la commission**

*mots : « et de celles de l'article L. 213-3 du code du patrimoine » ;*

*b) Les mots : « trente ans » sont remplacés par les mots : « vingt-cinq ans ».*

Article 20

*(Sans modification).*

**Texte en vigueur**

cadre du livre II du même code sont dispensés des formalités préalables à la mise en oeuvre des traitements prévues au chapitre IV de la présente loi.

Il peut être procédé à un traitement ayant des finalités autres que celles mentionnées au premier alinéa :

- soit avec l'accord exprès de la personne concernée ;

- soit avec l'autorisation de la Commission nationale de l'informatique et des libertés ;

- soit dans les conditions prévues au 8° du II et au IV de l'article 8 s'agissant de données mentionnées au I de ce même article.

**Code du patrimoine**

*Art. L. 212-3 et L. 212-4. — Cf. supra.*

**Ordonnance n° 58-1100  
du 17 novembre 1958  
relative au fonctionnement  
des assemblées parlementaires**

*Art. 6. — .....*

IV. — Les auditions auxquelles procèdent les commissions d'enquête sont publiques. Les commissions organisent cette publicité par les moyens de leur choix. Toutefois, elles peuvent décider l'application du secret ; dans ce cas, les dispositions du dernier alinéa du présent article sont applicables.

L'assemblée intéressée peut décider, par un vote spécial et après s'être constituée en comité secret de ne pas autoriser la publication de tout ou partie du rapport d'une commission d'enquête.

Sera punie des peines prévues aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal toute personne qui, dans un délai de trente ans, divulguera ou publiera une information relative aux travaux non publics d'une commission d'enquête, sauf si le rapport publié à la fin des travaux de la commission a fait état de

**Texte du projet de loi**

**Propositions  
de la commission**

*Article additionnel*

*Au troisième alinéa du IV de l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires, les mots : « trente ans » sont remplacés par les mots : « vingt-cinq ans, sous réserve des délais plus longs pré-*

**Texte en vigueur**

cette information.

**Code du patrimoine**

*Art. L. 213-2. — Cf. supra.*

**Loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal**

*Art. 1er.* — Le droit de toute personne à l'information est précisé et garanti par les dispositions des chapitres Ier, III et IV du présent titre en ce qui concerne la liberté d'accès aux documents administratifs.

Sont considérés comme documents administratifs, au sens des chapitres Ier, III et IV du présent titre, quel que soit le support utilisé pour la saisie, le stockage ou la transmission des informations qui en composent le contenu, les documents élaborés ou détenus par l'Etat, les collectivités territoriales ainsi que par les autres personnes de droit public ou les personnes de droit privé chargées de la gestion d'un service public, dans le cadre de leur mission de service public. Constituent de tels documents notamment les dossiers, rapports, études, comptes rendus, procès-verbaux, statistiques, directives, instructions, circulaires, notes et réponses mi-

**Texte du projet de loi**

**Propositions de la commission**

*vis à l'article L. 213-2 du code du patrimoine ».*

*Article additionnel*

*Après l'article 7 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires, il est inséré un article 7 bis ainsi rédigé :*

*« Art. 7 bis. — Chaque assemblée parlementaire est propriétaire de ses archives et responsable de leur conservation et de leur mise en valeur. Elle détermine les conditions dans lesquelles ses archives sont collectées, conservées, classées et communiquées. »*

*Article additionnel*

*I. — Au deuxième alinéa de l'article premier de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal, les mots : « quel que soit le support utilisé pour la saisie, le stockage ou la transmission des informations qui en composent le contenu, les documents élaborés ou détenus » sont remplacés par les mots : « quels que soient leur date, leur lieu de conservation, leur forme et leur support matériel, les documents produits ou reçus ».*

**Texte en vigueur**

nistérielles, correspondances, avis, prévisions et décisions.

Ne sont pas considérés comme documents administratifs, au sens du présent titre, les actes des assemblées parlementaires, les avis du Conseil d'Etat et des juridictions administratives, les documents de la Cour des comptes mentionnés à l'article L. 140-9 du code des juridictions financières et les documents des chambres régionales des comptes mentionnés à l'article L. 241-6 du même code, les documents d'instruction des réclamations adressées au Médiateur de la République, les documents préalables à l'élaboration du rapport d'accréditation des établissements de santé prévu à l'article L. 6113-6 du code de la santé publique et les rapports d'audit des établissements de santé mentionnés à l'article 40 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2001 (n° 2000-1257 du 23 décembre 2000).

.....

*Art. 6. — I. —* Ne sont pas communicables les documents administratifs dont la consultation ou la communication porterait atteinte :

- au secret des délibérations du Gouvernement et des autorités responsables relevant du pouvoir exécutif ;

**Texte du projet de loi**

**Propositions  
de la commission**

*II. — En conséquence, les mots : « élaborés ou détenus » sont remplacés par les mots : « produits ou reçus » dans l'ensemble des articles de la loi visée au I.*

*Article additionnel*

*Au troisième alinéa de l'article premier de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal, les mots : « actes des assemblées parlementaires » sont remplacés par les mots : « actes et documents produits ou reçus par les assemblées parlementaires ».*

*Article additionnel*

*L'article 6 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal est ainsi rédigé :*

*« Art. 6. — I. — Ne sont communicables qu'à l'intéressé les documents administratifs :*

*« - dont la communication porterait atteinte à la protection de la vie privée, au secret médical et au secret en matière commerciale et industrielle ;*

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Propositions de la commission
<p>—</p> <p>- au secret de la défense nationale ;</p>	<p>—</p>	<p>« - portant une appréciation ou un jugement de valeur sur une personne physique, nommément désignée ou facilement identifiable ;</p>
<p>- à la conduite de la politique extérieure de la France ;</p>		<p>« - faisant apparaître le comportement d'une personne, dès lors que la divulgation de ce comportement pourrait lui porter préjudice.</p>
<p>- à la sûreté de l'Etat, à la sécurité publique ou à la sécurité des personnes ;</p>		<p>« Les informations à caractère médical sont communiquées à l'intéressé, selon son choix, directement ou par l'intermédiaire d'un médecin qu'il désigne à cet effet, dans le respect des dispositions de l'article L. 1111-7 du code de la santé publique.</p>
<p>- à la monnaie et au crédit public ;</p>		
<p>- au déroulement des procédures engagées devant les juridictions ou d'opérations préliminaires à de telles procédures, sauf autorisation donnée par l'autorité compétente ;</p>		
<p>- à la recherche, par les services compétents, des infractions fiscales et douanières ;</p>		
<p>- ou, de façon générale, aux secrets protégés par la loi.</p>		
<p>II. - Ne sont communicables qu'à l'intéressé les documents administratifs :</p>		<p>« II. — Les documents administratifs, non communicables en application du I, sont communicables dans les conditions définies à l'article L. 213-2 du code du patrimoine.</p>
<p>- dont la communication porterait atteinte au secret de la vie privée et des dossiers personnels, au secret médical et au secret en matière commerciale et industrielle ;</p>		
<p>- portant une appréciation ou un jugement de valeur sur une personne physique, nommément désignée ou facilement identifiable ;</p>		



**Texte en vigueur**

—

- faisant apparaître le comportement d'une personne, dès lors que la divulgation de ce comportement pourrait lui porter préjudice.

Les informations à caractère médical sont communiquées à l'intéressé, selon son choix, directement ou par l'intermédiaire d'un médecin qu'il désigne à cet effet, dans le respect des dispositions de l'article L. 1111-7 du code de la santé publique.

III. — Lorsque la demande porte sur un document comportant des mentions qui ne sont pas communicables en application du présent article mais qu'il est possible d'occulter ou de disjointre, le document est communiqué au demandeur après occultation ou disjointre de ces mentions.

Les documents administratifs non communicables au sens du présent chapitre deviennent consultables au terme des délais et dans les conditions fixés par les articles L. 213-1 et L. 213-2 du code du patrimoine.

**Code de la santé publique**

*Art. L. 1111-7.* — Toute personne a accès à l'ensemble des informations concernant sa santé détenues, à quelque titre que ce soit, par des professionnels et établissements de santé, qui sont formalisées ou ont fait l'objet d'échanges écrits entre professionnels de santé, notamment des résultats d'examen, comptes rendus de consultation, d'intervention, d'exploration ou d'hospitalisation, des protocoles et prescriptions thérapeutiques mis en oeuvre, feuilles de surveillance, correspondances entre professionnels de santé, à l'exception des informations mentionnant qu'elles ont été recueillies auprès de tiers n'intervenant pas dans la prise en charge thérapeutique ou concernant un tel tiers.

Elle peut accéder à ces informations directement ou par l'intermédiaire d'un médecin qu'elle désigne et en obtenir communication, dans des conditions définies par voie réglementaire au plus

**Texte du projet de loi**

**Propositions  
de la commission**

—

*« III. — Lorsque la demande porte sur un document comportant des mentions qui ne sont pas communicables en application du présent article mais qu'il est possible d'occulter ou de disjointre, le document est communiqué au demandeur après occultation ou disjointre de ces mentions. »*

**Texte en vigueur**

---

tard dans les huit jours suivant sa demande et au plus tôt après qu'un délai de réflexion de quarante-huit heures aura été observé. Ce délai est porté à deux mois lorsque les informations médicales datent de plus de cinq ans ou lorsque la commission départementale des hospitalisations psychiatriques est saisie en application du quatrième alinéa.

La présence d'une tierce personne lors de la consultation de certaines informations peut être recommandée par le médecin les ayant établies ou en étant dépositaire, pour des motifs tenant aux risques que leur connaissance sans accompagnement ferait courir à la personne concernée. Le refus de cette dernière ne fait pas obstacle à la communication de ces informations.

A titre exceptionnel, la consultation des informations recueillies, dans le cadre d'une hospitalisation sur demande d'un tiers ou d'une hospitalisation d'office, peut être subordonnée à la présence d'un médecin désigné par le demandeur en cas de risques d'une gravité particulière. En cas de refus du demandeur, la commission départementale des hospitalisations psychiatriques est saisie. Son avis s'impose au détenteur des informations comme au demandeur.

Sous réserve de l'opposition prévue à l'article L. 1111-5, dans le cas d'une personne mineure, le droit d'accès est exercé par le ou les titulaires de l'autorité parentale. A la demande du mineur, cet accès a lieu par l'intermédiaire d'un médecin.

En cas de décès du malade, l'accès des ayants droit à son dossier médical s'effectue dans les conditions prévues par le dernier alinéa de l'article L. 1110-4.

La consultation sur place des informations est gratuite. Lorsque le demandeur souhaite la délivrance de copies, quel qu'en soit le support, les frais laissés à sa charge ne peuvent excéder le coût de la reproduction et, le cas échéant, de l'envoi des documents.

**Texte du projet de loi**

**Propositions  
de la commission**

**Texte en vigueur**

**Code du patrimoine**

*Art. L. 213-2. — Cf. supra.*

**Loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal**

*Art. 20. —* La commission d'accès aux documents administratifs est une autorité administrative indépendante.

Elle est chargée de veiller au respect de la liberté d'accès aux documents administratifs et aux archives publiques ainsi qu'à l'application du chapitre II relatif à la réutilisation des informations publiques dans les conditions prévues par le présent titre et par le titre Ier du livre II du code du patrimoine.

Elle émet des avis lorsqu'elle est saisie par une personne à qui est opposé un refus de communication d'un document administratif en application du chapitre Ier, un refus de consultation des documents d'archives publiques, à l'exception des documents mentionnés au c de l'article L. 211-4 du code du patrimoine, ou une décision défavorable en matière de réutilisation d'informations publiques.

La saisine pour avis de la commission est un préalable obligatoire à l'exercice d'un recours contentieux.

**Code général des collectivités territoriales**

*Art. L. 1421-1. —* Les règles générales relatives aux archives des collectivités territoriales sont fixées par les dispositions des articles L. 212-6 à L. 212-

**Texte du projet de loi**

**Propositions de la commission**

*Article additionnel*

*Au troisième alinéa de l'article 20 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal, après les mots : « à l'exception des documents » sont insérés les mots : « mentionnés au troisième alinéa de l'article 1<sup>er</sup> de la présente loi et ».*

*Article additionnel*

*A l'article L. 1421-1 du code général des collectivités territoriales, après les mots : « collectivités territo-*

**Texte en vigueur**

—  
10 et L. 212-33 du code du patrimoine.

**Texte du projet de loi**

—

**Propositions  
de la commission**

—  
*riales », sont insérés les mots : « et des  
groupements de collectivités territoria-  
les ».*

## TABLEAU COMPARATIF

Texte en vigueur	Texte du projet de loi organique	Propositions de la commission
<p style="text-align: center;"><b>Code du patrimoine</b></p> <p><i>Art. 211-3.</i> — Tout fonctionnaire ou agent chargé de la collecte ou de la conservation d'archives en application des dispositions du présent titre est tenu au secret professionnel en ce qui concerne tout document qui ne peut être légalement mis à la disposition du public.</p> <p><i>Art. L. 212-2 à L. 212-4, L. 213-2, L. 213-3, L. 214-1, L. 214-3, L. 214-4, L. 214-5, L. 214-9 et L. 214-10.</i> — Cf. <i>Art. 3, 11 et 12 du projet de loi relatif aux archives.</i></p>	<p style="text-align: center;"><b>Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel et relatif à ses archives</b></p> <p style="text-align: center;">Article unique</p> <p>Il est ajouté à l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel un article 61 ainsi rédigé :</p> <p style="text-align: center;">« <i>Art. 61.</i> — Les dispositions des articles L. 211-3, L. 212-1, L. 212-2, L. 212-3, L. 212-4, L. 213-3, L. 214-1, L. 214-3, L. 214-4, L. 214-5, L. 214-9 et L. 214-10 du code du patrimoine s'appliquent aux archives qui procèdent de l'activité du Conseil constitutionnel. Le délai à l'expiration duquel ces archives peuvent être librement consultées est celui fixé au 1° du I de l'article L. 213-2 du même code. »</p>	<p style="text-align: center;"><i>La commission propose d'adopter le présent projet de loi organique sans modification.</i></p>



## ANNEXE AU TABLEAU COMPARATIF

	<u>Pages</u>
<b>Code du commerce</b> .....	96
<i>Art. L. 321-9</i>	
<b>Code du patrimoine</b> .....	96
<i>Art. L. 212-10, L. 212-11, L. 212-12, L. 212-14, L. 212-15, L. 212-22, L. 212-23, L. 212-24, L. 212-25, L. 212-27, L. 212-31 et L. 622-4</i>	
<b>Code pénal</b> .....	98
<i>Art. 121-3, 131-21, 131-26, 131-27, 131-39, 226-13, 226-31, 314-1, 322-2, 432-15, 432-16 et 433-4</i>	
<b>Code de la santé publique</b> .....	102
<i>Art. L. 1111-8</i>	
<b>Loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat</b> .....	104
<i>Art. 23</i>	
<b>Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés</b> .....	104
<i>Art. 6</i>	
<b>Loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal</b> .....	105
<i>Art. 1<sup>er</sup> et 4</i>	

### **Code du commerce**

*Art. L. 321-9.* — Les personnes mentionnées à l'article L. 321-8 sont seules habilitées à diriger la vente, à désigner le dernier enchérisseur comme adjudicataire ou à déclarer le bien non adjugé et à dresser le procès-verbal de cette vente.

Le procès-verbal est arrêté au plus tard un jour franc après clôture de la vente. Il mentionne les nom et adresse du nouveau propriétaire déclarés par l'adjudicataire, l'identité du vendeur, la désignation de l'objet ainsi que son prix constaté publiquement.

Dans le délai de quinze jours à compter de la vente, le vendeur peut, par l'intermédiaire de la société, vendre de gré à gré les biens déclarés non adjugés à l'issue des enchères. Cette transaction n'est précédée d'aucune exposition ni publicité. Elle ne peut être faite à un prix inférieur à la dernière enchère portée avant le retrait du bien de la vente ou, en l'absence d'enchères, au montant de la mise à prix. Le dernier enchérisseur est préalablement informé s'il est connu. Elle fait l'objet d'un acte annexé au procès-verbal de la vente.

### **Code du patrimoine**

*Art. L. 212-10* — La conservation et la mise en valeur des archives appartenant aux collectivités territoriales, ainsi que de celles gérées par les services départementaux d'archives en application des articles L. 212-6 et L. 212-8 sont assurées conformément à la législation applicable en la matière sous le contrôle scientifique et technique de l'Etat.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du présent article, et notamment les conditions dans lesquelles les conservateurs d'archives, appartenant au personnel scientifique de l'Etat, mis à disposition du président du conseil général ou régional ou, en Corse, du président du conseil exécutif, peuvent assurer le contrôle scientifique et technique prévu à l'alinéa précédent.

*Art. L. 212-11* — Les documents de l'état civil ayant plus de cent cinquante ans de date, les plans et registres cadastraux ayant cessé d'être en service depuis au moins trente ans et les autres documents d'archives ayant plus de cent ans de date, conservés dans les archives des communes de moins de 2 000 habitants, sont obligatoirement déposés aux archives du département, sauf dérogation accordée par le préfet sur la demande du maire.

*Art. L. 212-12* — Les documents mentionnés à l'article L. 212-11, conservés dans les archives des communes de 2 000 habitants ou plus, peuvent être déposés par le maire, après délibération du conseil municipal, aux archives du département.

Ce dépôt est prescrit d'office par le préfet, après une mise en demeure restée sans effet, lorsqu'il est établi que la conservation des archives d'une commune n'est pas convenablement assurée.



*Art. L. 212-14* — Les documents mentionnés aux articles L. 212-11 à L. 212-13, déposés par le maire, restent la propriété de la commune.

La conservation, le classement et la communication des documents d'archives communales déposés sont assurés dans les conditions prévues pour les archives départementales proprement dites.

Il n'est procédé, dans les fonds d'archives communales déposés aux archives du département, à aucune élimination sans l'autorisation du conseil municipal.

*Art. L. 212-15* — Les archives privées qui présentent pour des raisons historiques un intérêt public peuvent être classées comme archives historiques, sur proposition de l'administration des archives, par décision de l'autorité administrative.

*Art. L. 212-22* — Les propriétaires ou possesseurs d'archives classées sont tenus, lorsqu'ils en sont requis, de les présenter aux agents accrédités à cette fin dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.

*Art. L. 212-23* — Le propriétaire d'archives classées qui projette de les aliéner est tenu de notifier son intention à l'administration des archives.

*Art. L. 212-24* — Tout propriétaire d'archives classées qui procède à leur aliénation est tenu de faire connaître à l'acquéreur l'existence du classement.

*Art. L. 212-25* — Sauf autorisation de l'administration des archives, les archives classées ne peuvent être soumises à aucune opération susceptible de les modifier ou de les altérer.

*Art. L. 212-27* — Toute destruction d'archives classées ou en instance de classement est interdite.

Toutefois, lorsqu'il apparaît, lors de l'inventaire initial du fonds, que certains documents sont dépourvus d'intérêt historique, il peut être procédé à leur élimination dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article L. 212-3, en accord entre le propriétaire du fonds et l'administration des archives.

*Art. L. 212-31* — Tout officier public ou ministériel chargé de procéder à la vente publique d'archives privées ayant ou non fait l'objet d'une décision de classement au titre des archives historiques ou toute société habilitée à organiser une telle vente, doit en donner avis à l'administration des archives au moins quinze jours à l'avance et accompagne cet avis de toutes indications utiles sur ces documents. Cet avis précise l'heure et le lieu de la vente. L'envoi d'un catalogue avec mention du but de cet envoi tiendra lieu d'avis.

En cas de vente judiciaire, si le délai fixé à l'alinéa précédent ne peut être observé, l'officier public ou ministériel, aussitôt qu'il est désigné pour procéder à la vente, fait parvenir à l'administration des archives les indications ci-dessus énoncées.

*Art. L622-4* — Les objets mobiliers appartenant à une personne privée peuvent être classés au titre des monuments historiques, avec le consentement du propriétaire, par décision de l'autorité administrative.

A défaut de consentement du propriétaire, le classement d'office est prononcé par un décret en Conseil d'Etat pris après avis de la Commission nationale des monuments historiques.

Le classement pourra donner lieu au paiement d'une indemnité représentative du préjudice résultant pour le propriétaire de l'application de la servitude de classement d'office. La demande d'indemnité devra être produite dans les six mois à dater de la notification du décret de classement. A défaut d'accord amiable, l'indemnité est fixée par le tribunal d'instance.

### **Code pénal**

*Art. 121-3* — Il n'y a point de crime ou de délit sans intention de le commettre.

Toutefois, lorsque la loi le prévoit, il y a délit en cas de mise en danger délibérée de la personne d'autrui.

Il y a également délit, lorsque la loi le prévoit, en cas de faute d'imprudence, de négligence ou de manquement à une obligation de prudence ou de sécurité prévue par la loi ou le règlement, s'il est établi que l'auteur des faits n'a pas accompli les diligences normales compte tenu, le cas échéant, de la nature de ses missions ou de ses fonctions, de ses compétences ainsi que du pouvoir et des moyens dont il disposait.

Dans le cas prévu par l'alinéa qui précède, les personnes physiques qui n'ont pas causé directement le dommage, mais qui ont créé ou contribué à créer la situation qui a permis la réalisation du dommage ou qui n'ont pas pris les mesures permettant de l'éviter, sont responsables pénalement s'il est établi qu'elles ont, soit violé de façon manifestement délibérée une obligation particulière de prudence ou de sécurité prévue par la loi ou le règlement, soit commis une faute caractérisée et qui exposait autrui à un risque d'une particulière gravité qu'elles ne pouvaient ignorer.

Il n'y a point de contravention en cas de force majeure.

*Art. 131-21* — La peine complémentaire de confiscation est encourue dans les cas prévus par la loi ou le règlement. Elle est également encourue de plein droit pour les crimes et pour les délits punis d'une peine d'emprisonnement d'une durée supérieure à un an, à l'exception des délits de presse.

La confiscation porte sur tous les biens meubles ou immeubles, quelle qu'en soit la nature, divis ou indivis, ayant servi à commettre l'infraction ou qui étaient destinés à la commettre, et dont le condamné est propriétaire ou, sous réserve des droits du propriétaire de bonne foi, dont il a la libre disposition.

Elle porte également sur tous les biens qui sont l'objet ou le produit direct ou indirect de l'infraction, à l'exception des biens susceptibles de restitution à la victime. Si le produit de l'infraction a été mêlé à des fonds d'origine licite

pour l'acquisition d'un ou plusieurs biens, la confiscation peut ne porter sur ces biens qu'à concurrence de la valeur estimée de ce produit.

La confiscation peut en outre porter sur tout bien meuble ou immeuble défini par la loi ou le règlement qui réprime l'infraction.

S'il s'agit d'un crime ou d'un délit puni d'au moins cinq ans d'emprisonnement et ayant procuré un profit direct ou indirect, la confiscation porte également sur les biens meubles ou immeubles, quelle qu'en soit la nature, divis ou indivis, appartenant au condamné lorsque celui-ci, mis en mesure de s'expliquer sur les biens dont la confiscation est envisagée, n'a pu en justifier l'origine.

Lorsque la loi qui réprime le crime ou le délit le prévoit, la confiscation peut aussi porter sur tout ou partie des biens appartenant au condamné, quelle qu'en soit la nature, meubles ou immeubles, divis ou indivis.

La confiscation est obligatoire pour les objets qualifiés de dangereux ou nuisibles par la loi ou le règlement, ou dont la détention est illicite, que ces biens soient ou non la propriété du condamné.

Lorsque la chose confisquée n'a pas été saisie ou ne peut être représentée, la confiscation est ordonnée en valeur. Pour le recouvrement de la somme représentative de la valeur de la chose confisquée, les dispositions relatives à la contrainte judiciaire sont applicables.

La chose confisquée est, sauf disposition particulière prévoyant sa destruction ou son attribution, dévolue à l'Etat, mais elle demeure grevée, à concurrence de sa valeur, des droits réels licitement constitués au profit de tiers.

Lorsque la chose confisquée est un véhicule qui n'a pas été saisi ou mis en fourrière au cours de la procédure, le condamné doit, sur l'injonction qui lui en est faite par le ministère public, remettre ce véhicule au service ou à l'organisme chargé de sa destruction ou de son aliénation.

*Art. 131-26*— L'interdiction des droits civiques, civils et de famille porte sur :

1° Le droit de vote ;

2° L'éligibilité ;

3° Le droit d'exercer une fonction juridictionnelle ou d'être expert devant une juridiction, de représenter ou d'assister une partie devant la justice ;

4° Le droit de témoigner en justice autrement que pour y faire de simples déclarations ;

5° Le droit d'être tuteur ou curateur ; cette interdiction n'exclut pas le droit, après avis conforme du juge des tutelles, le conseil de famille entendu, d'être tuteur ou curateur de ses propres enfants.

L'interdiction des droits civiques, civils et de famille ne peut excéder une durée de dix ans en cas de condamnation pour crime et une durée de cinq ans en cas de condamnation pour délit.

La juridiction peut prononcer l'interdiction de tout ou partie de ces droits.

L'interdiction du droit de vote ou l'inéligibilité prononcées en application du présent article emportent interdiction ou incapacité d'exercer une fonction publique.

*Art. 131-27*— Lorsqu'elle est encourue à titre de peine complémentaire pour un crime ou un délit, l'interdiction d'exercer une fonction publique ou d'exercer une activité professionnelle ou sociale est soit définitive, soit temporaire ; dans ce dernier cas, elle ne peut excéder une durée de cinq ans.

Cette interdiction n'est pas applicable à l'exercice d'un mandat électif ou de responsabilités syndicales. Elle n'est pas non plus applicable en matière de délit de presse.

*Art. 131-39*— Lorsque la loi le prévoit à l'encontre d'une personne morale, un crime ou un délit peut être sanctionné d'une ou de plusieurs des peines suivantes :

1° La dissolution, lorsque la personne morale a été créée ou, lorsqu'il s'agit d'un crime ou d'un délit puni en ce qui concerne les personnes physiques d'une peine d'emprisonnement supérieure ou égale à trois ans, détournée de son objet pour commettre les faits incriminés ;

2° L'interdiction, à titre définitif ou pour une durée de cinq ans au plus, d'exercer directement ou indirectement une ou plusieurs activités professionnelles ou sociales ;

3° Le placement, pour une durée de cinq ans au plus, sous surveillance judiciaire ;

4° La fermeture définitive ou pour une durée de cinq ans au plus des établissements ou de l'un ou de plusieurs des établissements de l'entreprise ayant servi à commettre les faits incriminés ;

5° L'exclusion des marchés publics à titre définitif ou pour une durée de cinq ans au plus ;

6° L'interdiction, à titre définitif ou pour une durée de cinq ans au plus, de faire appel public à l'épargne ;

7° L'interdiction, pour une durée de cinq ans au plus, d'émettre des chèques autres que ceux qui permettent le retrait de fonds par le tireur auprès du tiré ou ceux qui sont certifiés ou d'utiliser des cartes de paiement ;

8° La confiscation de la chose qui a servi ou était destinée à commettre l'infraction ou de la chose qui en est le produit ;

9° L'affichage de la décision prononcée ou la diffusion de celle-ci soit par la presse écrite, soit par tout moyen de communication au public par voie électronique ;

10° La confiscation de l'animal ayant été utilisé pour commettre l'infraction ou à l'encontre duquel l'infraction a été commise ;

11° L'interdiction, à titre définitif ou pour une durée de cinq ans au plus, de détenir un animal.

Les peines définies aux 1° et 3° ci-dessus ne sont pas applicables aux personnes morales de droit public dont la responsabilité pénale est susceptible d'être engagée. Elles ne sont pas non plus applicables aux partis ou groupements politiques ni aux syndicats professionnels. La peine définie au 1° n'est pas applicable aux institutions représentatives du personnel.

*Art. 226-13*— La révélation d'une information à caractère secret par une personne qui en est dépositaire soit par état ou par profession, soit en raison d'une fonction ou d'une mission temporaire, est punie d'un an d'emprisonnement et de 15000 euros d'amende.

*Art. 226-31*— Les personnes physiques coupables de l'une des infractions prévues par le présent chapitre encourent également les peines complémentaires suivantes :

1° L'interdiction des droits civiques, civils et de famille, suivant les modalités prévues par l'article 131-26 ;

2° L'interdiction d'exercer l'activité professionnelle ou sociale dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de laquelle l'infraction a été commise, suivant les modalités prévues par l'article 131-27 ;

3° L'interdiction, pour une durée de cinq ans au plus, de détenir ou de porter une arme soumise à autorisation ;

4° L'affichage ou la diffusion de la décision prononcée, dans les conditions prévues par l'article 131-35.

5° Dans le cas prévu par les articles 226-1 à 226-3, 226-8, 226-15 et 226-28, la confiscation de la chose qui a servi ou était destinée à commettre l'infraction ou de la chose qui en est le produit. La confiscation des appareils visés à l'article 226-3 est obligatoire.

*Art. 314-1*— L'abus de confiance est le fait par une personne de détourner, au préjudice d'autrui, des fonds, des valeurs ou un bien quelconque qui lui ont été remis et qu'elle a acceptés à charge de les rendre, de les représenter ou d'en faire un usage déterminé.

L'abus de confiance est puni de trois ans d'emprisonnement et de 375000 euros d'amende.

*Art. 322-2*— L'infraction définie au premier alinéa de l'article 322-1 est punie de trois ans d'emprisonnement et de 45000 euros d'amende et celle définie au deuxième alinéa du même article de 7500 euros d'amende et d'une peine de travail d'intérêt général, lorsque le bien détruit, dégradé ou détérioré est :

1° Destiné à l'utilité ou à la décoration publiques et appartient à une personne publique ou chargée d'une mission de service public ;

2° Un registre, une minute ou un acte original de l'autorité publique ;

3° Un immeuble ou un objet mobilier classé ou inscrit, une découverte archéologique faite au cours de fouilles ou fortuitement, un terrain contenant des

vestiges archéologiques ou un objet conservé ou déposé dans un musée de France ou dans les musées, bibliothèques ou archives appartenant à une personne publique, chargée d'un service public ou reconnue d'utilité publique ;

4° Un objet présenté lors d'une exposition à caractère historique, culturel ou scientifique, organisée par une personne publique, chargée d'un service public ou reconnue d'utilité publique.

Dans le cas prévu par le 3° du présent article, l'infraction est également constituée si son auteur est le propriétaire du bien détruit, dégradé ou détérioré.

Lorsque l'infraction définie au premier alinéa de l'article 322-1 est commise à raison de l'appartenance ou de la non-appartenance, vraie ou supposée, de la personne propriétaire ou utilisatrice de ce bien à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée, les peines encourues sont également portées à trois ans d'emprisonnement et à 45 000 Euros d'amende.

*Art. 432-15.* — Le fait, par une personne dépositaire de l'autorité publique ou chargée d'une mission de service public, un comptable public, un dépositaire public ou l'un de ses subordonnés, de détruire, détourner ou soustraire un acte ou un titre, ou des fonds publics ou privés, ou effets, pièces ou titres en tenant lieu, ou tout autre objet qui lui a été remis en raison de ses fonctions ou de sa mission, est puni de dix ans d'emprisonnement et de 150000 euros d'amende.

La tentative du délit prévu à l'alinéa qui précède est punie des mêmes peines.

*Art. 432-16.* — Lorsque la destruction, le détournement ou la soustraction par un tiers des biens visés à l'article 432-15 résulte de la négligence d'une personne dépositaire de l'autorité publique ou chargée d'une mission de service public, d'un comptable public ou d'un dépositaire public, celle-ci est punie d'un an d'emprisonnement et de 15000 euros d'amende.

*Art. 433-4.* — Le fait de détruire, détourner ou soustraire un acte ou un titre, ou des fonds publics ou privés, ou des effets, pièces ou titres en tenant lieu ou tout autre objet, qui ont été remis, en raison de ses fonctions, à une personne dépositaire de l'autorité publique ou chargée d'une mission de service public, à un comptable public, à un dépositaire public ou à l'un de ses subordonnés, est puni de sept ans d'emprisonnement et de 100000 euros d'amende.

La tentative du délit prévu à l'alinéa précédent est punie des mêmes peines.

### **Code de la santé publique**

*Art. L. 1111-8.* — Les professionnels de santé ou les établissements de santé ou la personne concernée peuvent déposer des données de santé à caractère personnel, recueillies ou produites à l'occasion des activités de prévention, de diagnostic ou de soins, auprès de personnes physiques ou morales agréées à cet effet. Cet hébergement de données ne peut avoir lieu qu'avec le consentement exprès de la personne concernée.

Les traitements de données de santé à caractère personnel que nécessite l'hébergement prévu au premier alinéa doivent être réalisés dans le respect des dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. La prestation d'hébergement fait l'objet d'un contrat. Lorsque cet hébergement est à l'initiative d'un professionnel de santé ou d'un établissement de santé, le contrat prévoit que l'hébergement des données, les modalités d'accès à celles-ci et leurs modalités de transmission sont subordonnées à l'accord de la personne concernée.

Les conditions d'agrément des hébergeurs sont fixées par décret en Conseil d'Etat pris après avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés et des conseils de l'ordre des professions de santé. Ce décret mentionne les informations qui doivent être fournies à l'appui de la demande d'agrément, notamment les modèles de contrats prévus au deuxième alinéa et les dispositions prises pour garantir la sécurité des données traitées en application de l'article 34 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 précitée, en particulier les mécanismes de contrôle et de sécurité dans le domaine informatique ainsi que les procédures de contrôle interne. Les dispositions de l'article L. 4113-6 s'appliquent aux contrats prévus à l'alinéa précédent.

La détention et le traitement sur des supports informatiques de données de santé à caractère personnel par des professionnels de santé, des établissements de santé ou des hébergeurs de données de santé à caractère personnel sont subordonnés à l'utilisation de systèmes d'information conformes aux prescriptions adoptées en application de l'article L. 1110-4 et répondant à des conditions d'interopérabilité arrêtées par le ministre chargé de la santé.

Les professionnels et établissements de santé peuvent, par dérogation aux dispositions de la dernière phrase des deux premiers alinéas du présent article, utiliser leurs propres systèmes ou des systèmes appartenant à des hébergeurs agréés, sans le consentement exprès de la personne concernée dès lors que l'accès aux données détenues est limité au professionnel de santé ou à l'établissement de santé qui les a déposées, ainsi qu'à la personne concernée dans les conditions prévues par l'article L. 1111-7.

L'agrément peut être retiré, dans les conditions prévues par l'article 24 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, en cas de violation des prescriptions législatives ou réglementaires relatives à cette activité ou des prescriptions fixées par l'agrément.

Seuls peuvent accéder aux données ayant fait l'objet d'un hébergement les personnes que celles-ci concernent et les professionnels de santé ou établissements de santé qui les prennent en charge et qui sont désignés par les personnes concernées, selon des modalités fixées dans le contrat prévu au deuxième alinéa, dans le respect des dispositions des articles L. 1110-4 et L. 1111-7.

Les hébergeurs tiennent les données de santé à caractère personnel qui ont été déposées auprès d'eux à la disposition de ceux qui les leur ont confiées. Ils ne peuvent les utiliser à d'autres fins. Ils ne peuvent les transmettre à d'autres

personnes que les professionnels de santé ou établissements de santé désignés dans le contrat prévu au deuxième alinéa.

Lorsqu'il est mis fin à l'hébergement, l'hébergeur restitue les données qui lui ont été confiées, sans en garder de copie, au professionnel, à l'établissement ou à la personne concernée ayant contracté avec lui.

Les hébergeurs de données de santé à caractère personnel et les personnes placées sous leur autorité qui ont accès aux données déposées sont astreintes au secret professionnel dans les conditions et sous les peines prévues à l'article 226-13 du code pénal.

Les hébergeurs de données de santé à caractère personnel ou qui proposent cette prestation d'hébergement sont soumis, dans les conditions prévues aux articles L. 1421-2 et L. 1421-3, au contrôle de l'Inspection générale des affaires sociales et des agents de l'Etat mentionnés à l'article L. 1421-1. Les agents chargés du contrôle peuvent être assistés par des experts désignés par le ministre chargé de la santé.

Tout acte de cession à titre onéreux de données de santé identifiantes, directement ou indirectement, y compris avec l'accord de la personne concernée, est interdit sous peine des sanctions prévues à l'article 226-21 du code pénal.

### **Loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat**

*Art. 23.* — Les notaires ne pourront également, sans l'ordonnance du président du tribunal de grande instance, délivrer expédition ni donner connaissance des actes à d'autres qu'aux personnes intéressées en nom direct, héritiers ou ayants droit, à peine de dommages-intérêts, d'une amende de 15 euros, et d'être en cas de récidive, suspendus de leurs fonctions pendant trois mois, sauf néanmoins l'exécution des lois et règlements sur le droit d'enregistrement et de ceux relatifs aux actes soumis à une publication.

### **Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés**

*Art. 6.* — Un traitement ne peut porter que sur des données à caractère personnel qui satisfont aux conditions suivantes :

1° Les données sont collectées et traitées de manière loyale et licite ;

2° Elles sont collectées pour des finalités déterminées, explicites et légitimes et ne sont pas traitées ultérieurement de manière incompatible avec ces finalités. Toutefois, un traitement ultérieur de données à des fins statistiques ou à des fins de recherche scientifique ou historique est considéré comme compatible avec les finalités initiales de la collecte des données, s'il est réalisé dans le respect



des principes et des procédures prévus au présent chapitre, au chapitre IV et à la section 1 du chapitre V ainsi qu'aux chapitres IX et X et s'il n'est pas utilisé pour prendre des décisions à l'égard des personnes concernées ;

3° Elles sont adéquates, pertinentes et non excessives au regard des finalités pour lesquelles elles sont collectées et de leurs traitements ultérieurs ;

4° Elles sont exactes, complètes et, si nécessaire, mises à jour ; les mesures appropriées doivent être prises pour que les données inexactes ou incomplètes au regard des finalités pour lesquelles elles sont collectées ou traitées soient effacées ou rectifiées ;

5° Elles sont conservées sous une forme permettant l'identification des personnes concernées pendant une durée qui n'excède pas la durée nécessaire aux finalités pour lesquelles elles sont collectées et traitées.

**Loi n° 78-753 du 17 juillet 1978  
portant diverses mesures d'amélioration  
des relations entre l'administration  
et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal**

*Art. 1* — Le droit de toute personne à l'information est précisé et garanti par les dispositions des chapitres Ier, III et IV du présent titre en ce qui concerne la liberté d'accès aux documents administratifs.

Sont considérés comme documents administratifs, au sens des chapitres Ier, III et IV du présent titre, quel que soit le support utilisé pour la saisie, le stockage ou la transmission des informations qui en composent le contenu, les documents élaborés ou détenus par l'Etat, les collectivités territoriales ainsi que par les autres personnes de droit public ou les personnes de droit privé chargées de la gestion d'un service public, dans le cadre de leur mission de service public. Constituent de tels documents notamment les dossiers, rapports, études, comptes rendus, procès-verbaux, statistiques, directives, instructions, circulaires, notes et réponses ministérielles, correspondances, avis, prévisions et décisions.

Ne sont pas considérés comme documents administratifs, au sens du présent titre, les actes des assemblées parlementaires, les avis du Conseil d'Etat et des juridictions administratives, les documents de la Cour des comptes mentionnés à l'article L. 140-9 du code des juridictions financières et les documents des chambres régionales des comptes mentionnés à l'article L. 241-6 du même code, les documents d'instruction des réclamations adressées au Médiateur de la République, les documents préalables à l'élaboration du rapport d'accréditation des établissements de santé prévu à l'article L. 6113-6 du code de la santé publique et les rapports d'audit des établissements de santé mentionnés à l'article 40 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2001 (n° 2000-1257 du 23 décembre 2000).

*Art. 4.* — L'accès aux documents administratifs s'exerce, au choix du demandeur et dans la limite des possibilités techniques de l'administration :

a) Par consultation gratuite sur place, sauf si la préservation du document ne le permet pas ;

b) Sous réserve que la reproduction ne nuise pas à la conservation du document, par la délivrance d'une copie sur un support identique à celui utilisé par l'administration ou compatible avec celui-ci et aux frais du demandeur, sans que ces frais puissent excéder le coût de cette reproduction, dans des conditions prévues par décret ;

c) Par courrier électronique et sans frais lorsque le document est disponible sous forme électronique.

## ANNEXE

### LISTE DES PERSONNES ENTENDUES PAR LE RAPPORTEUR

#### Projet de loi organique

##### *Conseil constitutionnel*

- **M. Robert Badinter**, ancien président
- **M. Pierre Mazeaud**, ancien président
- **M. Marc Guillaume**, secrétaire général

#### Projet de loi ordinaire

##### *Ministère de la culture*

###### Cabinet de Mme Christine Albanel

- **M. Olivier Henrard**, conseiller juridique
- **Mme Marie-Françoise Audouard**, conseiller pour le livre et les archives

###### Direction des archives de France

- **Mme Martine de Boisdeffre**, directrice
- **M. Pascal Even**, conservateur général du patrimoine, chef du département de la politique archivistique et de la coordination interministérielle

##### *Ministère des affaires étrangères*

- **Mlle Monique Constant**, adjointe au directeur des archives

##### *Ministère de la défense*

- **Mme Marie-Hélène Joly**, adjointe au directeur de la mémoire, du patrimoine et des archives

*Sénat*

- **Mme Catherine Maynial**, directrice du service de la Bibliothèque, des Archives et de la Documentation étrangère
- **M. Emmanuel Triboulet**, administrateur à la division des Archives
- **M. Michel Charasse**, sénateur du Puy-de-Dôme

*C.A.D.A. (Commission d'accès aux documents administratifs)*

- **M. Jean-Pierre Leclerc**, président
- **M. Laurent Veyssièrre**, conservateur du patrimoine et rapporteur général

*Association des archivistes français*

- **Mme Christine Martinez**, présidente
- **M. Henri Zuber**, ancien président

*Association des usagers du service public des archives nationales*

- **M. Gilles Morin**, président

*Fédération française de généalogie*

- **M. Michel Sémentry**, président

*Conseil supérieur du notariat*

- **Mme Ingrid Mareschal**, chargée des relations avec les institutions
- **Maître Alain Delfossé**, directeur des affaires juridiques
- **Maître Jean-Claude Papon**, chargé des affaires juridiques

*Comité d'histoire politique et parlementaire*

- **M. Jean Garigues**, Président

*Personnalité qualifiée*

- **Mme Martine Cliquennois**, professeur à l'Institut d'études politiques de Lille